

1014 TRAITEMENTS

SOLDES ET INDEMNITÉS DES FONCTIONNAIRES

« JOURNAL OFFICIEL DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE »

DIRECTION DES JOURNAUX OFFICIELS
RÉDACTION ET ADMINISTRATION
26, rue Desaix, 75727 Paris Cedex 15
www.journal-officiel.gouv.fr



Standard 01-40-58-75-00
Renseignements 01-40-58-79-79
Télécopie 01-45-79-17-84

DIRECTION GÉNÉRALE DE L'ADMINISTRATION ET DE LA FONCTION PUBLIQUE :
32, rue de Babylone, 75700 Paris. – Téléphone : 01-42-75-80-00. – www.fonction-publique.gouv.fr

DIRECTION GÉNÉRALE DES COLLECTIVITÉS LOCALES :
2 bis, place des Saussaies, 75800 Paris. – Téléphone : 01-49-27-49-27

DIRECTION DES HÔPITAUX :
8, avenue de Ségur, 75350 Paris 07 SP. – Téléphone : 01-40-56-60-00

TRAITEMENTS, SOLDES ET INDEMNITÉS DES FONCTIONNAIRES

à compter du 1^{er} novembre 2005

(Application du décret n° 2005-1301 du 20 octobre 2005)

Les barèmes publiés dans ce document ont été établis par la direction générale de l'administration et de la fonction publique, à laquelle toutes remarques ou suggestions éventuelles devront éventuellement être adressées.

Le numéro : 2,90 €

France : 14,30 € – **Outre-mer** : uniquement par avion, tarif sur demande.

Etranger : paiement d'un supplément modulé selon la zone de destination, tarif sur demande.

Tout paiement à la commande facilitera son exécution

SOMMAIRE

	<u>Pages</u>		<u>Pages</u>
I. – DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....	7	III. – RÉMUNÉRATION HORS ÉCHELLE À COMPTER DU 1 ^{er} NOVEMBRE 2005.....	44
Décret n° 85-730 du 17 juillet 1985 relatif à la rémunération des fonctionnaires de l'Etat et des fonctionnaires des collectivités territoriales régis respectivement par les lois n° 84-16 du 11 janvier 1984 et n° 84-53 du 26 janvier 1984.....	7	IV. – RETENUES POUR PENSIONS CIVILES ET MILITAIRES DE RETRAITE	45
Décret n° 85-1148 du 24 octobre 1985 modifié relatif à la rémunération des personnels civils et militaires de l'Etat, des personnels des collectivités territoriales et des personnels des établissements publics d'hospitalisation	7	Extraits du code des pensions civiles et militaires de retraite annexé à la loi n° 64-1339 du 26 décembre 1964	45
Décret n° 2005-726 du 29 juin 2005 portant majoration à compter du 1 ^{er} juillet 2005 de la rémunération des personnels civils et militaires de l'Etat, des personnels des collectivités territoriales et des personnels des établissements publics d'hospitalisation.....	11	Extraits de l'ordonnance n° 45-993 du 17 mai 1945 relative aux services publics des départements et communes et de leurs établissements publics.....	45
Décret n° 91-769 du 2 août 1991 modifié instituant une indemnité différentielle en faveur de certains personnels civils et militaires de l'Etat, des personnels des collectivités territoriales et des établissements publics d'hospitalisation.....	17	Extraits du décret n° 47-1846 du 19 septembre 1947 modifié portant règlement d'administration publique pour la constitution de la caisse nationale de retraites prévue à l'article 3 de l'ordonnance n° 45-993 du 17 mai 1945 relative aux services publics des départements et des communes et de leurs établissements publics	45
Décret n° 82-1105 du 23 décembre 1982 relatif aux indices de la fonction publique.....	18	LOI n° 91-73 du 18 janvier 1991 portant dispositions relatives à la santé publique et aux assurances sociales (art. 25-I).....	46
Décret n° 82-887 du 18 octobre 1982 instituant une prise en charge partielle du prix des titres d'abonnement correspondant aux déplacements effectués à l'intérieur de la zone de compétence de l'autorité organisatrice des transports parisiens par les fonctionnaires et agents de l'Etat et des établissements publics de l'Etat à caractère administratif entre leur résidence habituelle et leur lieu de travail	25	V. – SÉCURITÉ SOCIALE	47
Arrêté du 18 octobre 1982 fixant les conditions de la prise en charge partielle des frais de transport instituée par le décret n° 82-887 du 18 octobre 1982.....	26	Extraits du code de la sécurité sociale relatifs aux régimes spéciaux des fonctionnaires de l'Etat, des magistrats et des militaires	47
Circulaire FP 1495 - 2 A n° 153 du 10 décembre 1982 relative à la prise en charge partielle des prix des titres d'abonnement correspondant aux déplacements effectués par les personnels de l'Etat et des établissements publics de l'Etat à caractère administratif, à l'intérieur de la zone de compétence des transports parisiens, entre leur résidence habituelle et leur lieu de travail... ..	26	Décret n° 67-850 du 30 septembre 1967 modifié portant fixation des taux des cotisations d'assurance maladie, invalidité et maternité des régimes de sécurité sociale des fonctionnaires, des ouvriers de l'Etat et des agents permanents des collectivités locales.....	47
Circulaire FP/7 1772 - B 2 A n° 73 du 11 juillet 1991 relative à la prise en charge partielle du prix des titres d'abonnement correspondant aux déplacements effectués par les personnels de l'Etat et des établissements publics de l'Etat à caractère administratif, à l'intérieur de la zone de compétence des transports parisiens, entre leur résidence habituelle et leur lieu de travail. Extension de cette zone à partir de janvier 1991.....	30	Décret n° 67-804 du 20 septembre 1967 modifié portant fixation des taux des cotisations d'assurances sociales dues au titre de l'emploi des salariés placés sous le régime général pour une partie des risques	48
II. – BARÈME EN EUROS DES DIVERS ÉLÉMENTS CONSTITUANT LA RÉMUNÉRATION ANNUELLE ET MENSUELLE DES PERSONNELS CIVILS ET MILITAIRES DE L'ÉTAT, DES PERSONNELS DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES ET DES PERSONNELS DES ÉTABLISSEMENTS PUBLICS D'HOSPITALISATION À COMPTER DU 1 ^{er} NOVEMBRE 2005.....	31	Décret n° 2004-1292 du 26 novembre 2004 portant fixation du plafond de la sécurité sociale pour 2005...	49
		Extraits du code de la sécurité sociale relatifs à la contribution sociale généralisée	50
		Décret n° 97-215 du 10 mars 1997 modifié relatif à l'indemnité exceptionnelle allouée à certains fonctionnaires civils, aux militaires à solde mensuelle ainsi qu'aux magistrats de l'ordre judiciaire.....	52
		Circulaire FP/7 n° 1919-2 B-98-113 du 3 mars 1998 relative à l'application de l'indemnité exceptionnelle allouée à certains fonctionnaires civils, aux militaires à solde mensuelle, à certains agents non titulaires ainsi qu'aux magistrats de l'ordre judiciaire.....	53
		Extraits de l'ordonnance n° 96-50 du 24 janvier 1996 modifiée relative au remboursement de la dette sociale	55

	<u>Pages</u>		<u>Pages</u>
VI. – CONTRIBUTION DE SOLIDARITÉ.....	57	Extraits du code de la sécurité sociale relatifs aux caisses d'allocations familiales et au calcul des cotisations.....	61
LOI n° 82-939 du 4 novembre 1982 relative à la contribution exceptionnelle de solidarité en faveur des travailleurs privés d'emploi.....	57	Arrêté du 26 novembre 1996 fixant la cotisation due à la Caisse nationale des allocations familiales par les organismes ou régimes visés à l'article L. 212-1 du code de la sécurité sociale.....	61
Circulaire FP/7 n° 2033-6 A du 27 mai 2003 relative aux règles d'assujettissement à la contribution exceptionnelle de solidarité, à la définition de son assiette et aux modalités de son versement.....	58	Décret n° 2004-1458 du 23 décembre 2004 relatif à la revalorisation de la base mensuelle de calcul des prestations familiales à compter du 1 ^{er} janvier 2005.....	62
VII. – PRESTATIONS FAMILIALES	61	VIII. – INDEMNITÉS HORAIRES POUR TRAVAUX SUPPLÉMENTAIRES : TAUX APPLICABLES À COMPTER DU 1 ^{er} NOVEMBRE 2005.....	63
Décret n° 86-150 du 30 janvier 1986 relatif à la revalorisation de la base mensuelle de calcul des allocations familiales à compter du 1 ^{er} janvier 1986 et à compter du 1 ^{er} juillet 1986 et portant modification des taux de calcul des allocations familiales des familles nombreuses et de l'allocation parentale d'éducation au 1 ^{er} janvier 1986.....	61	Décret n° 2002-60 du 14 janvier 2002 relatif aux indemnités horaires pour travaux supplémentaires.....	63

RENSEIGNEMENTS

Lorsqu'une revalorisation des traitements intervient :

- les montants des différents éléments de la rémunération afférente à un indice majoré donné peuvent être obtenus par Minitel auprès du serveur mis en place par la Direction des Journaux officiels (code d'accès : 36-16 + JOEL).

Les renseignements concernant :

- **la fonction publique de l'Etat** pourront être demandés au ministère de la fonction publique, de la réforme de l'Etat et de la décentralisation, direction générale de l'administration et de la fonction publique, tél. : 01-42-75-80-00 ; des éléments d'information figurent sur le site : www.fonction-publique.gouv.fr ;
- **la fonction publique territoriale** pourront être demandés au ministère de l'intérieur, direction générale des collectivités locales, tél. : 01-49-27-49-27 ;
- **la fonction publique hospitalière** pourront être demandés au ministère de l'emploi et de la solidarité, direction des hôpitaux, tél. : 01-40-56-60-00.

I. – DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Décret n° 85-730 du 17 juillet 1985 relatif à la rémunération des fonctionnaires de l'Etat et des fonctionnaires des collectivités territoriales régis respectivement par les lois n° 84-16 du 11 janvier 1984 et n° 84-53 du 26 janvier 1984

(Journal officiel du 19 juillet 1985)

Le Président de la République,

Sur le rapport du Premier ministre, du ministre de l'économie, des finances et du budget, du ministre de l'intérieur et de la décentralisation et du secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de la fonction publique et des simplifications administratives,

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires, notamment son article 20 ;

Vu la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat ;

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;

Vu l'avis du Conseil supérieur de la fonction publique de l'Etat en date du 28 mars 1985 ;

Vu l'avis du Conseil supérieur de la fonction publique territoriale en date du 30 avril 1985 ;

Après avis du Conseil d'Etat (section des finances) ;

Le conseil des ministres entendu,

Décète :

Article 1^{er}

Les fonctionnaires relevant respectivement de la loi du 11 janvier 1984 et de la loi du 26 janvier 1984 susvisées sont régis par les mêmes dispositions en ce qui concerne les modalités de calcul du traitement, de l'indemnité de résidence et du supplément familial de traitement.

Ces dispositions sont fixées par un décret en conseil des ministres.

Article 2

Les fonctionnaires mentionnés à l'article 1^{er} ci-dessus ne peuvent bénéficier d'aucune indemnité autre que celles fixées par une loi ou un décret, sous réserve des dispositions prévues par les articles 111 et 115, alinéa 2, de la loi du 26 janvier 1984 précitée et par l'article 30 de la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions.

Article 3

Le Premier ministre, le ministre de l'économie, des finances et du budget, le ministre de l'intérieur et de la décentralisation, le secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de la fonction publique et des simplifications administratives, et le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'économie, des finances et du budget, chargé du budget et de la consommation, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 17 juillet 1985.

FRANÇOIS MITTERRAND

Par le Président de la République :

Le Premier ministre,

LAURENT FABIUS

Le ministre de l'économie, des finances et du budget,

PIERRE BÉRÉGOVOY

Le ministre de l'intérieur et de la décentralisation,

PIERRE JOXE

Le secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre,
chargé de la fonction publique
et des simplifications administratives,

JEAN LE GARREC

Le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'économie,
des finances et du budget, chargé du budget
et de la consommation,

HENRI EMMANUELLI

Décret n° 85-1148 du 24 octobre 1985 modifié relatif à la rémunération des personnels civils et militaires de l'Etat, des personnels des collectivités territoriales et des personnels des établissements publics d'hospitalisation (1)

(Journal officiel du 5 novembre 1985)

Le Président de la République,

Sur le rapport du Premier ministre, du ministre de l'économie, des finances et du budget, du garde des sceaux, ministre de la justice, du ministre de la défense, du ministre de l'intérieur et de la décentralisation et du secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de la fonction publique et des simplifications administratives,

Vu la Constitution, et notamment son article 37 ;

Vu le code des pensions civiles et militaires de retraite ;

Vu le code de la sécurité sociale, et notamment le titre II du livre V ;

Vu l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 modifiée portant loi organique relative au statut de la magistrature ;

Vu la loi n° 70-610 du 10 juillet 1970 modifiée tendant à faciliter la création d'agglomérations nouvelles ;

Vu la loi n° 72-662 du 13 juillet 1972 modifiée portant statut général des militaires, notamment son article 19 ;

Vu la loi n° 82-889 du 19 octobre 1982 relative aux retenues pour absence de service fait par les personnels de l'Etat, des collectivités locales et des services publics, notamment son article 1^{er} (2) ;

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat ;

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;

Vu le décret n° 48-1108 du 10 juillet 1948 portant classement hiérarchique des grades et emplois des personnels civils et militaires de l'Etat relevant du régime général des retraites et les textes subséquents qui l'ont modifié ;

Vu le décret n° 57-177 du 16 février 1957 aménageant le décret n° 55-866 du 30 juin 1955 modifié portant remise en ordre des traitements et soldes des personnels civils et militaires de l'Etat ;

Vu le décret n° 62-765 du 6 juillet 1962 portant règlement sur la comptabilité publique en ce qui concerne la liquidation des traitements des personnels de l'Etat ;

Vu le décret n° 62-1263 du 30 octobre 1962 modifié portant majoration du salaire minimum national interprofessionnel garanti ;

Vu le décret n° 65-773 du 9 septembre 1965 modifié, modifiant le décret n° 49-1416 du 5 octobre 1949 pris pour l'application de l'article 3 de l'ordonnance n° 45-993 du 17 mai 1945 et relatif au régime de retraites des tributaires de la Caisse nationale de retraites des agents des collectivités locales ;

Vu le décret n° 77-782 du 12 juillet 1977 relatif à la fixation et à la révision du classement indiciaire de certains grades et emplois des personnels civils de l'Etat ;

Vu le décret n° 82-1105 du 23 décembre 1982 relatif aux indices dans la fonction publique ;

Vu le décret n° 85-730 du 17 juillet 1985 relatif à la rémunération des fonctionnaires de l'Etat et des fonctionnaires des collectivités territoriales régis respectivement par les lois n° 84-16 du 11 janvier 1984 et n° 84-53 du 26 janvier 1984 ;

Vu la décision du Conseil constitutionnel en date du 24 juillet 1985 ;

Le conseil des ministres entendu,

Décrète :

TITRE I^{er}

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article 1^{er}

Les dispositions du présent décret sont applicables aux magistrats, militaires, fonctionnaires et agents de la fonction publique de l'Etat, de la fonction publique territoriale et de la fonction publique hospitalière, à l'exclusion du personnel rétribué sur la base des salaires pratiqués dans le commerce et l'industrie.

TITRE II

TRAITEMENTS ET SOLDES

Article 2

Les traitements et soldes soumis aux retenues pour pension des personnels mentionnés à l'article 1^{er} du présent décret sont calculés en multipliant le centième de la valeur du traitement fixée à l'article 3 ci-dessous par l'indice majoré correspondant à leur grade ou emploi, et échelon.

Article 3

(Décret n° 2005-1301 du 20 octobre 2005)

La valeur annuelle du traitement et de la solde définis respectivement à l'article 20 de la loi du 13 juillet 1983 susvisée, à l'article 42 de l'ordonnance du 22 décembre 1958 susvisée et à l'article 10 de la loi du 24 mars 2005 susvisée, afférents à l'indice 100 majoré et soumis aux retenues pour pension, est fixée à 5 371,10 € à compter du 1^{er} novembre 2005.

Article 4

Le barème de correspondance à retenir entre indices nets, bruts, nouveaux et majorés figure au barème A annexé au décret du 23 décembre 1982 susvisé (3).

Article 5

(Décret n° 2005-1301 du 20 octobre 2005)

Les traitements et soldes annuels correspondant aux indices majorés figurent au barème B ci-annexé, applicable à compter du 1^{er} novembre 2005 (4).

Article 6

(Décret n° 2005-1301 du 20 octobre 2005)

Les traitements et soldes annuels correspondant à chacun des groupes hors échelle sont fixés à compter du 1^{er} novembre 2005 comme suit :

TRAITEMENTS ET SOLDES ANNUELS BRUTS (en euros) soumis à retenue pour pension à compter du 1 ^{er} novembre 2005			
Groupes	Chevrons		
	I	II	III
A	47 265,68	49 145,57	51 669,98
B	51 669,98	53 872,13	56 772,53
B bis	56 772,53	58 276,44	59 834,05
C	59 834,05	61 123,12	62 465,89
D	62 465,89	65 312,58	68 159,26
E	68 159,26	70 844,81	-
F	73 476,65	-	-
G	80 566,50	-	-

Article 7

Pour l'application des dispositions législatives et réglementaires se référant au traitement de l'indice 100 prévu par le décret du 10 juillet 1948 susvisé, ce traitement est constitué par le traitement afférent à (Décret n° 2005-726 du 29 juin 2005) « l'indice majoré 186 » (indice brut 100).

(Décret n° 2005-726 du 29 juin 2005.) « Par dérogation à l'alinéa précédent, ce même traitement est constitué par le traitement afférent à l'indice majoré 225 pour l'application de l'article 65 de la loi du 11 janvier 1984 susvisée. »

Article 8

(Décret n° 98-462 du 10 juin 1998.) « Les militaires à solde mensuelle, les fonctionnaires et agents de la fonction publique de l'Etat, de la fonction publique territoriale et de la fonction publique hospitalière, à l'exclusion des personnels rétribués sur la base des salaires pratiqués dans le commerce et l'industrie, en fonctions sur le territoire européen de la France et dans les départements d'outre-mer, occupant à temps complet un emploi doté d'un indice inférieur à (Décret n° 2005-726 du 29 juin 2005) "l'indice majoré 275", perçoivent néanmoins le traitement afférent à "l'indice majoré 275" (indice brut 244). »

(Décret n° 98-143 du 4 mars 1998.) « Ce traitement est réduit au prorata de la durée des services lorsque les intéressés occupent un emploi à temps non complet de fonctionnaire de la fonction publique territoriale ou un emploi à temps incomplet d'agent non titulaire de la fonction publique de l'Etat, de la fonction publique territoriale ou de la fonction publique hospitalière. »

Le présent article n'est pas applicable aux agents dont les émoluments sont calculés en fonction d'un indice inférieur à (Décret n° 2005-726 du 29 juin 2005) « l'indice majoré 186 » (indice brut 100) ou qui sont rémunérés à la vacation.

TITRE III

INDEMNITÉ DE RÉSIDENCE

Article 9

(Décret n° 87-589 du 30 juillet 1987.) « L'indemnité de résidence est allouée aux agents mentionnés à l'article 1^{er} du présent décret titulaires d'un grade ou occupant un emploi auquel est directement attaché un indice de la fonction publique appartenant à l'une des catégories mentionnées à l'article 4 du présent décret. Cette indemnité est calculée sur la base de leur traitement soumis aux retenues pour pension, en fonction de l'un des taux fixés ci-après. »

Les agents dont le traitement est inférieur ou égal à celui correspondant à (*Décret n° 2001-370 du 25 avril 2001*) « l'indice majoré 297 » (indice brut 308) perçoivent l'indemnité de résidence afférente à cet indice.

L'indemnité de résidence évolue dans les mêmes proportions que le traitement soumis aux retenues pour pension.

Les taux de l'indemnité de résidence sont fixés suivant les zones territoriales d'abattement de salaires telles qu'elles sont déterminées par l'article 3 du décret du 30 octobre 1962 susvisé :

ZONES DE SALAIRES	TAUX (en %)
Sans abattement.....	3
Comportant un abattement de 2,22 %.....	1
Comportant un abattement de 3,11 %, 3,56 %, 4 %, 5 % ou 6 %.....	0

Les agents affectés dans une commune faisant partie d'une même agglomération urbaine multicommunale délimitée lors du dernier recensement de population effectué par l'Institut national de la statistique et des études économiques bénéficient du taux le plus élevé applicable au sein de ladite agglomération (5).

Les agents exerçant leurs fonctions dans le périmètre d'une agglomération nouvelle définie par décret institutif pris en application de la loi du 10 juillet 1970 susvisée bénéficient du taux le plus élevé applicable au sein de ladite agglomération.

Les dispositions précitées sont prises en considération pour le calcul des indemnités horaires pour travaux supplémentaires défini par l'article 12 du décret susvisé n° 50-1248 du 6 octobre 1950.

Article 9 bis

(*Décret n° 98-143 du 4 mars 1998*)

Les agents soumis aux dispositions du présent titre qui exercent leurs fonctions dans les départements de la Haute-Corse et de la Corse-du-Sud bénéficient d'une indemnité de résidence spécifique, égale à 3 % de leur traitement soumis à retenue pour pension.

L'indemnité de résidence spécifique est exclusive de celle prévue à l'article 9 ci-dessus.

TITRE IV

SUPPLÉMENT FAMILIAL DE TRAITEMENT

Article 10

(*Décret n° 99-491 du 10 juin 1999*)

Le droit au supplément familial de traitement, au titre des enfants dont ils assument la charge effective et permanente à raison d'un seul droit par enfant, est ouvert aux magistrats, aux fonctionnaires civils, aux militaires à solde mensuelle ainsi qu'aux agents de la fonction publique de l'Etat, de la fonction publique territoriale et de la fonction publique hospitalière dont la rémunération est fixée par référence aux traitements des fonctionnaires ou évolue en fonction des variations de ces traitements, à l'exclusion des agents rétribués sur un taux horaire ou à la vacation.

La notion d'enfant à charge à retenir pour déterminer l'ouverture du droit est celle fixée par le titre I^{er} du livre V du code de la sécurité sociale.

Lorsque les deux membres d'un couple de fonctionnaires ou d'agents publics, mariés ou vivant en concubinage, assument la charge du ou des mêmes enfants, le bénéficiaire est celui d'entre eux qu'ils désignent d'un commun accord. Cette option ne peut être remise en cause qu'au terme d'un délai d'un an.

Les dates d'ouverture, de modification et de fin de droit fixées en matière de prestations familiales par l'article L. 552-1 du code de la sécurité sociale sont applicables au supplément familial de traitement.

Article 10 bis

(*Décret n° 99-491 du 10 juin 1999*)

Le supplément familial de traitement comprend un élément fixe et un élément proportionnel.

Pour les personnels rémunérés par un traitement indiciaire établi en application de l'article 2 du présent décret, l'élément proportionnel est calculé en pourcentage dudit traitement.

Les pourcentages fixés pour l'élément proportionnel s'appliquent à la fraction du traitement assujéti à retenue pour pension n'excédant pas le traitement afférent à (*Décret n° 99-943 du 12 novembre 1999*) « l'indice majoré 716 » (indice brut 879).

Les agents dont l'indice de rémunération est inférieur ou égal à (*Décret n° 99-943 du 12 novembre 1999*) « l'indice majoré 448 » (indice brut 524) perçoivent le supplément familial de traitement afférent à cet indice.

Pour les personnels non rémunérés par un traitement établi en application de l'article 2 précité, l'élément proportionnel est calculé en pourcentage du traitement afférent à (*Décret n° 99-943 du 12 novembre 1999*) « l'indice majoré 448 » (indice brut 524).

L'élément fixe et l'élément proportionnel visés au premier alinéa ci-dessus sont, en fonction du nombre des enfants à charge, fixés ainsi qu'il suit (*Décret n° 2001-895 du 26 septembre 2001*) :

NOMBRE D'ENFANTS À CHARGE	ÉLÉMENT fixe mensuel (en euros)	ÉLÉMENT proportionnel (en %)
Un enfant.....	2,29	-
Deux enfants.....	10,67	3
Trois enfants.....	15,24	8
Par enfant en sus du troisième.....	4,57	6

Article 11

En cas de divorce, de séparation de droit ou de fait des époux ou de cessation de vie commune des concubins, dont l'un au moins est fonctionnaire ou agent public tel que défini au premier alinéa de l'article 10, chaque bénéficiaire du supplément familial de traitement est en droit de demander que le supplément familial de traitement qui lui est dû soit calculé :

- soit, s'il est fonctionnaire ou agent public, de son chef, au titre de l'ensemble des enfants dont il est le parent ou a la charge effective et permanente ;
- soit, si son ancien conjoint est fonctionnaire ou agent public, du chef de celui-ci au titre des enfants dont ce dernier est le parent ou a la charge effective et permanente.

Le supplément familial de traitement est alors calculé au prorata du nombre d'enfants à la charge de chaque bénéficiaire et sur la base de l'indice de traitement du fonctionnaire ou de l'agent public du chef duquel le droit est ouvert.

Article 12

Sauf dérogations prévues par des dispositions législatives ou réglementaires, le supplément familial de traitement est, pour l'agent à temps partiel, fonction de la quotité de traitement soumis aux retenues pour pension qu'il perçoit, à l'exception de l'élément fixe prévu pour un enfant (6).

TITRE V

DISPOSITIONS FINALES

Article 13

Le décret n° 74-652 du 19 juillet 1974 modifié relatif à la rémunération des personnels civils et militaires de l'Etat est abrogé.

A l'article 3, second alinéa, du décret du 16 février 1957 susvisé, les mots : « et les traitements correspondant à chaque groupe » sont supprimés.

Article 14

(*Décret n° 86-167 du 31 janvier 1986*)

Le Premier ministre, le ministre de l'économie, des finances et du budget, le garde des sceaux, ministre de la justice, le ministre de la défense, le ministre de l'intérieur et de la décentralisation, le secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre,

chargé de la fonction publique et des simplifications administratives, et le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'économie, des finances et du budget, chargé du budget et de la consommation, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 24 octobre 1985.

FRANÇOIS MITTERRAND

Par le Président de la République :

Le Premier ministre,

LAURENT FABIUS

Le ministre de l'économie, des finances et du budget,

PIERRE BÉRÉGOVOY

Le garde des sceaux, ministre de la justice,

ROBERT BADINTER

Le ministre de la défense,

PAUL QUILÈS

Le ministre de l'intérieur et de la décentralisation,

PIERRE JOXE

*Le secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre,
chargé de la fonction publique
et des simplifications administratives,*

JEAN LE GARREC

*Le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'économie,
des finances et du budget, chargé du budget
et de la consommation,*

HENRI EMMANUELLI

(1) Voir les diverses modifications du texte page 8.

(2) Abrogé par la loi n° 87-558 du 30 juillet 1987 portant diverses mesures d'ordre social.

(3) Voir barème A applicable à compter du 1^{er} juillet 2001, page 19.

(4) Voir barème B applicable à compter du 1^{er} janvier 2005, page 13.

(5) Voir circulaire FP/7 n° 1996 - 2 B n° 00-1235 du 12 mars 2001. Les modifications des zones pour tenir compte du recensement de mars-avril 1999 prennent effet à partir du 1^{er} janvier 2000.

(6) Il est rappelé que, conformément à l'article 6 et à l'article 9 de l'ordonnance n° 82-296 du 31 mars 1982 relative à l'exercice des fonctions à temps partiel par les fonctionnaires et les agents des collectivités locales et de leurs établissements publics administratifs, le supplément familial de traitement accordé aux personnels autorisés à travailler à temps partiel ne peut être inférieur au montant minimal versé aux fonctionnaires travaillant à temps plein ayant le même nombre d'enfants à charge.

Textes ayant modifié le décret n° 85-1148 du 24 octobre 1985

Décret n° 86-167 du 31 janvier 1986 modifiant le décret n° 85-1148 du 24 octobre 1985 relatif à la rémunération des personnels civils et militaires de l'Etat et des personnels des collectivités territoriales (*JO* du 7 février 1986).

Décret n° 87-108 du 18 février 1987 portant majoration de la rémunération des personnels civils et militaires de l'Etat et des personnels des collectivités territoriales (*JO* du 20 février 1987).

Décret n° 87-589 du 30 juillet 1987 portant modification du décret n° 85-1148 du 24 octobre 1985 et majoration de la rémunération des personnels civils et militaires de l'Etat et des personnels des collectivités territoriales, à compter du 1^{er} août 1987 (*JO* du 31 juillet 1987).

Décret n° 87-919 du 16 novembre 1987 portant majoration de la rémunération des personnels civils et militaires de l'Etat et des personnels des collectivités territoriales (*JO* du 18 novembre 1987).

Décret n° 88-229 du 9 mars 1988 portant majoration de la rémunération des personnels civils et militaires de l'Etat et des personnels des collectivités territoriales et modification du mode de calcul du supplément familial de traitement (*JO* du 13 mars 1988).

Décret n° 88-898 du 29 août 1988 portant majoration de la rémunération des personnels civils et militaires de l'Etat et des personnels des collectivités territoriales (*JO* du 30 août 1988).

Décret n° 88-1067 du 23 novembre 1988 portant attribution, à compter du 1^{er} octobre 1988, de deux points d'indice majoré aux personnels de l'Etat, des collectivités territoriales et des établissements publics d'hospitalisation (*JO* du 29 novembre 1988).

Décret n° 89-64 du 4 février 1989 portant attribution à compter du 1^{er} février 1989 d'un point d'indice majoré aux personnels de l'Etat, des collectivités territoriales et des établissements publics d'hospitalisation et majoration à compter du 1^{er} mars 1989 du traitement afférent à l'indice de base de la fonction publique (*JO* du 5 février 1989).

Décret n° 89-598 du 30 août 1989 portant majoration de la rémunération des personnels civils et militaires de l'Etat, des personnels des collectivités territoriales et des établissements publics d'hospitalisation (*JO* du 31 août 1989).

Décret n° 90-321 du 5 avril 1990 portant attribution à compter du 1^{er} janvier 1990 d'un point d'indice majoré aux personnels de l'Etat, des collectivités territoriales et des établissements publics d'hospitalisation et majoration du traitement afférent à l'indice de base de la fonction publique (*JO* du 11 avril 1990).

Décret n° 90-322 du 5 avril 1990 portant majoration de la rémunération des personnels civils et militaires de l'Etat, des personnels des collectivités territoriales et des établissements publics d'hospitalisation (*JO* du 11 avril 1990).

Décret n° 90-1058 du 22 novembre 1990 portant majoration de la rémunération des personnels civils et militaires de l'Etat, des personnels des collectivités territoriales et des établissements publics d'hospitalisation (*JO* du 30 novembre 1990).

Décret n° 91-1191 du 18 novembre 1991 portant attribution à compter du 1^{er} août 1991 de deux points d'indice majoré aux personnels de l'Etat, des collectivités territoriales et des établissements publics d'hospitalisation et majoration du traitement afférent à l'indice de base de la fonction publique à compter du 1^{er} août 1991 et du 1^{er} novembre 1991 (*JO* du 27 novembre 1991).

Décret n° 92-107 du 30 janvier 1992 portant majoration de la rémunération des personnels civils et militaires de l'Etat, des personnels des collectivités territoriales et des établissements publics d'hospitalisation (*JO* du 4 février 1992).

Décret n° 92-993 du 18 septembre 1992 portant majoration de la rémunération des personnels civils et militaires de l'Etat, des personnels des collectivités territoriales et des établissements publics d'hospitalisation (*JO* du 19 septembre 1992).

Décret n° 93-93 du 25 janvier 1993 portant majoration de la rémunération des personnels civils et militaires de l'Etat, des personnels des collectivités territoriales et des établissements publics d'hospitalisation (*JO* du 26 janvier 1993).

Décret n° 93-1317 du 20 décembre 1993 portant majoration de la rémunération des personnels civils et militaires de l'Etat, des personnels des collectivités territoriales et des établissements publics d'hospitalisation (*JO* du 21 décembre 1993).

Décret n° 94-599 du 15 juillet 1994 portant majoration de la rémunération des personnels civils et militaires de l'Etat, des personnels des collectivités territoriales et des établissements publics d'hospitalisation (*JO* du 19 juillet 1994).

Décret n° 94-1004 du 21 novembre 1994 portant majoration de la rémunération des personnels civils et militaires de l'Etat, des personnels des collectivités territoriales et des établissements publics d'hospitalisation (*JO* du 22 novembre 1994).

Décret n° 95-167 du 17 février 1995 portant majoration de la rémunération des personnels civils et militaires de l'Etat, des personnels des collectivités territoriales et des établissements publics d'hospitalisation (*JO* du 18 février 1995).

Décret n° 95-1099 du 9 octobre 1995 portant majoration de la rémunération des personnels civils et militaires de l'Etat, des personnels des collectivités territoriales et des établissements publics d'hospitalisation (*JO* du 13 octobre 1995).

Décret n° 97-141 du 13 février 1997 portant majoration de la rémunération des personnels civils et militaires de l'Etat, des personnels des collectivités territoriales et des établissements publics d'hospitalisation (*JO* du 15 février 1997).

Décret n° 97-877 du 25 septembre 1997 portant majoration de la rémunération des personnels civils et militaires de l'Etat, des personnels des collectivités territoriales et des établissements publics d'hospitalisation (*JO* du 27 septembre 1997).

Décret n° 98-143 du 4 mars 1998 modifiant le décret n° 85-1148 du 24 octobre 1985 et portant majoration de la rémunération des personnels civils et militaires de l'Etat, des personnels des collectivités territoriales et des établissements publics d'hospitalisation (*JO* du 8 mars 1998).

Décret n° 98-462 du 10 juin 1998 portant attribution à compter du 1^{er} juillet 1998 de points d'indice majoré à certains personnels civils et militaires de l'Etat, des collectivités territoriales et des établissements publics d'hospitalisation (*JO* du 14 juin 1998).

Décret n° 98-945 du 21 octobre 1998 portant majoration à compter du 1^{er} novembre 1998 des traitements des personnels civils et militaires de l'Etat, des personnels des collectivités territoriales et des établissements publics d'hospitalisation (*JO* du 23 octobre 1998).

Décret n° 99-208 du 17 mars 1999 portant majoration à compter du 1^{er} avril 1999 du traitement afférent à l'indice de base de la fonction publique et attribution à compter du 1^{er} avril 1999 d'un point d'indice majoré uniforme aux personnels civils et militaires de l'Etat, aux personnels des collectivités territoriales et des établissements publics d'hospitalisation (*JO* du 20 mars 1999).

Décret n° 99-491 du 10 juin 1999 portant attribution à compter du 1^{er} juillet 1999 de points d'indice majoré à certains personnels civils et militaires de l'Etat et à certains personnels des collectivités territoriales et des établissements publics d'hospitalisation et fixant les modalités de calcul du supplément familial de traitement (*JO* du 13 juin 1999).

Décret n° 99-943 du 12 novembre 1999 portant majoration à compter du 1^{er} décembre 1999 du traitement afférent à l'indice de base de la fonction publique et attribution à compter du 1^{er} décembre 1999 d'un point d'indice majoré uniforme aux personnels civils et militaires de l'Etat et aux personnels des collectivités territoriales et des établissements publics d'hospitalisation (*JO* du 14 novembre 1999).

Décret n° 2000-1154 du 29 novembre 2000 portant majoration à compter du 1^{er} décembre 2000 de la rémunération des personnels civils et militaires de l'Etat, des personnels des collectivités territoriales et des établissements publics d'hospitalisation (*JO* du 30 novembre 2000).

Décret n° 2001-370 du 25 avril 2001 portant majoration à compter du 1^{er} mai 2001 de la rémunération des personnels civils et militaires de l'Etat, des personnels des collectivités territoriales et des établissements publics d'hospitalisation (*JO* du 28 avril 2001).

Décret n° 2001-559 du 28 juin 2001 portant attribution à compter du 1^{er} juillet 2001 de points d'indice majoré à certains personnels civils et militaires de l'Etat, des collectivités territoriales et des établissements publics d'hospitalisation (*JO* du 29 juin 2001).

Décret n° 2001-895 du 26 septembre 2001 portant majoration à compter du 1^{er} novembre 2001 de la rémunération des personnels civils et militaires de l'Etat, des collectivités territoriales et des établissements publics d'hospitalisation (*JO* du 29 septembre 2001).

Décret n° 2002-203 du 14 février 2002 portant majoration à compter du 1^{er} mars 2002 de la rémunération des personnels civils et militaires de l'Etat, des collectivités territoriales et des établissements publics d'hospitalisation (*JO* du 16 février 2002).

Décret n° 2002-1295 du 24 octobre 2002 portant majoration à compter du 1^{er} décembre 2002 de la rémunération des personnels civils et militaires de l'Etat, des personnels des collectivités territoriales et des établissements publics d'hospitalisation (*JO* du 26 octobre 2002).

Décret n° 2003-1170 du 8 décembre 2003 portant majoration à compter du 1^{er} janvier 2004 de la rémunération des personnels civils et militaires de l'Etat, des personnels des collectivités territoriales et des établissements publics d'hospitalisation (*JO* des 8 et 9 décembre 2003).

Décret n° 2004-679 du 9 juillet 2004 portant attribution à compter du 1^{er} juillet 2004 de points d'indice majoré à certains personnels civils et militaires de l'Etat, des personnels des collectivités territoriales et des établissements publics d'hospitalisation (*JO* du 10 juillet 2004).

Décret n° 2005-31 du 15 janvier 2005 portant majoration à compter du 1^{er} février 2005 de la rémunération des personnels civils et militaires de l'Etat, des personnels des collectivités territoriales et des établissements publics d'hospitalisation (*JO* du 18 janvier 2005).

Décret n° 2005-726 du 29 juin 2005 portant majoration à compter du 1^{er} juillet 2005 des rémunérations de la fonction publique et attribution de points d'indice majoré à certains personnels civils et militaires de l'Etat, personnels des collectivités territoriales et des établissements publics d'hospitalisation (*JO* du 30 juin 2005).

Décret n° 2005-1301 du 20 octobre 2005 portant majoration à compter du 1^{er} novembre 2005 de la rémunération des personnels civils et militaires de l'Etat, des personnels des collectivités territoriales et des établissements publics d'hospitalisation

(*Journal officiel* du 21 octobre 2005)

Le Président de la République,

Sur le rapport du Premier ministre, du ministre de l'économie, des finances et de l'industrie et du ministre de la fonction publique,

Vu le code de la sécurité sociale, notamment le titre I^{er} du livre V et le titre V du livre VII ;

Vu l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 modifiée portant loi organique relative au statut de la magistrature ;

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat ;

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;

Vu la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière ;

Vu la loi n° 2005-270 du 24 mars 2005 portant statut général des militaires ;

Vu le décret n° 48-1108 du 10 juillet 1948 modifié portant classement hiérarchique des grades et emplois des personnels civils et militaires de l'Etat relevant du régime général des retraites ;

Vu le décret n° 82-1105 du 23 décembre 1982 modifié relatif aux indices de la fonction publique ;

Vu le décret n° 85-730 du 17 juillet 1985 relatif à la rémunération des fonctionnaires de l'Etat et des fonctionnaires des collectivités territoriales régis respectivement par les lois n° 84-16 du 11 janvier 1984 et n° 84-53 du 26 janvier 1984 ;

Vu le décret n° 85-1148 du 24 octobre 1985 modifié relatif à la rémunération des personnels civils et militaires de l'Etat, des personnels des collectivités territoriales et des personnels des établissements publics d'hospitalisation ;

Le conseil des ministres entendu,

Décète :

Article 1^{er}

Le décret du 24 octobre 1985 susvisé est modifié ainsi qu'il suit à compter du 1^{er} novembre 2005 :

I. – Les dispositions de l'article 3 sont remplacées par les dispositions suivantes :

« Art. 3. – La valeur annuelle du traitement et de la solde définis respectivement à l'article 20 de la loi du 13 juillet 1983 susvisée, à l'article 42 de l'ordonnance du 22 décembre 1958 susvisée et à l'article 10 de la loi du 24 mars 2005 susvisée, afférents à l'indice 100 majoré et soumis aux retenues pour pension, est fixée à 5 371,10 € à compter du 1^{er} novembre 2005. »

II. – Les dispositions de l'article 5 sont remplacées par les dispositions suivantes :

« Art. 5. – Les traitements et soldes annuels correspondant aux indices majorés figurent au barème B ci-annexé, applicable à compter du 1^{er} novembre 2005. »

III. – Le barème B annexé au décret du 24 octobre 1985 susvisé est remplacé, à compter du 1^{er} novembre 2005, par le barème B figurant en annexe du présent décret.

IV. – Les dispositions de l'article 6 sont remplacées par les dispositions suivantes :

« Art. 6. – Les traitements et soldes annuels correspondant à chacun des groupes hors échelle sont fixés comme suit à compter du 1^{er} novembre 2005 :

TRAITEMENTS ET SOLDES ANNUELS BRUTS (en euros) soumis à retenue pour pension à compter du 1 ^{er} novembre 2005			
Groupes	Chevrons		
	I	II	III
A	47 265,68	49 145,57	51 669,98
B	51 669,98	53 872,13	56 772,53
B bis	56 772,53	58 276,44	59 834,05
C	59 834,05	61 123,12	62 465,89
D	62 465,89	65 312,58	68 159,26
E	68 159,26	70 844,81	-
F	73 476,65	-	-
G	80 566,50	-	-

Article 2

Le Premier ministre, le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie, le ministre de la fonction publique et le ministre délégué au budget et à la réforme de l'Etat, porte-parole du Gouvernement, sont responsables, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 20 octobre 2005.

JACQUES CHIRAC

Par le Président de la République :

Le Premier ministre,
DOMINIQUE DE VILLEPIN

Le ministre de la fonction publique,
CHRISTIAN JACOB

*Le ministre de l'économie,
des finances et de l'industrie,*
THIERRY BRETON

*Le ministre délégué au budget
et à la réforme de l'Etat,
porte-parole du Gouvernement,*
JEAN-FRANÇOIS COPÉ

ANNEXE

BARÈME B

Traitements annuels bruts soumis à retenue pour pension à compter du 1^{er} novembre 2005

INDICES majorés	TRAITEMENTS annuels bruts soumis à retenue pour pension (en euros)						
186	9 990,25	243	13 051,77	300	16 113,30	357	19 174,83
187	10 043,96	244	13 105,48	301	16 167,01	358	19 228,54
188	10 097,67	245	13 159,20	302	16 220,72	359	19 282,25
189	10 151,38	246	13 212,91	303	16 274,43	360	19 335,96
190	10 205,09	247	13 266,62	304	16 328,14	361	19 389,67
191	10 258,80	248	13 320,33	305	16 381,86	362	19 443,38
192	10 312,51	249	13 374,04	306	16 435,57	363	19 497,09
193	10 366,22	250	13 427,75	307	16 489,28	364	19 550,80
194	10 419,93	251	13 481,46	308	16 542,99	365	19 604,52
195	10 473,65	252	13 535,17	309	16 596,70	366	19 658,23
196	10 527,36	253	13 588,88	310	16 650,41	367	19 711,94
197	10 581,07	254	13 642,59	311	16 704,12	368	19 765,65
198	10 634,78	255	13 696,31	312	16 757,83	369	19 819,36
199	10 688,49	256	13 750,02	313	16 811,54	370	19 873,07
200	10 742,20	257	13 803,73	314	16 865,25	371	19 926,78
201	10 795,91	258	13 857,44	315	16 918,97	372	19 980,49
202	10 849,62	259	13 911,15	316	16 972,68	373	20 034,20
203	10 903,33	260	13 964,86	317	17 026,39	374	20 087,91
204	10 957,04	261	14 018,57	318	17 080,10	375	20 141,63
205	11 010,76	262	14 072,28	319	17 133,81	376	20 195,34
206	11 064,47	263	14 125,99	320	17 187,52	377	20 249,05
207	11 118,18	264	14 179,70	321	17 241,23	378	20 302,76
208	11 171,89	265	14 233,42	322	17 294,94	379	20 356,47
209	11 225,60	266	14 287,13	323	17 348,65	380	20 410,18
210	11 279,31	267	14 340,84	324	17 402,36	381	20 463,89
211	11 333,02	268	14 394,55	325	17 456,08	382	20 517,60
212	11 386,73	269	14 448,26	326	17 509,79	383	20 571,31
213	11 440,44	270	14 501,97	327	17 563,50	384	20 625,02
214	11 494,15	271	14 555,68	328	17 617,21	385	20 678,74
215	11 547,87	272	14 609,39	329	17 670,92	386	20 732,45
216	11 601,58	273	14 663,10	330	17 724,63	387	20 786,16
217	11 655,29	274	14 716,81	331	17 778,34	388	20 839,87
218	11 709,00	275	14 770,53	332	17 832,05	389	20 893,58
219	11 762,71	276	14 824,24	333	17 885,76	390	20 947,29
220	11 816,42	277	14 877,95	334	17 939,47	391	21 001,00
221	11 870,13	278	14 931,66	335	17 993,19	392	21 054,71
222	11 923,84	279	14 985,37	336	18 046,90	393	21 108,42
223	11 977,55	280	15 039,08	337	18 100,61	394	21 162,13
224	12 031,26	281	15 092,79	338	18 154,32	395	21 215,85
225	12 084,98	282	15 146,50	339	18 208,03	396	21 269,56
226	12 138,69	283	15 200,21	340	18 261,74	397	21 323,27
227	12 192,40	284	15 253,92	341	18 315,45	398	21 376,98
228	12 246,11	285	15 307,64	342	18 369,16	399	21 430,69
229	12 299,82	286	15 361,35	343	18 422,87	400	21 484,40
230	12 353,53	287	15 415,06	344	18 476,58	401	21 538,11
231	12 407,24	288	15 468,77	345	18 530,30	402	21 591,82
232	12 460,95	289	15 522,48	346	18 584,01	403	21 645,53
233	12 514,66	290	15 576,19	347	18 637,72	404	21 699,24
234	12 568,37	291	15 629,90	348	18 691,43	405	21 752,96
235	12 622,09	292	15 683,61	349	18 745,14	406	21 806,67
236	12 675,80	293	15 737,32	350	18 798,85	407	21 860,38
237	12 729,51	294	15 791,03	351	18 852,56	408	21 914,09
238	12 783,22	295	15 844,75	352	18 906,27	409	21 967,80
239	12 836,93	296	15 898,46	353	18 959,98	410	22 021,51
240	12 890,64	297	15 952,17	354	19 013,69	411	22 075,22
241	12 944,35	298	16 005,88	355	19 067,41	412	22 128,93
242	12 998,06	299	16 059,59	356	19 121,12	413	22 182,64

INDICES majorés	TRAITEMENTS annuels bruts soumis à retenue pour pension (en euros)						
414	22 236,35	476	25 566,44	538	28 896,52	600	32 226,60
415	22 290,07	477	25 620,15	539	28 950,23	601	32 280,31
416	22 343,78	478	25 673,86	540	29 003,94	602	32 334,02
417	22 397,49	479	25 727,57	541	29 057,65	603	32 387,73
418	22 451,20	480	25 781,28	542	29 111,36	604	32 441,44
419	22 504,91	481	25 834,99	543	29 165,07	605	32 495,16
420	22 558,62	482	25 888,70	544	29 218,78	606	32 548,87
421	22 612,33	483	25 942,41	545	29 272,50	607	32 602,58
422	22 666,04	484	25 996,12	546	29 326,21	608	32 656,29
423	22 719,75	485	26 049,84	547	29 379,92	609	32 710,00
424	22 773,46	486	26 103,55	548	29 433,63	610	32 763,71
425	22 827,18	487	26 157,26	549	29 487,34	611	32 817,42
426	22 880,89	488	26 210,97	550	29 541,05	612	32 871,13
427	22 934,60	489	26 264,68	551	29 594,76	613	32 924,84
428	22 988,31	490	26 318,39	552	29 648,47	614	32 978,55
429	23 042,02	491	26 372,10	553	29 702,18	615	33 032,27
430	23 095,73	492	26 425,81	554	29 755,89	616	33 085,98
431	23 149,44	493	26 479,52	555	29 809,61	617	33 139,69
432	23 203,15	494	26 533,23	556	29 863,32	618	33 193,40
433	23 256,86	495	26 586,95	557	29 917,03	619	33 247,11
434	23 310,57	496	26 640,66	558	29 970,74	620	33 300,82
435	23 364,29	497	26 694,37	559	30 024,45	621	33 354,53
436	23 418,00	498	26 748,08	560	30 078,16	622	33 408,24
437	23 471,71	499	26 801,79	561	30 131,87	623	33 461,95
438	23 525,42	500	26 855,50	562	30 185,58	624	33 515,66
439	23 579,13	501	26 909,21	563	30 239,29	625	33 569,38
440	23 632,84	502	26 962,92	564	30 293,00	626	33 623,09
441	23 686,55	503	27 016,63	565	30 346,72	627	33 676,80
442	23 740,26	504	27 070,34	566	30 400,43	628	33 730,51
443	23 793,97	505	27 124,06	567	30 454,14	629	33 784,22
444	23 847,68	506	27 177,77	568	30 507,85	630	33 837,93
445	23 901,40	507	27 231,48	569	30 561,56	631	33 891,64
446	23 955,11	508	27 285,19	570	30 615,27	632	33 945,35
447	24 008,82	509	27 338,90	571	30 668,98	633	33 999,06
448	24 062,53	510	27 392,61	572	30 722,69	634	34 052,77
449	24 116,24	511	27 446,32	573	30 776,40	635	34 106,49
450	24 169,95	512	27 500,03	574	30 830,11	636	34 160,20
451	24 223,66	513	27 553,74	575	30 883,83	637	34 213,91
452	24 277,37	514	27 607,45	576	30 937,54	638	34 267,62
453	24 331,08	515	27 661,17	577	30 991,25	639	34 321,33
454	24 384,79	516	27 714,88	578	31 044,96	640	34 375,04
455	24 438,51	517	27 768,59	579	31 098,67	641	34 428,75
456	24 492,22	518	27 822,30	580	31 152,38	642	34 482,46
457	24 545,93	519	27 876,01	581	31 206,09	643	34 536,17
458	24 599,64	520	27 929,72	582	31 259,80	644	34 589,88
459	24 653,35	521	27 983,43	583	31 313,51	645	34 643,60
460	24 707,06	522	28 037,14	584	31 367,22	646	34 697,31
461	24 760,77	523	28 090,85	585	31 420,94	647	34 751,02
462	24 814,48	524	28 144,56	586	31 474,65	648	34 804,73
463	24 868,19	525	28 198,28	587	31 528,36	649	34 858,44
464	24 921,90	526	28 251,99	588	31 582,07	650	34 912,15
465	24 975,62	527	28 305,70	589	31 635,78	651	34 965,86
466	25 029,33	528	28 359,41	590	31 689,49	652	35 019,57
467	25 083,04	529	28 413,12	591	31 743,20	653	35 073,28
468	25 136,75	530	28 466,83	592	31 796,91	654	35 126,99
469	25 190,46	531	28 520,54	593	31 850,62	655	35 180,71
470	25 244,17	532	28 574,25	594	31 904,33	656	35 234,42
471	25 297,88	533	28 627,96	595	31 958,05	657	35 288,13
472	25 351,59	534	28 681,67	596	32 011,76	658	35 341,84
473	25 405,30	535	28 735,39	597	32 065,47	659	35 395,55
474	25 459,01	536	28 789,10	598	32 119,18	660	35 449,26
475	25 512,73	537	28 842,81	599	32 172,89	661	35 502,97

INDICES majorés	TRAITEMENTS annuels bruts à retenue pour pension (en euros)						
662	35 556,68	701	37 651,41	740	39 746,14	781	41 948,29
663	35 610,39	702	37 705,12	741	39 799,85	782	42 002,00
664	35 664,10	703	37 758,83	742	39 853,56	783	42 055,71
665	35 717,82	704	37 812,54	743	39 907,27	784	42 109,42
666	35 771,53	705	37 866,26	744	39 960,98	785	42 163,14
667	35 825,24	706	37 919,97	745	40 014,70	786	42 216,85
668	35 878,95	707	37 973,68	746	40 068,41	787	42 270,56
669	35 932,66	708	38 027,39	747	40 122,12	788	42 324,27
670	35 986,37	709	38 081,10	748	40 175,83	789	42 377,98
671	36 040,08	710	38 134,81	749	40 229,54	790	42 431,69
672	36 093,79	711	38 188,52	750	40 283,25	791	42 485,40
673	36 147,50	712	38 242,23	751	40 336,96	792	42 539,11
674	36 201,21	713	38 295,94	752	40 390,67	793	42 592,82
675	36 254,93	714	38 349,65	753	40 444,38	794	42 646,53
676	36 308,64	715	38 403,37	754	40 498,09	795	42 700,25
677	36 362,35	716	38 457,08	755	40 551,81	796	42 753,96
678	36 416,06	717	38 510,79	756	40 605,52	797	42 807,67
679	36 469,77	718	38 564,50	757	40 659,23	798	42 861,38
680	36 523,48	719	38 618,21	758	40 712,94	799	42 915,09
681	36 577,19	720	38 671,92	759	40 766,65	800	42 968,80
682	36 630,90	721	38 725,63	760	40 820,36	801	43 022,51
683	36 684,61	722	38 779,34	761	40 874,07	802	43 076,22
684	36 738,32	723	38 833,05	762	40 927,78	803	43 129,93
685	36 792,04	724	38 886,76	763	40 981,49	804	43 183,64
686	36 845,75	725	38 940,48	764	41 035,20	805	43 237,36
687	36 899,46	726	38 994,19	765	41 088,92	806	43 291,07
688	36 953,17	727	39 047,90	766	41 142,63	807	43 344,78
689	37 006,88	728	39 101,61	767	41 196,34	808	43 398,49
690	37 060,59	729	39 155,32	768	41 250,05	809	43 452,20
691	37 114,30	730	39 209,03	769	41 303,76	810	43 505,91
692	37 168,01	731	39 262,74	770	41 357,47	811	43 559,62
693	37 221,72	732	39 316,45	771	41 411,18	812	43 613,33
694	37 275,43	733	39 370,16	772	41 464,89	813	43 667,04
695	37 329,15	734	39 423,87	773	41 518,60	814	43 720,75
696	37 382,86	735	39 477,59	774	41 572,31	815	43 774,47
697	37 436,57	736	39 531,30	775	41 626,03	816	43 828,18
698	37 490,28	737	39 585,01	776	41 679,74	817	43 881,89
699	37 543,99	738	39 638,72	777	41 733,45	818	43 935,60
700	37 597,70	739	39 692,43	778	41 787,16	819	43 989,31
				779	41 840,87	820	44 043,02
				780	41 894,58		

Décret n° 91-769 du 2 août 1991 modifié instituant une indemnité différentielle en faveur de certains personnels civils et militaires de l'Etat, des personnels des collectivités territoriales et des établissements publics d'hospitalisation

(Journal officiel du 9 août 1991)

Le Président de la République,

Sur le rapport du Premier ministre, du ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et du budget, et du ministre d'Etat, ministre de la fonction publique et de la modernisation de l'administration,

Vu la loi n° 72-662 du 13 juillet 1972 portant statut général des militaires, ensemble les textes qui l'ont modifiée ;

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires, modifiée par la loi n° 87-529 du 13 juillet 1987 ;

Vu la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat, ensemble les textes qui l'ont modifiée ;

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, ensemble les textes qui l'ont modifiée ;

Vu la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière, ensemble les textes qui l'ont modifiée ;

Vu le décret n° 48-1108 du 10 juillet 1948 portant classement hiérarchique des grades et emplois des personnels civils et militaires de l'Etat relevant du régime général des retraites, ensemble les textes qui l'ont modifié ;

Vu le décret n° 82-1105 du 23 décembre 1982 relatif aux indices de la fonction publique, ensemble les textes qui l'ont modifié ;

Vu le décret n° 85-730 du 17 juillet 1985 relatif à la rémunération des fonctionnaires de l'Etat et des fonctionnaires des collectivités territoriales, régis respectivement par les lois n° 84-16 du 11 janvier 1984 et n° 84-53 du 26 janvier 1984 ;

Vu le décret n° 85-1148 du 24 octobre 1985 relatif à la rémunération des personnels civils et militaires de l'Etat et des personnels des collectivités territoriales, ensemble les textes qui l'ont modifié ;

Le conseil des ministres entendu,

Décète :

Article 1^{er}

Les militaires à solde mensuelle, les fonctionnaires et agents publics de la fonction publique de l'Etat, de la fonction publique territoriale et de la fonction publique hospitalière, en fonctions sur le territoire européen de la France et dans les départements d'outre-mer, peuvent bénéficier d'une indemnité différentielle non soumise à retenue pour pension lorsque la rémunération mensuelle qui leur est allouée est inférieure au montant du salaire minimum de croissance servi en application des articles L. 141-1 et suivants et L. 814-1 et suivants du code du travail.

Article 2

(Décret n° 2002-18 du 3 janvier 2002)

Pour les agents rémunérés par référence à un indice de la fonction publique, l'indemnité mentionnée à l'article 1^{er} ci-dessus est égale à la différence entre le montant brut mensuel du salaire minimum de croissance territorialement applicable, calculé sur la base de 151,67 heures par mois, et le montant brut mensuel du traitement indiciaire des bénéficiaires.

Pour les agents non titulaires dont la rémunération mensuelle n'est pas fixée par référence à un indice de la fonction publique, l'indemnité est égale à la différence entre le montant brut mensuel du salaire minimum de croissance territorialement applicable tel que défini à l'alinéa ci-dessus et le montant de la rémunération mensuelle brute qui leur est allouée pour un service à temps complet.

Au montant brut mensuel du traitement indiciaire ou au montant de la rémunération mensuelle brute des agents respectivement mentionnés au premier et au deuxième alinéa du présent article est ajoutée la valeur des avantages en nature qui leur sont éventuellement alloués.

Article 3

L'indemnité est réduite au prorata de la durée des services lorsque les intéressés occupent un emploi à temps non complet de fonctionnaire de la fonction publique territoriale ou de la fonction publique hospitalière ou un emploi à temps incomplet d'agent non titulaire de la fonction publique de l'Etat, de la fonction publique territoriale ou de la fonction publique hospitalière.

L'indemnité suit le sort du traitement en cas de travail à temps partiel et dans les divers cas d'absence.

Article 4

Pour les agents rétribués sur une base horaire, l'indemnité horaire est égale à la différence entre le montant brut du taux horaire du salaire minimum de croissance et le montant brut de la rémunération horaire qui leur est allouée.

Article 5

Le Premier ministre, le ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et du budget, le ministre d'Etat, ministre de la fonction publique et de la modernisation de l'administration, le garde des sceaux, ministre de la justice, le ministre de la défense, le ministre de l'intérieur, le ministre des affaires sociales et de l'intégration, le ministre des départements et territoires d'outre-mer, le ministre délégué au budget, le ministre délégué à la santé et le secrétaire d'Etat aux collectivités locales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et qui prend effet le 1^{er} juillet 1991.

Fait à Paris, le 2 août 1991.

FRANÇOIS MITTERRAND

Par le Président de la République :

Le Premier ministre,

ÉDITH CRESSON

Le ministre d'Etat, ministre de la fonction publique et de la modernisation de l'administration,

JEAN-PIERRE SOISSON

Le ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et du budget,

PIERRE BÉRÉGOVOY

Le garde des sceaux, ministre de la justice,

HENRI NALLET

Le ministre de la défense,

PIERRE JOXE

Le ministre de l'intérieur,

PHILIPPE MARCHAND

Le ministre des affaires sociales et de l'intégration,

JEAN-LOUIS BIANCO

Le ministre des départements et territoires d'outre-mer,

LOUIS LE PENSEC

Le ministre délégué au budget,

MICHEL CHARASSE

Le ministre délégué à la santé,

BRUNO DURIEUX

Le secrétaire d'Etat aux collectivités locales,

JEAN-PIERRE SUEUR

**Décret n° 82-1105 du 23 décembre 1982
relatif aux indices de la fonction publique (1)**

(Journal officiel des 27 et 28 décembre 1982)

Le Président de la République,

Sur le rapport du Premier ministre, du ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé de la fonction publique et des réformes administratives, et du ministre délégué auprès du ministre de l'économie et des finances, chargé du budget,

Vu l'ordonnance n° 45-1380 du 23 juin 1945 portant réforme du régime des soldes des militaires des armées de terre, de mer et de l'air ;

Vu l'ordonnance n° 58-1270 du 22 juin 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature ;

Vu l'ordonnance n° 59-244 du 4 février 1959 relative au statut général des fonctionnaires, notamment ses articles 22 et 56 ;

Vu la loi n° 72-662 du 13 juillet 1972 portant statut général des militaires, notamment son article 19 ;

Vu le décret n° 48-1108 du 10 juillet 1948 portant classement hiérarchique des grades et emplois des personnels civils et militaires de l'Etat relevant du régime général des retraites et les textes subséquents qui l'ont modifié ;

Vu le décret n° 55-866 du 30 juin 1955 portant remise en ordre des traitements et soldes des personnels civils et militaires de l'Etat, modifié notamment par le décret n° 57-177 du 16 février 1957 ;

Vu le décret n° 62-1382 du 24 novembre 1962 relatif à la remise en ordre des rémunérations des personnels civils et militaires de l'Etat ;

Vu le décret n° 68-566 du 21 juin 1968 portant majoration des rémunérations des personnels civils et militaires de l'Etat aux 1^{er} juin et 1^{er} octobre 1968 et incorporation partielle de l'indemnité de résidence au traitement soumis à retenue pour pension ;

Vu le décret n° 74-652 du 19 juillet 1974 modifié relatif à la rémunération des personnels civils et militaires de l'Etat ;

Vu le décret n° 77-575 du 7 juin 1977 portant majoration de la rémunération des personnels civils et militaires de l'Etat à compter du 1^{er} juin 1977 ;

Vu l'avis du conseil supérieur de la fonction publique en date du 12 juillet 1982 ;

Le conseil des ministres entendu,

Décrète :

Article 1^{er}

(Décret n° 2001-559 du 28 juin 2001.) « A compter du 1^{er} juillet 2001 », le barème de correspondance à retenir entre indices nets, bruts, nouveaux et majorés est celui qui figure au tableau annexé au présent décret (2).

Article 2

A compter du 1^{er} janvier 1983, il ne sera plus fait usage des indices nets ni des indices nouveaux, auxquels seront substitués, en tant que de besoin, les indices bruts et les indices majorés.

Article 3

Le Premier ministre, le ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé de la fonction publique et des réformes administratives, et le ministre délégué auprès du ministre de l'économie et des finances, chargé du budget, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 23 décembre 1982.

FRANÇOIS MITTERRAND

Par le Président de la République :

Le Premier ministre,

PIERRE MAUROY

*Le ministre délégué auprès du Premier ministre,
chargé de la fonction publique
et des réformes administratives,*

ANICET LE PORS

*Le ministre délégué auprès du ministre de l'économie
et des finances, chargé du budget,*

LAURENT FABUS

(1) Modifié par :

Décret n° 86-166 du 31 janvier 1986 (*JO* du 7 février 1986).
Décret n° 88-1067 du 23 novembre 1988 (*JO* du 29 novembre 1988).
Décret n° 89-64 du 4 février 1989 (*JO* du 5 février 1989).
Décret n° 90-321 du 5 avril 1990 (*JO* du 11 avril 1990).
Décret n° 91-1191 du 18 novembre 1991 (*JO* du 27 novembre 1991).
Décret n° 98-462 du 10 juin 1998.
Décret n° 99-208 du 17 mars 1999.
Décret n° 99-491 du 10 juin 1999.
Décret n° 99-943 du 12 novembre 1999.
Décret n° 2001-370 du 25 avril 2001.
Décret n° 2001-559 du 28 juin 2001.

(2) Voir barème A, page suivante.

A N N E X E

BARÈME A

Correspondance entre indices nets, bruts, nouveaux et majorés du 1^{er} juillet 2005

INDICES				INDICES				INDICES			
Nets	Bruts	Nouveaux	Majorés	Nets	Bruts	Nouveaux	Majorés	Nets	Bruts	Nouveaux	Majorés
100	100	100	186	146	161	138	224		222	173	259
101	101	101	187	147	162	139	225		223	174	260
101	102	101	187	148	163	139	225		224	175	261
103	103	102	188	149	164	140	226	195	225	175	261
104	104	103	189	150	165	141	227	196	226	176	262
105	105	104	190	151	166	141	227	197	227	177	263
106	106	104	190	152	167	141	227	198	228	177	263
	107	105	191	153	168	142	228	199	229	178	264
107	108	106	192	154	169	142	228	200	230	179	265
108	109	107	193	155	170	143	229	201	231	179	265
109	110	107	193	156	171	143	229	202	232	180	266
	111	108	194	157	172	143	229	203	233	181	267
	112	109	195	158	173	144	230	204	234	181	267
	113	110	196		174	144	230	205	235	182	268
	114	110	196	159	175	144	230	206	236	183	269
110	115	111	197		176	145	231	207	237	184	270
111	116	112	198		177	145	231	208	238	185	271
112	117	112	198		178	145	231	209	239	186	272
113	118	113	199		179	146	232		240	186	272
114	119	114	200	160	180	146	232		241	187	273
115	120	115	201	161	181	147	233		242	188	274
116	121	116	202	162	182	148	234		243	188	274
117	122	117	203	163	183	148	234		244	189	275
118	123	118	204	164	184	149	235	210	245	190	275
119	124	119	205	165	185	149	235	211	246	190	275
120	125	119	205	166	186	149	235	212	247	191	275
121	126	120	206	167	187	150	236	213	248	192	275
122	127	121	207	168	188	150	236	214	249	192	275
123	128	122	208	169	189	150	236	215	250	193	275
	129	122	208	170	190	151	237	216	251	194	275
124	130	123	209	171	191	151	237	217	252	194	275
	131	124	210	172	192	152	238	218	253	195	275
	132	125	211	173	193	153	239	219	254	196	275
	133	125	211	174	194	154	240	220	255	196	275
	134	126	212		195	154	240	221	256	197	275
125	135	127	213		196	155	241	222	257	198	275
126	136	127	213		197	156	242		258	198	275
127	137	128	214		198	156	242	223	259	199	275
128	138	128	214		199	157	243		260	200	275
129	139	128	214	175	200	158	244	224	261	200	275
130	140	129	215	176	201	158	244		262	201	275
131	141	129	215	177	202	159	245		263	202	275
132	142	130	216	178	203	160	246		264	202	275
133	143	130	216	179	204	161	247	225	265	203	275
134	144	131	217	180	205	162	248	226	266	204	275
135	145	131	217	181	206	163	249	227	267	205	275
136	146	132	218	182	207	163	249	228	268	206	275
137	147	133	219	183	208	164	250	229	269	207	275
138	148	133	219	184	209	165	251	230	270	207	275
139	149	134	220	185	210	165	251	231	271	208	275
140	150	134	220	186	211	166	252	232	272	209	275
141	151	135	221	187	212	167	253	233	273	209	275
	152	135	221	188	213	167	253		274	210	276
142	153	135	221	189	214	168	254	234	275	211	277
143	154	136	222	190	215	169	255		276	211	277
	155	136	222	191	216	169	255		277	212	278
144	156	136	222	192	217	170	256		278	213	278
	157	137	223	193	218	171	257		279	213	278
	158	137	223	194	219	171	257	235	280	214	279
	159	138	224		220	172	258	236	281	215	280
145	160	138	224		221	173	259	237	282	215	280

INDICES				INDICES				INDICES			
Nets	Bruts	Nouveaux	Majorés	Nets	Bruts	Nouveaux	Majorés	Nets	Bruts	Nouveaux	Majorés
238	283	216	280		349	266	326	330	415	315	368
239	284	217	281	285	350	266	326	331	416	316	369
240	285	217	281	286	351	267	327	332	417	317	370
241	286	218	281	287	352	268	328	333	418	317	370
242	287	219	282	288	353	268	328	334	419	318	371
243	288	219	282	289	354	269	329	335	420	319	372
244	289	220	283	290	355	270	330	336	421	320	373
245	290	221	284	291	356	271	331	337	422	321	374
246	291	222	285	292	357	271	331		423	322	375
	292	222	285		358	272	332	338	424	323	376
247	293	223	286	293	359	273	333	339	425	323	376
248	294	224	287	294	360	274	334		426	324	377
	295	224	287		361	274	334		427	325	378
249	296	225	288		362	275	335		428	326	378
	297	226	289		363	276	336		429	326	378
	298	227	290		364	277	337	340	430	327	379
	299	228	291	295	365	277	337	341	431	328	380
250	300	228	291	296	366	278	338	342	432	329	381
251	301	229	292	297	367	279	339	343	433	329	381
252	302	230	293	298	368	280	340	344	434	330	382
253	303	231	294	299	369	280	340	345	435	331	383
254	304	231	294	300	370	281	341	346	436	331	383
255	305	232	295	301	371	282	342	347	437	332	384
256	306	233	296	302	372	282	342	348	438	333	385
257	307	234	297	303	373	283	343	349	439	334	386
	308	234	297		374	284	344		440	334	386
258	309	235	298	304	375	285	345		441	335	387
259	310	236	299		376	285	345		442	336	388
	311	237	300		377	286	346		443	337	389
	312	237	300		378	287	347		444	337	389
	313	238	301		379	288	348	350	445	338	390
	314	239	302	305	380	289	349	351	446	339	391
260	315	240	302	306	381	290	350	352	447	340	392
261	316	240	302	307	382	291	351	353	448	340	392
262	317	241	303	308	383	292	351	354	449	341	393
263	318	242	304	309	384	292	351	355	450	342	394
264	319	242	304	310	385	293	352	356	451	343	395
265	320	243	305	311	386	294	353	357	452	343	395
266	321	244	306	312	387	294	353	358	453	344	396
267	322	245	307	313	388	295	354	359	454	345	397
268	323	245	307	314	389	296	355	360	455	345	397
269	324	246	308	315	390	297	356		456	346	398
	325	247	309		391	297	356	361	457	347	399
	326	248	310	316	392	298	356	362	458	348	400
	327	248	310	317	393	299	357	363	459	349	401
	328	249	311		394	300	358		460	350	402
	329	250	312	318	395	300	358	364	461	351	403
270	330	251	313	319	396	301	359		462	352	404
271	331	251	313		397	302	360		463	352	404
272	332	252	314		398	303	361		464	353	405
273	333	253	315		399	303	361	365	465	354	406
274	334	254	316	320	400	304	362	366	466	355	407
275	335	254	316	321	401	305	362	367	467	355	407
276	336	255	317	322	402	306	363	368	468	356	408
277	337	256	318	323	403	306	363	369	469	357	409
278	338	256	318	324	404	307	364	370	470	358	410
279	339	257	319	325	405	308	365	371	471	358	410
280	340	258	320	326	406	308	365	372	472	359	411
	341	259	321		407	309	366		473	359	411
281	342	260	322	327	408	310	366	373	474	360	412
282	343	261	323	328	409	311	367	374	475	361	412
283	344	262	323	329	410	311	367		476	362	413
	345	263	323		411	312	367		477	363	414
284	346	263	323		412	313	367		478	363	414
	347	264	324		413	314	368		479	364	415
	348	265	325		414	314	368	375	480	365	415

INDICES			
Nets	Bruts	Nouveaux	Majorés
376	481	366	416
377	482	366	416
378	483	367	417
379	484	368	418
380	485	369	419
381	486	369	419
382	487	370	420
383	488	371	421
	489	371	421
384	490	372	422
	491	373	423
	492	374	424
	493	374	424
	494	375	425
385	495	376	426
386	496	377	427
387	497	377	427
388	498	378	428
389	499	379	429
390	500	380	430
391	501	381	431
392	502	382	432
393	503	383	433
394	504	383	433
395	505	384	434
	506	385	435
396	507	386	436
397	508	386	436
	509	387	437
398	510	388	438
399	511	389	439
	512	389	439
	513	390	440
	514	391	441
400	515	392	442
401	516	392	442
402	517	393	443
403	518	394	444
404	519	395	445
405	520	395	445
406	521	396	446
	522	397	447
407	523	397	447
408	524	398	448
409	525	399	449
	526	400	450
	527	400	450
	528	401	451
	529	402	452
410	530	403	453
411	531	403	453
412	532	404	454
413	533	405	455
414	534	406	455
415	535	406	455
416	536	407	456
417	537	408	456
418	538	408	456
	539	409	457
419	540	410	458
	541	411	459
	542	412	460
	543	413	461
	544	414	462
420	545	415	463
421	546	415	463

INDICES			
Nets	Bruts	Nouveaux	Majorés
422	547	416	464
423	548	417	465
424	549	418	466
425	550	418	466
426	551	419	467
427	552	420	468
428	553	420	468
429	554	421	469
	555	422	470
	556	423	471
	557	423	471
	558	424	472
	559	425	473
430	560	426	474
431	561	426	474
432	562	427	475
433	563	428	476
434	564	429	477
435	565	429	477
436	566	430	478
437	567	431	479
438	568	432	480
439	569	432	480
440	570	433	481
441	571	434	482
	572	434	482
442	573	435	483
443	574	436	484
	575	437	485
444	576	437	485
	577	438	486
	578	439	487
	579	440	488
445	580	441	489
446	581	442	490
447	582	443	491
448	583	444	492
449	584	444	492
450	585	445	493
	586	446	494
451	587	446	494
	588	447	495
452	589	448	496
	590	449	497
453	591	449	497
	592	450	498
454	593	451	499
	594	452	500
455	595	452	500
	596	453	501
456	597	454	502
	598	455	503
457	599	455	503
	600	456	504
458	601	457	505
	602	458	506
459	603	458	506
	604	459	507
460	605	460	508
	606	460	508
461	607	461	509
	608	462	510
462	609	463	511
	610	463	511
463	611	464	512
	612	465	513

INDICES			
Nets	Bruts	Nouveaux	Majorés
464	613	466	514
	614	466	514
465	615	467	515
	616	468	516
466	617	469	517
	618	469	517
467	619	470	518
	620	471	519
468	621	472	520
	622	473	521
469	623	474	522
	624	475	523
470	625	475	523
	626	476	524
471	627	477	525
	628	478	526
472	629	478	526
	630	479	527
473	631	480	528
	632	481	529
474	633	481	529
	634	482	530
475	635	483	531
	636	484	532
476	637	484	532
	638	485	533
477	639	486	534
	640	486	534
478	641	487	535
	642	488	536
479	643	489	537
	644	489	537
480	645	490	538
	646	491	539
481	647	492	540
	648	492	540
482	649	493	541
	650	494	542
483	651	495	543
	652	495	543
484	653	496	544
	654	497	545
485	655	497	545
	656	498	546
486	657	499	547
	658	500	548
487	659	501	549
	660	502	550
488	661	503	551
	662	504	552
489	663	504	552
	664	505	553
490	665	506	554
	666	507	555
491	667	507	555
	668	508	556
492	669	509	557
	670	510	558
493	671	510	558
	672	511	559
494	673	512	560
	674	512	560
495	675	513	561
	676	514	562
496	677	515	563
	678	515	563

INDICES				INDICES				INDICES			
Nets	Bruts	Nouveaux	Majorés	Nets	Bruts	Nouveaux	Majorés	Nets	Bruts	Nouveaux	Majorés
497	679	516	564	530	745	567	615	563	811	616	664
	680	517	565		746	567	615		812	617	665
498	681	518	566	531	747	568	616	564	813	618	666
	682	518	566		748	569	617		814	618	666
499	683	519	567	532	749	570	618	565	815	619	667
	684	520	568		750	570	618		816	620	668
500	685	521	569	533	751	571	619	566	817	621	669
	686	521	569		752	572	620		818	621	669
501	687	522	570	534	753	573	621	567	819	622	670
	688	523	571		754	573	621		820	623	671
502	689	523	571	535	755	574	622	568	821	624	672
	690	524	572		756	575	623		822	625	673
503	691	525	573	536	757	575	623	569	823	626	674
	692	526	574		758	576	624		824	627	675
504	693	526	574	537	759	577	625	570	825	627	675
	694	527	575		760	578	626		826	628	676
505	695	528	576	538	761	578	626	571	827	629	677
	696	529	577		762	579	627		828	630	678
506	697	529	577	539	763	580	628	572	829	630	678
	698	530	578		764	581	629		830	631	679
507	699	531	579	540	765	581	629	573	831	632	680
	700	532	580		766	582	630		832	633	681
508	701	533	581	541	767	583	631	574	833	633	681
	702	534	582		768	584	632		834	634	682
509	703	535	583	542	769	584	632	575	835	635	683
	704	535	583		770	585	633		836	636	684
510	705	536	584	543	771	586	634	576	837	636	684
	706	537	585		772	586	634		838	637	685
511	707	538	586	544	773	587	635	577	839	638	686
	708	538	586		774	588	636		840	638	686
512	709	539	587	545	775	589	637	578	841	639	687
	710	540	588		776	589	637		842	640	688
513	711	541	589	546	777	590	638	579	843	641	689
	712	541	589		778	591	639		844	641	689
514	713	542	590	547	779	592	640	580	845	642	690
	714	543	591		780	593	641		846	643	691
515	715	544	592	548	781	594	642	581	847	644	692
	716	544	592		782	595	643		848	644	692
516	717	545	593	549	783	596	644	582	849	645	693
	718	546	594		784	596	644		850	646	694
517	719	547	595	550	785	597	645	583	851	647	695
	720	547	595		786	598	646		852	647	695
518	721	548	596	551	787	599	647	584	853	648	696
	722	549	597		788	599	647		854	649	697
519	723	549	597	552	789	600	648	585	855	650	698
	724	550	598		790	601	649		856	650	698
520	725	551	599	553	791	601	649	586	857	651	699
	726	552	600		792	602	650		858	652	700
521	727	552	600	554	793	603	651	587	859	653	701
	728	553	601		794	604	652		860	654	702
522	729	554	602	555	795	604	652	588	861	655	703
	730	555	603		796	605	653		862	656	704
523	731	555	603	556	797	606	654	589	863	656	704
	732	556	604		798	607	655		864	657	705
524	733	557	605	557	799	607	655	590	865	658	706
	734	558	606		800	608	656		866	659	707
525	735	558	606	558	801	609	657	591	867	659	707
	736	559	607		802	610	658		868	660	708
526	737	560	608	559	803	610	658	592	869	661	709
	738	561	609		804	611	659		870	662	710
527	739	561	609	560	805	612	660	593	871	662	710
	740	562	610		806	612	660		872	663	711
528	741	563	611	561	807	613	661	594	873	663	712
	742	564	612		808	614	662		874	664	712
529	743	565	613	562	809	615	663	595	875	665	713
	744	566	614		810	615	663		876	666	714

INDICES			
Nets	Bruts	Nouveaux	Majorés
596	877	667	715
	878	667	715
597	879	668	716
	880	669	717
598	881	670	718
	882	670	718
599	883	671	719
	884	672	720
600	885	673	721
	886	673	721
601	887	674	722
	888	675	723
602	889	676	724
	890	676	724
603	891	677	725
	892	678	726
604	893	678	726
	894	679	727
605	895	680	728
	896	681	729
	897	681	729
	898	682	730
	899	683	731
	900	684	732
	901	685	733
	902	686	734
	903	686	734
	904	687	735
610	905	688	736
	906	689	737
	907	690	738
	908	690	738
	909	691	739
	910	692	740
	911	693	741
	912	694	742
	913	694	742
	914	695	743
615	915	696	744
	916	697	745
	917	698	746
	918	698	746
	919	699	747
	920	700	748
	921	701	749
	922	701	749
	923	702	750
	924	702	750

INDICES			
Nets	Bruts	Nouveaux	Majorés
620	925	703	751
	926	704	752
	927	705	753
	928	705	753
	929	706	754
	930	707	755
	931	708	756
	932	709	757
	933	709	757
	934	710	758
	935	711	759
	936	712	760
	937	713	761
	938	713	761
	939	714	762
625	940	715	763
	941	716	764
	942	716	764
	943	717	765
	944	717	765
	945	718	766
	946	719	767
	947	720	768
	948	720	768
	949	721	769
630	950	722	770
	951	723	771
	952	723	771
	953	724	772
	954	724	772
	955	725	773
	956	726	774
	957	727	775
	958	727	775
	959	728	776
	960	729	777
	961	730	778
	962	731	779
	963	731	779
	964	732	780
635	965	733	781
	966	734	782
	967	735	783
	968	735	783
	969	736	784
	970	737	785
	971	738	786
	972	739	787

INDICES			
Nets	Bruts	Nouveaux	Majorés
	973	739	787
	974	740	788
640	975	741	789
	976	742	790
	977	743	791
	978	743	791
	979	744	792
	980	745	793
	981	746	794
	982	747	795
	983	747	795
	984	748	796
	985	749	797
	986	750	798
	987	751	799
	988	751	799
	989	752	800
645	990	753	801
	991	754	802
	992	755	803
	993	755	803
	994	756	804
	995	757	805
	996	758	806
	997	758	806
	998	759	807
	999	759	807
650	1000	760	808
	1001	761	809
	1002	762	810
	1003	762	810
	1004	763	811
	1005	764	812
	1006	765	813
	1007	765	813
	1008	766	814
	1009	767	815
	1010	768	816
	1011	768	816
	1012	769	817
	1013	770	818
	1014	771	819
655	1015	772	820

Décret n° 82-887 du 18 octobre 1982 instituant une prise en charge partielle du prix des titres d'abonnement correspondant aux déplacements effectués à l'intérieur de la zone de compétence de l'autorité organisatrice des transports parisiens par les fonctionnaires et agents de l'Etat et des établissements publics de l'Etat à caractère administratif entre leur résidence habituelle et leur lieu de travail

(*Journal officiel* des 18 et 19 octobre 1982)

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé de la fonction publique et des réformes administratives, et du ministre délégué auprès du ministre de l'économie et des finances, chargé du budget,

Vu l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature ;

Vu l'ordonnance n° 59-244 du 4 février 1959 relative au statut général des fonctionnaires, et notamment l'article 22 ;

Vu la loi n° 72-662 du 13 juillet 1972 portant statut général des militaires ;

Vu la loi n° 82-684 du 4 août 1982 relative à la participation des employeurs au financement des transports publics urbains, et notamment l'article 5 ;

Vu le décret n° 48-1108 du 10 juillet 1948 portant classement hiérarchique des grades et emplois des personnels civils et militaires de l'Etat relevant du régime général des retraites, et notamment l'article 4 ;

Vu le décret n° 66-619 du 10 août 1966 modifié fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements des personnels civils sur le territoire métropolitain de la France,

Décète :

Article 1^{er}

Conformément à l'article 5 de la loi n° 82-684 du 4 août 1982 et par dérogation aux dispositions des articles 24 et 25 du décret n° 66-619 du 10 août 1966 modifié susvisé, les personnels de l'Etat et des établissements publics de l'Etat à caractère administratif dont la résidence administrative est située à l'intérieur de la zone de compétence de l'autorité organisatrice des transports parisiens bénéficient, à compter du 1^{er} novembre 1982, de la prise en charge partielle du prix des titres d'abonnement correspondant aux déplacements effectués au moyen de transports publics de voyageurs entre leur résidence habituelle et leur lieu de travail.

Article 2

Font l'objet de la prise en charge prévue à l'article 1^{er} ci-dessus :

Les abonnements multimodaux à nombre de voyages illimité du type carte orange ainsi que les abonnements spéciaux et les abonnements mensuels ordinaires émis par la SNCF.

Les cartes et abonnements hebdomadaires et mensuels à nombre de voyages limité délivrés par la RATP, la SNCF et les entreprises de l'APTR.

La prise en charge se fait sur les trajets ou portions de trajets effectués à l'intérieur de la zone de compétence de l'autorité organisatrice.

Les agents peuvent demander la prise en charge du ou des titres de transport leur permettant d'effectuer le trajet de la résidence habituelle au lieu de travail dans le temps le plus court.

Lorsque le titre utilisé est une carte orange dont le coupon correspond à un nombre de zones supérieur à celui qui est normalement nécessaire pour effectuer dans le temps le plus court le trajet de la résidence habituelle au lieu de travail, la prise en charge est effectuée sur la base du prix du coupon dont le nombre de zones permet strictement de faire ce dernier trajet.

Article 3

Lorsque la résidence habituelle des bénéficiaires se trouve en dehors de la zone de compétence de l'autorité organisatrice des transports parisiens, la prise en charge est effectuée :

Sur la base de la carte orange dont le nombre de zones permet d'effectuer la portion du trajet comprise à l'intérieur de la zone de compétence de l'autorité organisatrice, lorsque les titres utilisés sont des abonnements à nombre de voyages illimité ;

Sur la base des cartes et abonnements hebdomadaires ou mensuels relevant du tarif banlieue correspondant au trajet compris à l'intérieur de la zone de compétence de l'autorité organisatrice lorsque les titres utilisés sont des cartes ou abonnements permettant un nombre de voyages limité.

Article 4

La prise en charge prévue à l'article 1^{er} ci-dessus est, à compter du 1^{er} novembre 1982, fixée à 40 % du titre d'abonnement en deuxième classe ; elle sera portée à 50 % à partir du 1^{er} octobre 1983.

Article 5

Sont exclus du bénéfice de la prise en charge prévue à l'article 1^{er} du présent décret :

a) Les agents dont le transport est assuré ou remboursé par l'administration ;

b) Les agents logés par l'administration dans des conditions telles qu'ils ne supportent aucuns frais de transport pour se rendre à leur lieu de travail ;

c) Les personnels qui bénéficient à un titre quelconque de la prise en charge des frais de transport entre leur résidence habituelle et leur lieu de travail.

Article 6

Les agents autorisés à effectuer un service à temps partiel et les agents travaillant à temps incomplet pour une durée au moins égale au mi-temps bénéficient de la prise en charge dans les mêmes conditions que les personnels travaillant à temps plein.

Les personnels de l'Etat travaillant à temps incomplet pour une durée inférieure au mi-temps et qui n'exercent par ailleurs aucune activité privée reçoivent de leur administration le bénéfice de la prise en charge de leurs frais de transport au prorata du temps de travail effectué.

Article 7

La prise en charge partielle prévue à l'article 1^{er} est effectuée sous la forme d'un remboursement mensuel dans les conditions précisées par un arrêté conjoint du ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé de la fonction publique et des réformes administratives, et du ministre délégué auprès du ministre de l'économie et des finances, chargé du budget.

Article 8

Le décret n° 67-699 du 17 août 1967 portant attribution aux personnels de l'Etat d'une prime spéciale uniforme mensuelle de transport et le décret n° 70-242 du 19 mars 1970 portant relèvement de la prime uniforme mensuelle de transport attribuée aux personnels de l'Etat sont abrogés à compter du 1^{er} novembre 1982.

Article 9

Le ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé de la fonction publique et des réformes administratives, et le ministre délégué auprès du ministre de l'économie et des finances, chargé du budget, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 18 octobre 1982.

PIERRE MAUROY

Par le Premier ministre :

*Le ministre délégué auprès du Premier ministre,
chargé de la fonction publique
et des réformes administratives,*

ANICET LE PORS

*Le ministre délégué auprès du ministre de l'économie,
et des finances, chargé du budget,*

LAURENT FABIUS

Arrêté du 18 octobre 1982 fixant les conditions de la prise en charge partielle des frais de transport instituée par le décret n° 82-887 du 18 octobre 1982

(*Journal officiel* des 18 et 19 octobre 1982)

Le ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé de la fonction publique et des réformes administratives, et le ministre délégué auprès du ministre de l'économie et des finances, chargé du budget,

Vu le décret n° 82-887 du 18 octobre 1982 instituant une prise en charge partielle du prix des titres d'abonnement correspondant aux déplacements effectués à l'intérieur de la zone de compétence de l'autorité organisatrice des transports parisiens par les fonctionnaires et agents de l'Etat et des établissements publics de l'Etat à caractère administratif entre leur résidence habituelle et leur lieu de travail,

Arrêtent :

Article 1^{er}

(*Arrêté du 27 février 2002*)

La prise en charge partielle du prix des titres d'abonnement prévue par le décret du 18 octobre 1982 susvisé est effectuée mensuellement.

Les fonctionnaires et agents de l'Etat et des établissements publics de l'Etat à caractère administratif font connaître, sous forme d'une déclaration sur l'honneur, les éléments nécessaires au calcul du montant de la prise en charge. Ils s'engagent à signaler tout changement de leur situation individuelle de nature à modifier les conditions de la prise en charge.

Ces renseignements sont contrôlés par les chefs de service des bénéficiaires.

Cette prise en charge est valable trois ans sur la base de la déclaration sur l'honneur.

Toutefois, une vérification des droits ouverts pourra être effectuée à tout moment par les services gestionnaires et donner lieu, le cas échéant, à rectification.

Article 2

Pour tenir compte des divers types d'abonnement utilisés, la prise en charge est effectuée par l'application du pourcentage fixé à l'article 4 du décret du 18 octobre 1982 susvisé :

Au douzième du prix de l'abonnement pour les cartes annuelles ;

A onze douzièmes du prix des abonnements et cartes mensuels ;

A quarante-sept douzièmes du prix des abonnements et cartes hebdomadaires.

Ces modes de calcul tiennent compte, d'une manière forfaitaire, des périodes de congé annuel ; la prise en charge ainsi déterminée est en conséquence maintenue pendant ces congés.

Article 3

Le directeur général de l'administration et de la fonction publique et le directeur du budget au ministère de l'économie et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et prendra effet à compter du 1^{er} novembre 1982.

Fait à Paris, le 18 octobre 1982.

*Le ministre délégué auprès du Premier ministre,
chargé de la fonction publique
et des réformes administratives,*

Pour le ministre et par délégation :

*Le directeur général de l'administration
et de la fonction publique,*

M. PINET

*Le ministre délégué auprès du ministre de l'économie
et des finances, chargé du budget,*

Pour le ministre et par délégation :

Le directeur du cabinet,

L. SCHWEITZER

Circulaire FP 1495 - 2 A n° 153 du 10 décembre 1982 relative à la prise en charge partielle des prix des titres d'abonnement correspondant aux déplacements effectués par les personnels de l'Etat et des établissements publics de l'Etat à caractère administratif, à l'intérieur de la zone de compétence des transports parisiens, entre leur résidence habituelle et leur lieu de travail

*Le ministre délégué auprès du Premier ministre,
chargé de la fonction publique et des réformes
administratives, et le ministre délégué auprès du
ministre de l'économie et des finances, chargé du
budget, à Mesdames et Messieurs les ministres et
secrétaires d'Etat.*

Le décret n° 82-887 du 18 octobre 1982 et l'arrêté du même jour pris pour son application définissent les modalités de prise en charge partielle des frais de transport engagés par les personnels de l'Etat et des établissements publics de l'Etat à caractère administratif. La présente circulaire a pour objet d'apporter les précisions nécessaires sur certaines dispositions de ces textes réglementaires qui prennent effet le 1^{er} novembre 1982.

TITRE I^{er}

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article 1^{er}

L'article 1^{er} détermine le champ d'application du décret et les déplacements susceptibles d'être pris partiellement en charge.

Le champ d'application correspond à la zone de compétence de l'autorité organisatrice des transports parisiens ; cette zone est, en vertu des textes réglementaires actuellement en vigueur, constituée par l'ensemble des communes dont la liste est rappelée dans l'annexe I de la présente circulaire. Pour bénéficier de la prise en charge, les agents doivent donc être affectés dans une commune figurant sur cette liste. Cependant, certains agents dont la résidence administrative est située en dehors de la zone de compétence définie ci-dessus sont mis à la disposition de services ou d'établissements situés à l'intérieur de cette zone ; ces agents peuvent bénéficier de la prise en charge et, sous réserve des dispositions de l'article 3 du décret, leurs droits sont examinés en tenant compte des trajets réellement effectués entre leur résidence habituelle et le lieu de travail.

Pour l'application du décret n° 82-887 du 18 octobre 1982, on entend par résidence habituelle le lieu que l'agent quitte, en général le matin, pour se rendre à son travail et qu'il rejoint à l'issue de son service. Les déplacements doivent obligatoirement être effectués au moyen des transports publics de voyageurs et faire l'objet de la délivrance d'un ou plusieurs titres d'abonnement ; sont donc exclus les frais relatifs à l'utilisation de véhicules personnels de toute nature, des taxis ou voitures de louage et la prise en charge de tickets valables pour un ou deux voyages.

Article 2

Lorsqu'un agent demande à bénéficier des dispositions du 3^e alinéa de l'article 2 – prise en charge sur la base du trajet effectué dans le temps le plus court – il convient d'examiner son cas avec la plus grande attention.

Article 3

Sans observation.

Article 4

Il est souligné que la prise en charge est fixée à 40 % du montant du titre d'abonnement à compter du 1^{er} novembre 1982. Elle est portée à 50 % de ce même montant à partir du 1^{er} octobre 1983. La prise en charge est effectuée obligatoirement sur la base du titre d'abonnement en 2^e classe. Les agents ont évidemment la possibilité de souscrire un abonnement en 1^{re} classe mais la différence de prix entre la 1^{re} et la 2^e classe demeure entièrement à leur charge.

Article 5

Sans observation.

Article 6

Il est précisé que, pour les personnels travaillant pendant une durée inférieure au mi-temps, la prise en charge partielle est calculée au prorata du nombre d'heures effectuées, rapporté à la moitié de la durée du travail à temps plein. Ainsi, dans un service où la durée hebdomadaire du temps complet est de trente-neuf heures, un agent travaillant douze heures par semaine doit percevoir une prise en charge réduite à 12/19,5, soit 24/39 du montant dû à un agent travaillant à temps plein ; dans le cas d'une carte orange cinq zones, la somme due est égale à 24/39 de 83,33 F (1) montant normal de la prise en charge, soit 51,90 F.

Article 7

La prise en charge est effectuée mensuellement ; elle est payée avec les émoluments sur les bases déterminées par l'arrêté du 18 octobre 1982 et rappelées ci-dessous :

- 1/12 du prix de l'abonnement pour les cartes annuelles ;
- 11/12 du prix des abonnements et cartes mensuels ;
- 47/12 du prix des abonnements et cartes hebdomadaires.

Bien entendu, il s'agit du prix des cartes modifié éventuellement pour tenir compte des dispositions des articles 2 et 3 du décret.

Comme l'indique l'article 2 de l'arrêté susvisé, la prise en charge, du fait de ce décompte, est maintenue pendant les congés annuels.

S'agissant d'un remboursement de frais, les sommes versées à ce titre ne sont ni saisissables, ni imposables ; elles sont, de plus, exemptes de toute retenue pour pensions civiles et sécurité sociale et n'entrent pas en ligne de compte pour l'application des règles de cumul.

Les modes de transport et le montant des abonnements souscrits par les agents font l'objet d'une déclaration annuelle sur l'honneur. Cette déclaration est recueillie sur une formule du modèle ci-joint en annexe II. Cette formule peut, éventuellement, être adaptée suivant les besoins des administrations ou services concernés.

Lorsque le changement de système d'abonnement n'est dû qu'aux congés (congés annuels ou de maladie), il n'y a pas lieu de modifier les bases de versement.

Il appartient à chaque administration ou service de vérifier par preuve l'exactitude des renseignements donnés par les agents. Les fausses déclarations peuvent avoir pour effet la suspension immédiate de la prise en charge et sont susceptibles d'entraîner l'application des sanctions disciplinaires définies au titre V du statut général des fonctionnaires, voire des sanctions pénales prévues par l'article 22 de la loi n° 68-690 du 31 juillet 1968.

Enfin, la nécessité pour les services gestionnaires de collecter les déclarations sur l'honneur fournies obligatoirement par les bénéficiaires et qui seront transmises aux comptables payeurs à titre de justification de la dépense conduit, le cas échéant, à mettre en œuvre la présente mesure au titre de la paie de janvier 1983. Dans cette hypothèse, les administrations continueront à verser la prime de transport de 23 F au titre des paies de novembre et décembre 1982. La régularisation des opérations interviendra, rétroactivement, lors de la paie de janvier 1983, et comportera, s'il y a lieu, la retenue des sommes indûment payées.

(1) Le calcul a été effectué compte tenu du prix de la carte orange cinq zones au 1^{er} octobre 1982, soit 230 F.

TITRE II

CAS PARTICULIERS

1° Congés de maladie, congés de longue maladie, congés de longue durée, congés de maternité.

La prise en charge partielle des frais de transport est maintenue jusqu'à la fin du mois pendant lequel débute l'arrêt de travail. Si la reprise du service a lieu au cours d'un mois ultérieur, la prise en charge est effectuée au prorata du nombre de jours restant à courir jusqu'à la fin de ce mois. Les décomptes sont effectués par trentième et chaque mois est considéré comme comportant trente jours. La règle du paiement au prorata s'applique également en cas de réintégration après une période de disponibilité, de détachement ou de congé postnatal.

2° Prise de fonctions à l'intérieur de la zone de compétence. En cas de première affectation, de mutation ou de promotion comportant installation à l'intérieur de la zone de compétence, au cours d'un mois civil, la prise en charge est effectuée *au prorata* du nombre de jours restant à courir jusqu'à la fin du mois.

3° Mutation à l'intérieur de la zone de compétence. Lorsqu'une mutation intervenant en cours de mois entraîne une modification du prix des abonnements souscrits par les agents pour se rendre à leur lieu de travail, la prise en charge est calculée sur les nouvelles bases à compter du premier jour du mois suivant la mutation.

Si la mutation intervient le premier jour du mois, la modification du montant de la prise en charge est opérée immédiatement.

4° Mutation à l'extérieur de la zone de compétence. Cessation de fonctions.

Lorsqu'en raison d'une mutation ou d'une promotion survenant en cours de mois un agent cesse d'être affecté à l'intérieur de la zone de compétence, il continue à bénéficier de la prise en charge partielle jusqu'à la fin du mois. Il en est de même en cas de cessation de fonctions en cours de mois.

TITRE III

IMPUTATION BUDGÉTAIRE

Les dépenses relatives à la prise en charge partielle des frais de transport sont à imputer sur les disponibilités du chapitre 31-90, Indemnités résidentielles.

Les difficultés d'application de la présente circulaire seront suivant le cas signalées à la direction générale de l'administration et de la fonction publique, bureau FP/1, à la direction du budget, bureau 2 A, ou à la direction de la comptabilité publique, bureau C 3.

*Le ministre délégué auprès du Premier ministre,
chargé de la fonction publique
et des réformes administratives,*
ANICET LE PORS

*Le ministre délégué auprès du ministre de l'économie
et des finances, chargé du budget,*

LAURENT FABIUS

ANNEXE I

Zone de compétence de l'autorité organisatrice des transports parisiens

La région des transports parisiens comprend :

1. La ville de Paris ;
2. La totalité des départements des Hauts-de-Seine, de la Seine-Saint-Denis et du Val-de-Marne ;
3. Les communes suivantes des départements de l'Essonne, des Yvelines, du Val-d'Oise et de Seine-et-Marne :

Département de l'Essonne

Arpajon, Athis-Mons, Avrainville, Ballainvilliers, Ballancourt-sur-Essonne, Baulne, Bièvres, Boissy-sous-Saint-Yon, Bondoufle, Boussy-Saint-Antoine, Brétigny-sur-Orge, Breuillet, Breux, Brunoy, Bruyères-le-Châtel, Bures-sur-Yvette, Chamaranche, Champplan, Châteaufort, Chauffour-lès-Etréchy, Cheptainville, Chilly-Mazarin, Corbeil-Essonnes, Le Coudray-Montceaux, Courcouronnes, Crosne, Dourdan, Draveil, Echardon, Egly, Epinay-sous-Sénart, Epinay-sur-Orge, Etampes, Etiolles, Etréchy, Evry, La Ferté-Alais, Fleury-Mérogis, Fontenay-le-Vicomte, Gif-sur-Yvette, Grigny, Guiberville, Guigneville-sur-Essonne, Igny, Juvisy-sur-Orge, Lardy, Leudeville, Leuville-sur-Orge, Linas, Lisses, Longjumeau, Longpont-sur-Orge, Marcoussis, Marolles-en-Hurepoix, Massy, Mauchamps, Mennecy, Montgeron, Montlhéry, Morangis, Morigny-Champigny, Morsang-sur-Orge, Morsang-sur-Seine, La Norville, Nozay, Ollainville, Ormoy, Orsay, Palaiseau, Paray-Vieille-Poste, Le Plessis-Pâté, Quincy-sous-Sénart, Ris-Orangis, Roinville, Saclay, Saint-Aubin, Saint-Chéron, Sainte-Geneviève-des-Bois, Saint-Germain-lès-Arpajon, Saint-Germain-lès-Corbeil, Saint-Michel-sur-Orge, Saint-Pierre-du-Peray, Saint-Sulpice-de-Favières, Saint-Vrain, Saint-Yon, Saintry-sur-Seine, Saulx-les-Chartreux, Savigny-sur-Orge, Sermaise, Soisy-sur-Seine, Souzy-la-Briche, Tigery, Torfou, Toussus-le-Noble, Varennes-Jarcy, Vauhallan, Verrières-le-Buisson, Vert-le-Grand, Vert-le-Petit, Vigneux-sur-Seine, Villabé, La Ville-du-Bois, Villebon-sur-Yvette, Villejust, Villemoisson-sur-Orge, Villiers-le-Bâcle, Villiers-sur-Orge, Viry-Châtillon, Wissous, Yerres.

Département des Yvelines

Achères, Aigremont, Les Alluets-le-Roi, Andrézy, Aubergenville, Auffargis, Aulnay-sur-Mauldre, Bailly, Bazemont, Beynes, Bois-d'Arcy, Bouafle, Bougival, Buc, Carrières-sous-Poissy, Carrières-sur-Seine, La Celle-Saint-Cloud, Chambou, Chambourcy, Chanteloup-les-Vignes, Chapet, Chatou, Chaveney, Le Chesnay, Chevreuse, Les Clayes-sous-Bois, Coignières, Conflans-Sainte-Honorine, Crespières, Croissy-sur-Seine, Davron, Ecquevilly, Elancourt, Epône, Les Essarts-le-Roi, L'Etang-la-Ville, Evécquemont, La Falaise, Feucherolles, Flins-sur-Seine, Fontenay-le-Fleury, Fourqueux, Gargenville, Guerville, Guyancourt, Hardricourt, Herbeville, Houilles, Issou, Jouy-en-Josas, Juziers, Lévis-Saint-Nom, Limay, Les Loges-en-Josas, Louveciennes, Magny-les-Hameaux, Maisons-Laffitte, Mantes-la-Jolie, Mantes-la-Ville, Mareil-Marly, Mareil-sur-Mauldre, Marly-le-Roi, Maules, Maurecourt, Maurepas, Médan, Le Mesnil-le-Roi, Le Mesnil-Saint-Denis, Meulan, Mézières-sur-Seine, Mézy, Millon-la-Chapelle, Montainville, Montesson, Montigny-le-Bretonneux, Morainvilliers, Les Mureaux, Nézel, Noisy-le-Roi, Orgeval, Le Pecq, Le Perray-en-Yvelines, Plaisir, Poissy, Porcheville, Le Port-Marly, Rambouillet, Rennemoulin, Rocquencourt, Saint-Cyr-l'Ecole,

Saint-Germain-de-la-Grange, Saint-Germain-en-Laye, Saint-Lambert, Saint-Nom-la-Bretèche, Saint-Rémy-lès-Chevreuse, Sartrouville, Thiverval-Grignon, Trappes, Triel-sur-Seine, Vaux-sur-Seine, Vélizy-Villacoublay, Verneuil-sur-Seine, Vernouillet, La Verrière, Versailles, Le Vésinet, Vieille-Eglise-en-Yvelines, Villennes-sur-Seine, Villepreux, Viroflay, Voisins-le-Bretonneux.

Département du Val-d'Oise

Andilly, Argenteuil, Arnouville-lès-Gonesse, Asnières-sur-Oise, Attainville, Auvers-sur-Oise, Baillet-en-France, Beauchamp, Beaumont-sur-Oise, Belloy-en-France, Bellefontaine, Bernes-sur-Oise, Bessancourt, Béthemont-la-Forêt, Bezons, Boiesmont, Boissy-l'Aillerie, Bonneuil-en-France, Bouffémont, Bouqueval, Bruyères-sur-Oise, Butry-sur-Oise, Cergy, Champagne-sur-Oise, Châtenay-en-France, Chaumontel, Chauvry, Chennevières-lès-Louvres, Cormeilles-en-Parisis, Courdimanche, Deuil-la-Barre, Domont, Eaubonne, Ecouen, Enghien-les-Bains, Epiais-lès-Louvres, Epinay-Champlâtreux, Eragny, Ermont, Ezanville, Fontenay-en-Parisis, Fosses, Franconville, Frépillon, La Frette-sur-Seine, Garges-lès-Gonesse, Gonesse, Goussainville, Groslay, Herblay, L'Isle-Adam, Jagny-sous-Bois, Jouy-le-Moutier, Lassy, Louvres, Luzarches, Maffliers, Mareil-en-France, Margency, Marly-la-Ville, Menucourt, Mériel, Méry-sur-Oise, Le Mesnil-Aubry, Moisselles, Montigny-lès-Cormeilles, Montlignon, Montmagny, Montmorency, Monsoult, Mours, Nerville-la-Forêt, Neuville-sur-Oise, Nointel, Noisy-sur-Oise, Osny, Parmain, Persan, Pierrelaye, Piscop, Le Plessis-Bouchard, Le Plessis-Gassot, Le Plessis-Luzarches, Pontoise, Presles, Puisieux-en-France, Puisieux-Pontoise, Roissy-en-France, Ronquerolles, Saint-Brice-sous-Forêt, Saint-Gratien, Saint-Leu-la-Forêt, Saint-Martin-du-Tertre, Saint-Ouen-l'Aumône, Saint-Prix, Saint-Witz, Sannois, Sarcelles, Seugy, Soisy-sous-Montmorency, Surveilliers, Taverny, Le Thillais, Valmondois, Vaudherland, Vauréal, Vémars, Viarmes, Villaines-sous-Bois, Villeron, Villiers-Adam, Villiers-le-Bel, Villiers-le-Sec.

Département de Seine-et-Marne

Bois-le-Roi, Boissettes, Boissise-la-Bertrand, Boissise-le-Roi, Brou-sur-Chantereine, Bussy-Saint-Georges, Bussy-Saint-Martin, Cesson, Chalifert, Champs-sur-Marne, Chanteloup, La Chapelle-sur-Crécy, Chauconin, Chelles, Chessy, Collégien, Combs-la-Ville, Compans, Conches, Condé-Sainte-Libiaire, Couilly-Pontaux-Dames, Coupvray, Courtry, Crécy-en-Brie, Croissy-Beaubourg, Dammarie-les-Lys, Dampmart, Emerainville, Esbly, Ferrières, Fontainebleau, Gouvernes, Gretz-Armainvilliers, Guermandes, Isles-lès-Villenoy, Jossigny, Juilly, Lagny, Lieusaint, Lognes, Mauregard, Meaux, Le Mée-sur-Seine, Melun, Le Mesnil-Amelot, Mitry-Mory, Moissy-Cramayel, Montévrain, Montry, Nandy, Nantouillet, Noisiel, Ozoir-la-Ferrière, Pomponne, Pontault-Combault, Pontcarré, Pringy, La Rochette, Roissy-en-Brie, Saint-Fargeau-Ponthierry, Saint-Germain-sur-Morin, Saint-Mard, Saint-Thibault-des-Vignes, Savigny-le-Temple, Seine-Port, Thieux, Thorigny-sur-Marne, Torcy, Tourman-en-Brie, Vaires-sur-Marne, Vaux-le-Pénil, Vert-Saint-Denis, Villenoy, Villeparisis, Villiers-sur-Morin.

ANNEXE II

Ministère ou service

Demande de prise en charge des frais de transports

Nom Prénom Affectation

Numéro de sécurité sociale Grade

Questionnaire à servir par l'agent

(Cochez la ou les cases correspondant à votre situation)

Domicile habituel :

Numéro et rue
 Commune
 Code postal Bureau distributeur

Lieu de travail :

Numéro et rue
 Commune
 Code postal Bureau distributeur

Arrêt, station ou gare desservant :

Votre domicile
 Votre lieu de travail

Moyens de transport utilisés :

- | | |
|-----------------------------------|---|
| <input type="checkbox"/> S.N.C.F. | <input type="checkbox"/> Autobus R.A.T.P. |
| <input type="checkbox"/> R.E.R. | <input type="checkbox"/> Cars A.P.T.R. |
| <input type="checkbox"/> Métro | |

- Agent résidant dans la zone de compétence des transports parisiens : servir la ou les rubriques 1 à 4.
- Agent résidant hors de la zone de compétence des transports parisiens.
- Titulaire d'un abonnement à nombre de voyages quotidiens illimités : servir la rubrique en indiquant les zones de carte orange traversées par l'abonnement.
- Titulaire d'un abonnement à nombre de voyages quotidiens limités : servir les rubriques 2 à 4 pour la partie du trajet incluse dans la zone de compétence des transports parisiens.

- 1 Carte orange :
- Hebdomadaire
 - Mensuelle Zones à coût
 - Annuelle

- 2 Carte hebdomadaire :
- Urbain « U » :
Coût
 - S.N.C.F.
 - Banlieue « B » :
Coût
 - Métro Trajet
 - Banlieue-urbain « U-B » :
Coût
 - R.E.R.
 - Banlieue-banlieue :
Coût

- 3 Carte hebdomadaire (autobus R. A. T. P.)
- | | | |
|-----------------------|----------------------------------|----------------------|
| Nombre
de sections | <input type="checkbox"/> 1 à 2 | Nbre de cartes |
| | | Coût |
| | <input type="checkbox"/> 3 à 5 | Nbre de cartes |
| | | Coût |
| | <input type="checkbox"/> 6 à 13 | Nbre de cartes |
| | | Coût |
| | <input type="checkbox"/> 14 et + | Nbre de cartes |
| | | Coût |

- 4 Abonnement cars A.P.T.R.
- Nom de la compagnie
- Nom de la ligne
- Coût de l'abonnement :
- Hebdomadaire
- Mensuel

Je déclare :

- que mon transport entre ma résidence habituelle et mon lieu de travail n'est pas assuré par l'administration ;
- que je ne suis pas logé par l'administration à proximité immédiate de mon lieu de travail ;
- que je ne bénéficie à aucun titre de la prise en charge des frais de transport entre ma résidence habituelle et mon lieu de travail.

Je certifie sur l'honneur l'exactitude des renseignements fournis dans la présente demande et je m'engage à signaler immédiatement toute modification qui pourrait intervenir concernant ma résidence habituelle, mon lieu de travail ou les moyens de transport utilisés.

A, le

Signature de l'agent :

Visa du chef
immédiat
et cachet :

Fausses déclarations : toute fausse déclaration est susceptible d'entraîner l'application des sanctions disciplinaires prévues au titre V du statut général des fonctionnaires, voire de sanctions pénales (loi n° 68-690 du 31 juillet 1968).

Circulaire FP/7 1772-B 2 A n° 73 du 11 juillet 1991 relative à la prise en charge partielle du prix des titres d'abonnement correspondant aux déplacements effectués par les personnels de l'Etat et des établissements publics de l'Etat à caractère administratif, à l'intérieur de la zone de compétence des transports parisiens, entre leur résidence habituelle et leur lieu de travail. Extension de cette zone à partir de janvier 1991

Le ministre d'Etat, ministre de la fonction publique et de la modernisation de l'administration, et le ministre délégué au budget, à Mesdames et Messieurs les ministres et secrétaires d'Etat, direction chargée du personnel.

Conformément aux dispositions de l'article 1^{er} du décret n° 82-887 du 18 octobre 1982, les personnels de l'Etat et des établissements publics de l'Etat à caractère administratif dont la résidence administrative est située à l'intérieur de la zone de compétence de l'autorité organisatrice des transports parisiens bénéficient de la prise en charge partielle du prix des titres d'abonnement correspondant aux déplacements effectués, au moyen de transports publics de voyageurs, entre leur résidence habituelle et le lieu de leur travail.

Le décret n° 91-57 du 16 janvier 1991 étend cette zone à l'ensemble de la région Ile-de-France, à partir de janvier 1991.

En conséquence, la prise en charge partielle s'applique, à partir du mois de janvier 1991, au prix des titres d'abonnement souscrits pour les parcours effectués dans les nouvelles zones créées (zones 6, 7 et 8) et entre ces zones et les cinq autres zones.

Les conditions de cette prise en charge ne sont pas modifiées.

Elles restent fixées par le décret n° 82-887 du 18 octobre 1982 précité, par l'arrêté du 18 octobre 1982, par le décret n° 83-588 du 1^{er} juillet 1983, instituant une allocation spéciale en faveur des personnels qui, en raison de l'importance de leur handicap, ne peuvent utiliser les transports en commun et par les circulaires FP n° 1495 - 2 A n° 153/C 3 n° 4788 du 10 décembre 1982 et 2 A n° 1011/FP1 n° 1607 du 22 juillet 1985.

*
* *

Les éventuelles difficultés d'application de la présente circulaire seront signalées à la direction générale de l'administration et de la fonction publique (bureau FP/7) ou à la direction du budget (bureau 2 A).

Le ministre d'Etat, ministre de la fonction publique et de la modernisation de l'administration,

Pour le ministre d'Etat et par délégation :

Par empêchement du directeur général de l'administration et de la fonction publique :

Le sous-directeur,

D. BARGAS

Le ministre délégué au budget,

Pour le ministre et par délégation :

Le directeur du budget,

Par empêchement du directeur du budget :

L'administrateur civil,

J. CREYSSEL

**II. – BARÈME EN EUROS DES DIVERS ÉLÉMENTS
CONSTITUANT LA RÉMUNÉRATION ANNUELLE ET MENSUELLE
DES PERSONNELS CIVILS ET MILITAIRES DE L'ÉTAT,
DES PERSONNELS DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES
ET DES PERSONNELS DES ÉTABLISSEMENTS PUBLICS D'HOSPITALISATION**

A compter du 1^{er} novembre 2005)

(Application du décret n° 2005-1301 du 20 octobre 2005)

INDICE majoré	TRAITEMENTS BRUTS soumis à retenue		RETENUES MENSUELLES	TRAITEMENTS nets mensuels	INDEMNITÉ de résidence		SUPPLÉMENT familial de traitement			INDICE majoré
	Annuels	Mensuels	Pensions 7,85 %		Taux mensuels		Taux mensuels			
					1 ^{re} zone 3 %	2 ^e zone 1 %	Un enfant : 2,29 €			
							2 enfants	3 enfants	Par enfant en plus	
	€	€	€	€	€	€	€	€	€	
186	9 990,25	832,52	65,35	767,17	39,88	13,29	70,82	175,65	124,88	186
187	10 043,96	836,99	65,70	771,29	39,88	13,29	70,82	175,65	124,88	187
188	10 097,67	841,47	66,05	775,42	39,88	13,29	70,82	175,65	124,88	188
189	10 151,38	845,94	66,40	779,54	39,88	13,29	70,82	175,65	124,88	189
190	10 205,09	850,42	66,75	783,67	39,88	13,29	70,82	175,65	124,88	190
191	10 258,80	854,90	67,10	787,80	39,88	13,29	70,82	175,65	124,88	191
192	10 312,51	859,37	67,46	791,91	39,88	13,29	70,82	175,65	124,88	192
193	10 366,22	863,85	67,81	796,04	39,88	13,29	70,82	175,65	124,88	193
194	10 419,93	868,32	68,16	800,16	39,88	13,29	70,82	175,65	124,88	194
195	10 473,65	872,80	68,51	804,29	39,88	13,29	70,82	175,65	124,88	195
196	10 527,36	877,28	68,86	808,42	39,88	13,29	70,82	175,65	124,88	196
197	10 581,07	881,75	69,21	812,54	39,88	13,29	70,82	175,65	124,88	197
198	10 634,78	886,23	69,56	816,67	39,88	13,29	70,82	175,65	124,88	198
199	10 688,49	890,70	69,91	820,79	39,88	13,29	70,82	175,65	124,88	199
200	10 742,20	895,18	70,27	824,91	39,88	13,29	70,82	175,65	124,88	200
201	10 795,91	899,65	70,62	829,03	39,88	13,29	70,82	175,65	124,88	201
202	10 849,62	904,13	70,97	833,16	39,88	13,29	70,82	175,65	124,88	202
203	10 903,33	908,61	71,32	837,29	39,88	13,29	70,82	175,65	124,88	203
204	10 957,04	913,08	71,67	841,41	39,88	13,29	70,82	175,65	124,88	204
205	11 010,76	917,56	72,02	845,54	39,88	13,29	70,82	175,65	124,88	205
206	11 064,47	922,03	72,37	849,66	39,88	13,29	70,82	175,65	124,88	206
207	11 118,18	926,51	72,73	853,78	39,88	13,29	70,82	175,65	124,88	207
208	11 171,89	930,99	73,08	857,91	39,88	13,29	70,82	175,65	124,88	208
209	11 225,60	935,46	73,43	862,03	39,88	13,29	70,82	175,65	124,88	209
210	11 279,31	939,94	73,78	866,16	39,88	13,29	70,82	175,65	124,88	210
211	11 333,02	944,41	74,13	870,28	39,88	13,29	70,82	175,65	124,88	211
212	11 386,73	948,89	74,48	874,41	39,88	13,29	70,82	175,65	124,88	212
213	11 440,44	953,37	74,83	878,54	39,88	13,29	70,82	175,65	124,88	213
214	11 494,15	957,84	75,19	882,65	39,88	13,29	70,82	175,65	124,88	214
215	11 547,87	962,32	75,54	886,78	39,88	13,29	70,82	175,65	124,88	215
216	11 601,58	966,79	75,89	890,90	39,88	13,29	70,82	175,65	124,88	216
217	11 655,29	971,27	76,24	895,03	39,88	13,29	70,82	175,65	124,88	217
218	11 709,00	975,75	76,59	899,16	39,88	13,29	70,82	175,65	124,88	218
219	11 762,71	980,22	76,94	903,28	39,88	13,29	70,82	175,65	124,88	219

INDICE majoré	TRAITEMENTS BRUTS soumis à retenue		RETENUES MENSUELLES	TRAITEMENTS nets mensuels	INDEMNITÉ de résidence		SUPPLÉMENT familial de traitement			INDICE majoré
	Annuels	Mensuels	Pensions 7,85 %		Taux mensuels		Taux mensuels			
					1 ^{re} zone 3 %	2 ^e zone 1 %	Un enfant : 2,29 €			
							2 enfants	3 enfants	Par enfant en plus	
€	€	€	€	€	€	€	€	€		
220	11 816,42	984,70	77,29	907,41	39,88	13,29	70,82	175,65	124,88	220
221	11 870,13	989,17	77,64	911,53	39,88	13,29	70,82	175,65	124,88	221
222	11 923,84	993,65	78,00	915,65	39,88	13,29	70,82	175,65	124,88	222
223	11 977,55	998,12	78,35	919,77	39,88	13,29	70,82	175,65	124,88	223
224	12 031,26	1 002,60	78,70	923,90	39,88	13,29	70,82	175,65	124,88	224
225	12 084,98	1 007,08	79,05	928,03	39,88	13,29	70,82	175,65	124,88	225
226	12 138,69	1 011,55	79,40	932,15	39,88	13,29	70,82	175,65	124,88	226
227	12 192,40	1 016,03	79,75	936,28	39,88	13,29	70,82	175,65	124,88	227
228	12 246,11	1 020,50	80,10	940,40	39,88	13,29	70,82	175,65	124,88	228
229	12 299,82	1 024,98	80,46	944,52	39,88	13,29	70,82	175,65	124,88	229
230	12 353,53	1 029,46	80,81	948,65	39,88	13,29	70,82	175,65	124,88	230
231	12 407,24	1 033,93	81,16	952,77	39,88	13,29	70,82	175,65	124,88	231
232	12 460,95	1 038,41	81,51	956,90	39,88	13,29	70,82	175,65	124,88	232
233	12 514,66	1 042,88	81,86	961,02	39,88	13,29	70,82	175,65	124,88	233
234	12 568,37	1 047,36	82,21	965,15	39,88	13,29	70,82	175,65	124,88	234
235	12 622,09	1 051,84	82,56	969,28	39,88	13,29	70,82	175,65	124,88	235
236	12 675,80	1 056,31	82,92	973,39	39,88	13,29	70,82	175,65	124,88	236
237	12 729,51	1 060,79	83,27	977,52	39,88	13,29	70,82	175,65	124,88	237
238	12 783,22	1 065,26	83,62	981,64	39,88	13,29	70,82	175,65	124,88	238
239	12 836,93	1 069,74	83,97	985,77	39,88	13,29	70,82	175,65	124,88	239
240	12 890,64	1 074,22	84,32	989,90	39,88	13,29	70,82	175,65	124,88	240
241	12 944,35	1 078,69	84,67	994,02	39,88	13,29	70,82	175,65	124,88	241
242	12 998,06	1 083,17	85,02	998,15	39,88	13,29	70,82	175,65	124,88	242
243	13 051,77	1 087,64	85,37	1 002,27	39,88	13,29	70,82	175,65	124,88	243
244	13 105,48	1 092,12	85,73	1 006,39	39,88	13,29	70,82	175,65	124,88	244
245	13 159,20	1 096,60	86,08	1 010,52	39,88	13,29	70,82	175,65	124,88	245
246	13 212,91	1 101,07	86,43	1 014,64	39,88	13,29	70,82	175,65	124,88	246
247	13 266,62	1 105,55	86,78	1 018,77	39,88	13,29	70,82	175,65	124,88	247
248	13 320,33	1 110,02	87,13	1 022,89	39,88	13,29	70,82	175,65	124,88	248
249	13 374,04	1 114,50	87,48	1 027,02	39,88	13,29	70,82	175,65	124,88	249
250	13 427,75	1 118,97	87,83	1 031,14	39,88	13,29	70,82	175,65	124,88	250
251	13 481,46	1 123,45	88,19	1 035,26	39,88	13,29	70,82	175,65	124,88	251
252	13 535,17	1 127,93	88,54	1 039,39	39,88	13,29	70,82	175,65	124,88	252
253	13 588,88	1 132,40	88,89	1 043,51	39,88	13,29	70,82	175,65	124,88	253
254	13 642,59	1 136,88	89,24	1 047,64	39,88	13,29	70,82	175,65	124,88	254
255	13 696,31	1 141,35	89,59	1 051,76	39,88	13,29	70,82	175,65	124,88	255
256	13 750,02	1 145,83	89,94	1 055,89	39,88	13,29	70,82	175,65	124,88	256
257	13 803,73	1 150,31	90,29	1 060,02	39,88	13,29	70,82	175,65	124,88	257
258	13 857,44	1 154,78	90,65	1 064,13	39,88	13,29	70,82	175,65	124,88	258
259	13 911,15	1 159,26	91,00	1 068,26	39,88	13,29	70,82	175,65	124,88	259
260	13 964,86	1 163,73	91,35	1 072,38	39,88	13,29	70,82	175,65	124,88	260
261	14 018,57	1 168,21	91,70	1 076,51	39,88	13,29	70,82	175,65	124,88	261
262	14 072,28	1 172,69	92,05	1 080,64	39,88	13,29	70,82	175,65	124,88	262
263	14 125,99	1 177,16	92,40	1 084,76	39,88	13,29	70,82	175,65	124,88	263
264	14 179,70	1 181,64	92,75	1 088,89	39,88	13,29	70,82	175,65	124,88	264
265	14 233,42	1 186,11	93,10	1 093,01	39,88	13,29	70,82	175,65	124,88	265
266	14 287,13	1 190,59	93,46	1 097,13	39,88	13,29	70,82	175,65	124,88	266
267	14 340,84	1 195,07	93,81	1 101,26	39,88	13,29	70,82	175,65	124,88	267
268	14 394,55	1 199,54	94,16	1 105,38	39,88	13,29	70,82	175,65	124,88	268
269	14 448,26	1 204,02	94,51	1 109,51	39,88	13,29	70,82	175,65	124,88	269
270	14 501,97	1 208,49	94,86	1 113,63	39,88	13,29	70,82	175,65	124,88	270
271	14 555,68	1 212,97	95,21	1 117,76	39,88	13,29	70,82	175,65	124,88	271
272	14 609,39	1 217,44	95,56	1 121,88	39,88	13,29	70,82	175,65	124,88	272

INDICE majoré	TRAITEMENTS BRUTS soumis à retenue		RETENUES MENSUELLES	TRAITEMENTS nets mensuels	INDEMNITÉ de résidence		SUPPLÉMENT familial de traitement			INDICE majoré
	Annuels	Mensuels	Pensions 7,85 %		Taux mensuels		Taux mensuels			
					1 ^{re} zone 3 %	2 ^e zone 1 %	Un enfant : 2,29 €			
							2 enfants	3 enfants	Par enfant en plus	
	€	€	€	€	€	€	€	€	€	
273	14 663,10	1 221,92	95,92	1 126,00	39,88	13,29	70,82	175,65	124,88	273
274	14 716,81	1 226,40	96,27	1 130,13	39,88	13,29	70,82	175,65	124,88	274
275	14 770,53	1 230,87	96,62	1 134,25	39,88	13,29	70,82	175,65	124,88	275
276	14 824,24	1 235,35	96,97	1 138,38	39,88	13,29	70,82	175,65	124,88	276
277	14 877,95	1 239,82	97,32	1 142,50	39,88	13,29	70,82	175,65	124,88	277
278	14 931,66	1 244,30	97,67	1 146,63	39,88	13,29	70,82	175,65	124,88	278
279	14 985,37	1 248,78	98,02	1 150,76	39,88	13,29	70,82	175,65	124,88	279
280	15 039,08	1 253,25	98,38	1 154,87	39,88	13,29	70,82	175,65	124,88	280
281	15 092,79	1 257,73	98,73	1 159,00	39,88	13,29	70,82	175,65	124,88	281
282	15 146,50	1 262,20	99,08	1 163,12	39,88	13,29	70,82	175,65	124,88	282
283	15 200,21	1 266,68	99,43	1 167,25	39,88	13,29	70,82	175,65	124,88	283
284	15 253,92	1 271,16	99,78	1 171,38	39,88	13,29	70,82	175,65	124,88	284
285	15 307,64	1 275,63	100,13	1 175,50	39,88	13,29	70,82	175,65	124,88	285
286	15 361,35	1 280,11	100,48	1 179,63	39,88	13,29	70,82	175,65	124,88	286
287	15 415,06	1 284,58	100,83	1 183,75	39,88	13,29	70,82	175,65	124,88	287
288	15 468,77	1 289,06	101,19	1 187,87	39,88	13,29	70,82	175,65	124,88	288
289	15 522,48	1 293,54	101,54	1 192,00	39,88	13,29	70,82	175,65	124,88	289
290	15 576,19	1 298,01	101,89	1 196,12	39,88	13,29	70,82	175,65	124,88	290
291	15 629,90	1 302,49	102,24	1 200,25	39,88	13,29	70,82	175,65	124,88	291
292	15 683,61	1 306,96	102,59	1 204,37	39,88	13,29	70,82	175,65	124,88	292
293	15 737,32	1 311,44	102,94	1 208,50	39,88	13,29	70,82	175,65	124,88	293
294	15 791,03	1 315,91	103,29	1 212,62	39,88	13,29	70,82	175,65	124,88	294
295	15 844,75	1 320,39	103,65	1 216,74	39,88	13,29	70,82	175,65	124,88	295
296	15 898,46	1 324,87	104,00	1 220,87	39,88	13,29	70,82	175,65	124,88	296
297	15 952,17	1 329,34	104,35	1 224,99	39,88	13,29	70,82	175,65	124,88	297
298	16 005,88	1 333,82	104,70	1 229,12	40,01	13,33	70,82	175,65	124,88	298
299	16 059,59	1 338,29	105,05	1 233,24	40,14	13,38	70,82	175,65	124,88	299
300	16 113,30	1 342,77	105,40	1 237,37	40,28	13,42	70,82	175,65	124,88	300
301	16 167,01	1 347,25	105,75	1 241,50	40,41	13,47	70,82	175,65	124,88	301
302	16 220,72	1 351,72	106,11	1 245,61	40,55	13,51	70,82	175,65	124,88	302
303	16 274,43	1 356,20	106,46	1 249,74	40,68	13,56	70,82	175,65	124,88	303
304	16 328,14	1 360,67	106,81	1 253,86	40,82	13,60	70,82	175,65	124,88	304
305	16 381,86	1 365,15	107,16	1 257,99	40,95	13,65	70,82	175,65	124,88	305
306	16 435,57	1 369,63	107,51	1 262,12	41,08	13,69	70,82	175,65	124,88	306
307	16 489,28	1 374,10	107,86	1 266,24	41,22	13,74	70,82	175,65	124,88	307
308	16 542,99	1 378,58	108,21	1 270,37	41,35	13,78	70,82	175,65	124,88	308
309	16 596,70	1 383,05	108,56	1 274,49	41,49	13,83	70,82	175,65	124,88	309
310	16 650,41	1 387,53	108,92	1 278,61	41,62	13,87	70,82	175,65	124,88	310
311	16 704,12	1 392,01	109,27	1 282,74	41,76	13,92	70,82	175,65	124,88	311
312	16 757,83	1 396,48	109,62	1 286,86	41,89	13,96	70,82	175,65	124,88	312
313	16 811,54	1 400,96	109,97	1 290,99	42,02	14,00	70,82	175,65	124,88	313
314	16 865,25	1 405,43	110,32	1 295,11	42,16	14,05	70,82	175,65	124,88	314
315	16 918,97	1 409,91	110,67	1 299,24	42,29	14,09	70,82	175,65	124,88	315
316	16 972,68	1 414,39	111,02	1 303,37	42,43	14,14	70,82	175,65	124,88	316
317	17 026,39	1 418,86	111,38	1 307,48	42,56	14,18	70,82	175,65	124,88	317
318	17 080,10	1 423,34	111,73	1 311,61	42,70	14,23	70,82	175,65	124,88	318
319	17 133,81	1 427,81	112,08	1 315,73	42,83	14,27	70,82	175,65	124,88	319
320	17 187,52	1 432,29	112,43	1 319,86	42,96	14,32	70,82	175,65	124,88	320
321	17 241,23	1 436,76	112,78	1 323,98	43,10	14,36	70,82	175,65	124,88	321
322	17 294,94	1 441,24	113,13	1 328,11	43,23	14,41	70,82	175,65	124,88	322
323	17 348,65	1 445,72	113,48	1 332,24	43,37	14,45	70,82	175,65	124,88	323
324	17 402,36	1 450,19	113,83	1 336,36	43,50	14,50	70,82	175,65	124,88	324
325	17 456,08	1 454,67	114,19	1 340,48	43,64	14,54	70,82	175,65	124,88	325

INDICE majoré	TRAITEMENTS BRUTS soumis à retenue		RETENUES MENSUELLES	TRAITEMENTS nets mensuels	INDEMNITÉ de résidence		SUPPLÉMENT familial de traitement			INDICE majoré
	Annuels	Mensuels	Pensions 7,85 %		Taux mensuels		Taux mensuels			
					1 ^{re} zone 3 %	2 ^e zone 1 %	Un enfant : 2,29 €			
							2 enfants	3 enfants	Par enfant en plus	
€	€	€	€	€	€	€	€	€		
326	17 509,79	1 459,14	114,54	1 344,60	43,77	14,59	70,82	175,65	124,88	326
327	17 563,50	1 463,62	114,89	1 348,73	43,90	14,63	70,82	175,65	124,88	327
328	17 617,21	1 468,10	115,24	1 352,86	44,04	14,68	70,82	175,65	124,88	328
329	17 670,92	1 472,57	115,59	1 356,98	44,17	14,72	70,82	175,65	124,88	329
330	17 724,63	1 477,05	115,94	1 361,11	44,31	14,77	70,82	175,65	124,88	330
331	17 778,34	1 481,52	116,29	1 365,23	44,44	14,81	70,82	175,65	124,88	331
332	17 832,05	1 486,00	116,65	1 369,35	44,58	14,86	70,82	175,65	124,88	332
333	17 885,76	1 490,48	117,00	1 373,48	44,71	14,90	70,82	175,65	124,88	333
334	17 939,47	1 494,95	117,35	1 377,60	44,84	14,94	70,82	175,65	124,88	334
335	17 993,19	1 499,43	117,70	1 381,73	44,98	14,99	70,82	175,65	124,88	335
336	18 046,90	1 503,90	118,05	1 385,85	45,11	15,03	70,82	175,65	124,88	336
337	18 100,61	1 508,38	118,40	1 389,98	45,25	15,08	70,82	175,65	124,88	337
338	18 154,32	1 512,86	118,75	1 394,11	45,38	15,12	70,82	175,65	124,88	338
339	18 208,03	1 517,33	119,11	1 398,22	45,51	15,17	70,82	175,65	124,88	339
340	18 261,74	1 521,81	119,46	1 402,35	45,65	15,21	70,82	175,65	124,88	340
341	18 315,45	1 526,28	119,81	1 406,47	45,78	15,26	70,82	175,65	124,88	341
342	18 369,16	1 530,76	120,16	1 410,60	45,92	15,30	70,82	175,65	124,88	342
343	18 422,87	1 535,23	120,51	1 414,72	46,05	15,35	70,82	175,65	124,88	343
344	18 476,58	1 539,71	120,86	1 418,85	46,19	15,39	70,82	175,65	124,88	344
345	18 530,30	1 544,19	121,21	1 422,98	46,32	15,44	70,82	175,65	124,88	345
346	18 584,01	1 548,66	121,56	1 427,10	46,45	15,48	70,82	175,65	124,88	346
347	18 637,72	1 553,14	121,92	1 431,22	46,59	15,53	70,82	175,65	124,88	347
348	18 691,43	1 557,61	122,27	1 435,34	46,72	15,57	70,82	175,65	124,88	348
349	18 745,14	1 562,09	122,62	1 439,47	46,86	15,62	70,82	175,65	124,88	349
350	18 798,85	1 566,57	122,97	1 443,60	46,99	15,66	70,82	175,65	124,88	350
351	18 852,56	1 571,04	123,32	1 447,72	47,13	15,71	70,82	175,65	124,88	351
352	18 906,27	1 575,52	123,67	1 451,85	47,26	15,75	70,82	175,65	124,88	352
353	18 959,98	1 579,99	124,02	1 455,97	47,39	15,79	70,82	175,65	124,88	353
354	19 013,69	1 584,47	124,38	1 460,09	47,53	15,84	70,82	175,65	124,88	354
355	19 067,41	1 588,95	124,73	1 464,22	47,66	15,88	70,82	175,65	124,88	355
356	19 121,12	1 593,42	125,08	1 468,34	47,80	15,93	70,82	175,65	124,88	356
357	19 174,83	1 597,90	125,43	1 472,47	47,93	15,97	70,82	175,65	124,88	357
358	19 228,54	1 602,37	125,78	1 476,59	48,07	16,02	70,82	175,65	124,88	358
359	19 282,25	1 606,85	126,13	1 480,72	48,20	16,06	70,82	175,65	124,88	359
360	19 335,96	1 611,33	126,48	1 484,85	48,33	16,11	70,82	175,65	124,88	360
361	19 389,67	1 615,80	126,84	1 488,96	48,47	16,15	70,82	175,65	124,88	361
362	19 443,38	1 620,28	127,19	1 493,09	48,60	16,20	70,82	175,65	124,88	362
363	19 497,09	1 624,75	127,54	1 497,21	48,74	16,24	70,82	175,65	124,88	363
364	19 550,80	1 629,23	127,89	1 501,34	48,87	16,29	70,82	175,65	124,88	364
365	19 604,52	1 633,71	128,24	1 505,47	49,01	16,33	70,82	175,65	124,88	365
366	19 658,23	1 638,18	128,59	1 509,59	49,14	16,38	70,82	175,65	124,88	366
367	19 711,94	1 642,66	128,94	1 513,72	49,27	16,42	70,82	175,65	124,88	367
368	19 765,65	1 647,13	129,29	1 517,84	49,41	16,47	70,82	175,65	124,88	368
369	19 819,36	1 651,61	129,65	1 521,96	49,54	16,51	70,82	175,65	124,88	369
370	19 873,07	1 656,08	130,00	1 526,08	49,68	16,56	70,82	175,65	124,88	370
371	19 926,78	1 660,56	130,35	1 530,21	49,81	16,60	70,82	175,65	124,88	371
372	19 980,49	1 665,04	130,70	1 534,34	49,95	16,65	70,82	175,65	124,88	372
373	20 034,20	1 669,51	131,05	1 538,46	50,08	16,69	70,82	175,65	124,88	373
374	20 087,91	1 673,99	131,40	1 542,59	50,21	16,73	70,82	175,65	124,88	374
375	20 141,63	1 678,46	131,75	1 546,71	50,35	16,78	70,82	175,65	124,88	375
376	20 195,34	1 682,94	132,11	1 550,83	50,48	16,82	70,82	175,65	124,88	376
377	20 249,05	1 687,42	132,46	1 554,96	50,62	16,87	70,82	175,65	124,88	377
378	20 302,76	1 691,89	132,81	1 559,08	50,75	16,91	70,82	175,65	124,88	378

INDICE majoré	TRAITEMENTS BRUTS soumis à retenue		RETENUES MENSUELLES	TRAITEMENTS nets mensuels	INDEMNITÉ de résidence		SUPPLÉMENT familial de traitement			INDICE majoré
	Annuels	Mensuels	Pensions 7,85 %		Taux mensuels		Taux mensuels			
					1 ^{re} zone 3 %	2 ^e zone 1 %	Un enfant : 2,29 €			
							2 enfants	3 enfants	Par enfant en plus	
€	€	€	€	€	€	€	€	€	€	
379	20 356,47	1 696,37	133,16	1 563,21	50,89	16,96	70,82	175,65	124,88	379
380	20 410,18	1 700,84	133,51	1 567,33	51,02	17,00	70,82	175,65	124,88	380
381	20 463,89	1 705,32	133,86	1 571,46	51,15	17,05	70,82	175,65	124,88	381
382	20 517,60	1 709,80	134,21	1 575,59	51,29	17,09	70,82	175,65	124,88	382
383	20 571,31	1 714,27	134,57	1 579,70	51,42	17,14	70,82	175,65	124,88	383
384	20 625,02	1 718,75	134,92	1 583,83	51,56	17,18	70,82	175,65	124,88	384
385	20 678,74	1 723,22	135,27	1 587,95	51,69	17,23	70,82	175,65	124,88	385
386	20 732,45	1 727,70	135,62	1 592,08	51,83	17,27	70,82	175,65	124,88	386
387	20 786,16	1 732,18	135,97	1 596,21	51,96	17,32	70,82	175,65	124,88	387
388	20 839,87	1 736,65	136,32	1 600,33	52,09	17,36	70,82	175,65	124,88	388
389	20 893,58	1 741,13	136,67	1 604,46	52,23	17,41	70,82	175,65	124,88	389
390	20 947,29	1 745,60	137,02	1 608,58	52,36	17,45	70,82	175,65	124,88	390
391	21 001,00	1 750,08	137,38	1 612,70	52,50	17,50	70,82	175,65	124,88	391
392	21 054,71	1 754,55	137,73	1 616,82	52,63	17,54	70,82	175,65	124,88	392
393	21 108,42	1 759,03	138,08	1 620,95	52,77	17,59	70,82	175,65	124,88	393
394	21 162,13	1 763,51	138,43	1 625,08	52,90	17,63	70,82	175,65	124,88	394
395	21 215,85	1 767,98	138,78	1 629,20	53,03	17,67	70,82	175,65	124,88	395
396	21 269,56	1 772,46	139,13	1 633,33	53,17	17,72	70,82	175,65	124,88	396
397	21 323,27	1 776,93	139,48	1 637,45	53,30	17,76	70,82	175,65	124,88	397
398	21 376,98	1 781,41	139,84	1 641,57	53,44	17,81	70,82	175,65	124,88	398
399	21 430,69	1 785,89	140,19	1 645,70	53,57	17,85	70,82	175,65	124,88	399
400	21 484,40	1 790,36	140,54	1 649,82	53,71	17,90	70,82	175,65	124,88	400
401	21 538,11	1 794,84	140,89	1 653,95	53,84	17,94	70,82	175,65	124,88	401
402	21 591,82	1 799,31	141,24	1 658,07	53,97	17,99	70,82	175,65	124,88	402
403	21 645,53	1 803,79	141,59	1 662,20	54,11	18,03	70,82	175,65	124,88	403
404	21 699,24	1 808,27	141,94	1 666,33	54,24	18,08	70,82	175,65	124,88	404
405	21 752,96	1 812,74	142,30	1 670,44	54,38	18,12	70,82	175,65	124,88	405
406	21 806,67	1 817,22	142,65	1 674,57	54,51	18,17	70,82	175,65	124,88	406
407	21 860,38	1 821,69	143,00	1 678,69	54,65	18,21	70,82	175,65	124,88	407
408	21 914,09	1 826,17	143,35	1 682,82	54,78	18,26	70,82	175,65	124,88	408
409	21 967,80	1 830,65	143,70	1 686,95	54,91	18,30	70,82	175,65	124,88	409
410	22 021,51	1 835,12	144,05	1 691,07	55,05	18,35	70,82	175,65	124,88	410
411	22 075,22	1 839,60	144,40	1 695,20	55,18	18,39	70,82	175,65	124,88	411
412	22 128,93	1 844,07	144,75	1 699,32	55,32	18,44	70,82	175,65	124,88	412
413	22 182,64	1 848,55	145,11	1 703,44	55,45	18,48	70,82	175,65	124,88	413
414	22 236,35	1 853,02	145,46	1 707,56	55,59	18,53	70,82	175,65	124,88	414
415	22 290,07	1 857,50	145,81	1 711,69	55,72	18,57	70,82	175,65	124,88	415
416	22 343,78	1 861,98	146,16	1 715,82	55,85	18,61	70,82	175,65	124,88	416
417	22 397,49	1 866,45	146,51	1 719,94	55,99	18,66	70,82	175,65	124,88	417
418	22 451,20	1 870,93	146,86	1 724,07	56,12	18,70	70,82	175,65	124,88	418
419	22 504,91	1 875,40	147,21	1 728,19	56,26	18,75	70,82	175,65	124,88	419
420	22 558,62	1 879,88	147,57	1 732,31	56,39	18,79	70,82	175,65	124,88	420
421	22 612,33	1 884,36	147,92	1 736,44	56,53	18,84	70,82	175,65	124,88	421
422	22 666,04	1 888,83	148,27	1 740,56	56,66	18,88	70,82	175,65	124,88	422
423	22 719,75	1 893,31	148,62	1 744,69	56,79	18,93	70,82	175,65	124,88	423
424	22 773,46	1 897,78	148,97	1 748,81	56,93	18,97	70,82	175,65	124,88	424
425	22 827,18	1 902,26	149,32	1 752,94	57,06	19,02	70,82	175,65	124,88	425
426	22 880,89	1 906,74	149,67	1 757,07	57,20	19,06	70,82	175,65	124,88	426
427	22 934,60	1 911,21	150,02	1 761,19	57,33	19,11	70,82	175,65	124,88	427
428	22 988,31	1 915,69	150,38	1 765,31	57,47	19,15	70,82	175,65	124,88	428
429	23 042,02	1 920,16	150,73	1 769,43	57,60	19,20	70,82	175,65	124,88	429
430	23 095,73	1 924,64	151,08	1 773,56	57,73	19,24	70,82	175,65	124,88	430
431	23 149,44	1 929,12	151,43	1 777,69	57,87	19,29	70,82	175,65	124,88	431

INDICE majoré	TRAITEMENTS BRUTS soumis à retenue		RETENUES MENSUELLES	TRAITEMENTS nets mensuels	INDEMNITÉ de résidence		SUPPLÉMENT familial de traitement			INDICE majoré
	Annuels	Mensuels	Pensions 7,85 %		Taux mensuels		Taux mensuels			
					1 ^{re} zone 3 %	2 ^e zone 1 %	Un enfant : 2,29 €			
							2 enfants	3 enfants	Par enfant en plus	
€	€	€	€	€	€	€	€	€		
432	23 203,15	1 933,59	151,78	1 781,81	58,00	19,33	70,82	175,65	124,88	432
433	23 256,86	1 938,07	152,13	1 785,94	58,14	19,38	70,82	175,65	124,88	433
434	23 310,57	1 942,54	152,48	1 790,06	58,27	19,42	70,82	175,65	124,88	434
435	23 364,29	1 947,02	152,84	1 794,18	58,41	19,47	70,82	175,65	124,88	435
436	23 418,00	1 951,50	153,19	1 798,31	58,54	19,51	70,82	175,65	124,88	436
437	23 471,71	1 955,97	153,54	1 802,43	58,67	19,55	70,82	175,65	124,88	437
438	23 525,42	1 960,45	153,89	1 806,56	58,81	19,60	70,82	175,65	124,88	438
439	23 579,13	1 964,92	154,24	1 810,68	58,94	19,64	70,82	175,65	124,88	439
440	23 632,84	1 969,40	154,59	1 814,81	59,08	19,69	70,82	175,65	124,88	440
441	23 686,55	1 973,87	154,94	1 818,93	59,21	19,73	70,82	175,65	124,88	441
442	23 740,26	1 978,35	155,30	1 823,05	59,35	19,78	70,82	175,65	124,88	442
443	23 793,97	1 982,83	155,65	1 827,18	59,48	19,82	70,82	175,65	124,88	443
444	23 847,68	1 987,30	156,00	1 831,30	59,61	19,87	70,82	175,65	124,88	444
445	23 901,40	1 991,78	156,35	1 835,43	59,75	19,91	70,82	175,65	124,88	445
446	23 955,11	1 996,25	156,70	1 839,55	59,88	19,96	70,82	175,65	124,88	446
447	24 008,82	2 000,73	157,05	1 843,68	60,02	20,00	70,82	175,65	124,88	447
448	24 062,53	2 005,21	157,40	1 847,81	60,15	20,05	70,82	175,65	124,88	448
449	24 116,24	2 009,68	157,75	1 851,93	60,29	20,09	70,96	176,01	125,15	449
450	24 169,95	2 014,16	158,11	1 856,05	60,42	20,14	71,09	176,37	125,41	450
451	24 223,66	2 018,63	158,46	1 860,17	60,55	20,18	71,22	176,73	125,68	451
452	24 277,37	2 023,11	158,81	1 864,30	60,69	20,23	71,36	177,08	125,95	452
453	24 331,08	2 027,59	159,16	1 868,43	60,82	20,27	71,49	177,44	126,22	453
454	24 384,79	2 032,06	159,51	1 872,55	60,96	20,32	71,63	177,80	126,49	454
455	24 438,51	2 036,54	159,86	1 876,68	61,09	20,36	71,76	178,16	126,76	455
456	24 492,22	2 041,01	160,21	1 880,80	61,23	20,41	71,90	178,52	127,03	456
457	24 545,93	2 045,49	160,57	1 884,92	61,36	20,45	72,03	178,87	127,29	457
458	24 599,64	2 049,97	160,92	1 889,05	61,49	20,49	72,16	179,23	127,56	458
459	24 653,35	2 054,44	161,27	1 893,17	61,63	20,54	72,30	179,59	127,83	459
460	24 707,06	2 058,92	161,62	1 897,30	61,76	20,58	72,43	179,95	128,10	460
461	24 760,77	2 063,39	161,97	1 901,42	61,90	20,63	72,57	180,31	128,37	461
462	24 814,48	2 067,87	162,32	1 905,55	62,03	20,67	72,70	180,66	128,64	462
463	24 868,19	2 072,34	162,67	1 909,67	62,17	20,72	72,84	181,02	128,91	463
464	24 921,90	2 076,82	163,03	1 913,79	62,30	20,76	72,97	181,38	129,17	464
465	24 975,62	2 081,30	163,38	1 917,92	62,43	20,81	73,10	181,74	129,44	465
466	25 029,33	2 085,77	163,73	1 922,04	62,57	20,85	73,24	182,10	129,71	466
467	25 083,04	2 090,25	164,08	1 926,17	62,70	20,90	73,37	182,46	129,98	467
468	25 136,75	2 094,72	164,43	1 930,29	62,84	20,94	73,51	182,81	130,25	468
469	25 190,46	2 099,20	164,78	1 934,42	62,97	20,99	73,64	183,17	130,52	469
470	25 244,17	2 103,68	165,13	1 938,55	63,11	21,03	73,78	183,53	130,79	470
471	25 297,88	2 108,15	165,48	1 942,67	63,24	21,08	73,91	183,89	131,05	471
472	25 351,59	2 112,63	165,84	1 946,79	63,37	21,12	74,04	184,25	131,32	472
473	25 405,30	2 117,10	166,19	1 950,91	63,51	21,17	74,18	184,60	131,59	473
474	25 459,01	2 121,58	166,54	1 955,04	63,64	21,21	74,31	184,96	131,86	474
475	25 512,73	2 126,06	166,89	1 959,17	63,78	21,26	74,45	185,32	132,13	475
476	25 566,44	2 130,53	167,24	1 963,29	63,91	21,30	74,58	185,68	132,40	476
477	25 620,15	2 135,01	167,59	1 967,42	64,05	21,35	74,72	186,04	132,67	477
478	25 673,86	2 139,48	167,94	1 971,54	64,18	21,39	74,85	186,39	132,93	478
479	25 727,57	2 143,96	168,30	1 975,66	64,31	21,43	74,98	186,75	133,20	479
480	25 781,28	2 148,44	168,65	1 979,79	64,45	21,48	75,12	187,11	133,47	480
481	25 834,99	2 152,91	169,00	1 983,91	64,58	21,52	75,25	187,47	133,74	481
482	25 888,70	2 157,39	169,35	1 988,04	64,72	21,57	75,39	187,83	134,01	482
483	25 942,41	2 161,86	169,70	1 992,16	64,85	21,61	75,52	188,18	134,28	483
484	25 996,12	2 166,34	170,05	1 996,29	64,99	21,66	75,66	188,54	134,55	484

INDICE majoré	TRAITEMENTS BRUTS soumis à retenue		RETENUES MENSUELLES	TRAITEMENTS nets mensuels	INDEMNITÉ de résidence		SUPPLÉMENT familial de traitement			INDICE majoré
	Annuels	Mensuels	Pensions 7,85 %		Taux mensuels		Taux mensuels			
					1 ^{re} zone 3 %	2 ^e zone 1 %	Un enfant : 2,29 €			
							2 enfants	3 enfants	Par enfant en plus	
€	€	€	€	€	€	€	€	€	€	
485	26 049,84	2 170,82	170,40	2 000,42	65,12	21,70	75,79	188,90	134,81	485
486	26 103,55	2 175,29	170,76	2 004,53	65,25	21,75	75,92	189,26	135,08	486
487	26 157,26	2 179,77	171,11	2 008,66	65,39	21,79	76,06	189,62	135,35	487
488	26 210,97	2 184,24	171,46	2 012,78	65,52	21,84	76,19	189,97	135,62	488
489	26 264,68	2 188,72	171,81	2 016,91	65,66	21,88	76,33	190,33	135,89	489
490	26 318,39	2 193,19	172,16	2 021,03	65,79	21,93	76,46	190,69	136,16	490
491	26 372,10	2 197,67	172,51	2 025,16	65,93	21,97	76,60	191,05	136,43	491
492	26 425,81	2 202,15	172,86	2 029,29	66,06	22,02	76,73	191,41	136,69	492
493	26 479,52	2 206,62	173,21	2 033,41	66,19	22,06	76,86	191,76	136,96	493
494	26 533,23	2 211,10	173,57	2 037,53	66,33	22,11	77,00	192,12	137,23	494
495	26 586,95	2 215,57	173,92	2 041,65	66,46	22,15	77,13	192,48	137,50	495
496	26 640,66	2 220,05	174,27	2 045,78	66,60	22,20	77,27	192,84	137,77	496
497	26 694,37	2 224,53	174,62	2 049,91	66,73	22,24	77,40	193,20	138,04	497
498	26 748,08	2 229,00	174,97	2 054,03	66,87	22,29	77,54	193,56	138,31	498
499	26 801,79	2 233,48	175,32	2 058,16	67,00	22,33	77,67	193,91	138,57	499
500	26 855,50	2 237,95	175,67	2 062,28	67,13	22,37	77,80	194,27	138,84	500
501	26 909,21	2 242,43	176,03	2 066,40	67,27	22,42	77,94	194,63	139,11	501
502	26 962,92	2 246,91	176,38	2 070,53	67,40	22,46	78,07	194,99	139,38	502
503	27 016,63	2 251,38	176,73	2 074,65	67,54	22,51	78,21	195,35	139,65	503
504	27 070,34	2 255,86	177,08	2 078,78	67,67	22,55	78,34	195,70	139,92	504
505	27 124,06	2 260,33	177,43	2 082,90	67,80	22,60	78,47	196,06	140,18	505
506	27 177,77	2 264,81	177,78	2 087,03	67,94	22,64	78,61	196,42	140,45	506
507	27 231,48	2 269,29	178,13	2 091,16	68,07	22,69	78,74	196,78	140,72	507
508	27 285,19	2 273,76	178,49	2 095,27	68,21	22,73	78,88	197,14	140,99	508
509	27 338,90	2 278,24	178,84	2 099,40	68,34	22,78	79,01	197,49	141,26	509
510	27 392,61	2 282,71	179,19	2 103,52	68,48	22,82	79,15	197,85	141,53	510
511	27 446,32	2 287,19	179,54	2 107,65	68,61	22,87	79,28	198,21	141,80	511
512	27 500,03	2 291,66	179,89	2 111,77	68,74	22,91	79,41	198,57	142,06	512
513	27 553,74	2 296,14	180,24	2 115,90	68,88	22,96	79,55	198,93	142,33	513
514	27 607,45	2 300,62	180,59	2 120,03	69,01	23,00	79,68	199,28	142,60	514
515	27 661,17	2 305,09	180,94	2 124,15	69,15	23,05	79,82	199,64	142,87	515
516	27 714,88	2 309,57	181,30	2 128,27	69,28	23,09	79,95	200,00	143,14	516
517	27 768,59	2 314,04	181,65	2 132,39	69,42	23,14	80,09	200,36	143,41	517
518	27 822,30	2 318,52	182,00	2 136,52	69,55	23,18	80,22	200,72	143,68	518
519	27 876,01	2 323,00	182,35	2 140,65	69,69	23,23	80,36	201,08	143,95	519
520	27 929,72	2 327,47	182,70	2 144,77	69,82	23,27	80,49	201,43	144,21	520
521	27 983,43	2 331,95	183,05	2 148,90	69,95	23,31	80,62	201,79	144,48	521
522	28 037,14	2 336,42	183,40	2 153,02	70,09	23,36	80,76	202,15	144,75	522
523	28 090,85	2 340,90	183,76	2 157,14	70,22	23,40	80,89	202,51	145,02	523
524	28 144,56	2 345,38	184,11	2 161,27	70,36	23,45	81,03	202,87	145,29	524
525	28 198,28	2 349,85	184,46	2 165,39	70,49	23,49	81,16	203,22	145,56	525
526	28 251,99	2 354,33	184,81	2 169,52	70,62	23,54	81,29	203,58	145,82	526
527	28 305,70	2 358,80	185,16	2 173,64	70,76	23,58	81,43	203,94	146,09	527
528	28 359,41	2 363,28	185,51	2 177,77	70,89	23,63	81,56	204,30	146,36	528
529	28 413,12	2 367,76	185,86	2 181,90	71,03	23,67	81,70	204,66	146,63	529
530	28 466,83	2 372,23	186,22	2 186,01	71,16	23,72	81,83	205,01	146,90	530
531	28 520,54	2 376,71	186,57	2 190,14	71,30	23,76	81,97	205,37	147,17	531
532	28 574,25	2 381,18	186,92	2 194,26	71,43	23,81	82,10	205,73	147,44	532
533	28 627,96	2 385,66	187,27	2 198,39	71,56	23,85	82,23	206,09	147,70	533
534	28 681,67	2 390,13	187,62	2 202,51	71,70	23,90	82,37	206,45	147,97	534
535	28 735,39	2 394,61	187,97	2 206,64	71,83	23,94	82,50	206,80	148,24	535
536	28 789,10	2 399,09	188,32	2 210,77	71,97	23,99	82,64	207,16	148,51	536
537	28 842,81	2 403,56	188,67	2 214,89	72,10	24,03	82,77	207,52	148,78	537

INDICE majoré	TRAITEMENTS BRUTS soumis à retenue		RETENUES MENSUELLES	TRAITEMENTS nets mensuels	INDEMNITÉ de résidence		SUPPLÉMENT familial de traitement			INDICE majoré
	Annuels	Mensuels	Pensions 7,85 %		Taux mensuels		Taux mensuels			
					1 ^{re} zone 3 %	2 ^e zone 1 %	Un enfant : 2,29 €			
							2 enfants	3 enfants	Par enfant en plus	
	€	€	€	€	€	€	€	€	€	
538	28 896,52	2 408,04	189,03	2 219,01	72,24	24,08	82,91	207,88	149,05	538
539	28 950,23	2 412,51	189,38	2 223,13	72,37	24,12	83,04	208,24	149,32	539
540	29 003,94	2 416,99	189,73	2 227,26	72,50	24,16	83,17	208,59	149,58	540
541	29 057,65	2 421,47	190,08	2 231,39	72,64	24,21	83,31	208,95	149,85	541
542	29 111,36	2 425,94	190,43	2 235,51	72,77	24,25	83,44	209,31	150,12	542
543	29 165,07	2 430,42	190,78	2 239,64	72,91	24,30	83,58	209,67	150,39	543
544	29 218,78	2 434,89	191,13	2 243,76	73,04	24,34	83,71	210,03	150,66	544
545	29 272,50	2 439,37	191,49	2 247,88	73,18	24,39	83,85	210,38	150,93	545
546	29 326,21	2 443,85	191,84	2 252,01	73,31	24,43	83,98	210,74	151,20	546
547	29 379,92	2 448,32	192,19	2 256,13	73,44	24,48	84,11	211,10	151,46	547
548	29 433,63	2 452,80	192,54	2 260,26	73,58	24,52	84,25	211,46	151,73	548
549	29 487,34	2 457,27	192,89	2 264,38	73,71	24,57	84,38	211,82	152,00	549
550	29 541,05	2 461,75	193,24	2 268,51	73,85	24,61	84,52	212,18	152,27	550
551	29 594,76	2 466,23	193,59	2 272,64	73,98	24,66	84,65	212,53	152,54	551
552	29 648,47	2 470,70	193,94	2 276,76	74,12	24,70	84,79	212,89	152,81	552
553	29 702,18	2 475,18	194,30	2 280,88	74,25	24,75	84,92	213,25	153,08	553
554	29 755,89	2 479,65	194,65	2 285,00	74,38	24,79	85,05	213,61	153,34	554
555	29 809,61	2 484,13	195,00	2 289,13	74,52	24,84	85,19	213,97	153,61	555
556	29 863,32	2 488,61	195,35	2 293,26	74,65	24,88	85,32	214,32	153,88	556
557	29 917,03	2 493,08	195,70	2 297,38	74,79	24,93	85,46	214,68	154,15	557
558	29 970,74	2 497,56	196,05	2 301,51	74,92	24,97	85,59	215,04	154,42	558
559	30 024,45	2 502,03	196,40	2 305,63	75,06	25,02	85,73	215,40	154,69	559
560	30 078,16	2 506,51	196,76	2 309,75	75,19	25,06	85,86	215,76	154,96	560
561	30 131,87	2 510,98	197,11	2 313,87	75,32	25,10	85,99	216,11	155,22	561
562	30 185,58	2 515,46	197,46	2 318,00	75,46	25,15	86,13	216,47	155,49	562
563	30 239,29	2 519,94	197,81	2 322,13	75,59	25,19	86,26	216,83	155,76	563
564	30 293,00	2 524,41	198,16	2 326,25	75,73	25,24	86,40	217,19	156,03	564
565	30 346,72	2 528,89	198,51	2 330,38	75,86	25,28	86,53	217,55	156,30	565
566	30 400,43	2 533,36	198,86	2 334,50	76,00	25,33	86,67	217,90	156,57	566
567	30 454,14	2 537,84	199,22	2 338,62	76,13	25,37	86,80	218,26	156,84	567
568	30 507,85	2 542,32	199,57	2 342,75	76,26	25,42	86,93	218,62	157,10	568
569	30 561,56	2 546,79	199,92	2 346,87	76,40	25,46	87,07	218,98	157,37	569
570	30 615,27	2 551,27	200,27	2 351,00	76,53	25,51	87,20	219,34	157,64	570
571	30 668,98	2 555,74	200,62	2 355,12	76,67	25,55	87,34	219,69	157,91	571
572	30 722,69	2 560,22	200,97	2 359,25	76,80	25,60	87,47	220,05	158,18	572
573	30 776,40	2 564,70	201,32	2 363,38	76,94	25,64	87,61	220,41	158,45	573
574	30 830,11	2 569,17	201,67	2 367,50	77,07	25,69	87,74	220,77	158,72	574
575	30 883,83	2 573,65	202,03	2 371,62	77,20	25,73	87,87	221,13	158,98	575
576	30 937,54	2 578,12	202,38	2 375,74	77,34	25,78	88,01	221,48	159,25	576
577	30 991,25	2 582,60	202,73	2 379,87	77,47	25,82	88,14	221,84	159,52	577
578	31 044,96	2 587,08	203,08	2 384,00	77,61	25,87	88,28	222,20	159,79	578
579	31 098,67	2 591,55	203,43	2 388,12	77,74	25,91	88,41	222,56	160,06	579
580	31 152,38	2 596,03	203,78	2 392,25	77,88	25,96	88,55	222,92	160,33	580
581	31 206,09	2 600,50	204,13	2 396,37	78,01	26,00	88,68	223,28	160,60	581
582	31 259,80	2 604,98	204,49	2 400,49	78,14	26,04	88,81	223,63	160,86	582
583	31 313,51	2 609,45	204,84	2 404,61	78,28	26,09	88,95	223,99	161,13	583
584	31 367,22	2 613,93	205,19	2 408,74	78,41	26,13	89,08	224,35	161,40	584
585	31 420,94	2 618,41	205,54	2 412,87	78,55	26,18	89,22	224,71	161,67	585
586	31 474,65	2 622,88	205,89	2 416,99	78,68	26,22	89,35	225,07	161,94	586
587	31 528,36	2 627,36	206,24	2 421,12	78,82	26,27	89,49	225,42	162,21	587
588	31 582,07	2 631,83	206,59	2 425,24	78,95	26,31	89,62	225,78	162,47	588
589	31 635,78	2 636,31	206,95	2 429,36	79,08	26,36	89,75	226,14	162,74	589
590	31 689,49	2 640,79	207,30	2 433,49	79,22	26,40	89,89	226,50	163,01	590

INDICE majoré	TRAITEMENTS BRUTS soumis à retenue		RETENUES MENSUELLES	TRAITEMENTS nets mensuels	INDEMNITÉ de résidence		SUPPLÉMENT familial de traitement			INDICE majoré
	Annuels	Mensuels	Pensions 7,85 %		Taux mensuels		Taux mensuels			
					1 ^{re} zone 3 %	2 ^e zone 1 %	Un enfant : 2,29 €			
							2 enfants	3 enfants	Par enfant en plus	
€	€	€	€	€	€	€	€	€	€	
591	31 743,20	2 645,26	207,65	2 437,61	79,35	26,45	90,02	226,86	163,28	591
592	31 796,91	2 649,74	208,00	2 441,74	79,49	26,49	90,16	227,21	163,55	592
593	31 850,62	2 654,21	208,35	2 445,86	79,62	26,54	90,29	227,57	163,82	593
594	31 904,33	2 658,69	208,70	2 449,99	79,76	26,58	90,43	227,93	164,09	594
595	31 958,05	2 663,17	209,05	2 454,12	79,89	26,63	90,56	228,29	164,36	595
596	32 011,76	2 667,64	209,40	2 458,24	80,02	26,67	90,69	228,65	164,62	596
597	32 065,47	2 672,12	209,76	2 462,36	80,16	26,72	90,83	229,00	164,89	597
598	32 119,18	2 676,59	210,11	2 466,48	80,29	26,76	90,96	229,36	165,16	598
599	32 172,89	2 681,07	210,46	2 470,61	80,43	26,81	91,10	229,72	165,43	599
600	32 226,60	2 685,55	210,81	2 474,74	80,56	26,85	91,23	230,08	165,70	600
601	32 280,31	2 690,02	211,16	2 478,86	80,70	26,90	91,37	230,44	165,97	601
602	32 334,02	2 694,50	211,51	2 482,99	80,83	26,94	91,50	230,80	166,24	602
603	32 387,73	2 698,97	211,86	2 487,11	80,96	26,98	91,63	231,15	166,50	603
604	32 441,44	2 703,45	212,22	2 491,23	81,10	27,03	91,77	231,51	166,77	604
605	32 495,16	2 707,93	212,57	2 495,36	81,23	27,07	91,90	231,87	167,04	605
606	32 548,87	2 712,40	212,92	2 499,48	81,37	27,12	92,04	232,23	167,31	606
607	32 602,58	2 716,88	213,27	2 503,61	81,50	27,16	92,17	232,59	167,58	607
608	32 656,29	2 721,35	213,62	2 507,73	81,64	27,21	92,31	232,94	167,85	608
609	32 710,00	2 725,83	213,97	2 511,86	81,77	27,25	92,44	233,30	168,11	609
610	32 763,71	2 730,30	214,32	2 515,98	81,90	27,30	92,57	233,66	168,38	610
611	32 817,42	2 734,78	214,68	2 520,10	82,04	27,34	92,71	234,02	168,65	611
612	32 871,13	2 739,26	215,03	2 524,23	82,17	27,39	92,84	234,38	168,92	612
613	32 924,84	2 743,73	215,38	2 528,35	82,31	27,43	92,98	234,73	169,19	613
614	32 978,55	2 748,21	215,73	2 532,48	82,44	27,48	93,11	235,09	169,46	614
615	33 032,27	2 752,68	216,08	2 536,60	82,58	27,52	93,25	235,45	169,73	615
616	33 085,98	2 757,16	216,43	2 540,73	82,71	27,57	93,38	235,81	169,99	616
617	33 139,69	2 761,64	216,78	2 544,86	82,84	27,61	93,51	236,17	170,26	617
618	33 193,40	2 766,11	217,13	2 548,98	82,98	27,66	93,65	236,52	170,53	618
619	33 247,11	2 770,59	217,49	2 553,10	83,11	27,70	93,78	236,88	170,80	619
620	33 300,82	2 775,06	217,84	2 557,22	83,25	27,75	93,92	237,24	171,07	620
621	33 354,53	2 779,54	218,19	2 561,35	83,38	27,79	94,05	237,60	171,34	621
622	33 408,24	2 784,02	218,54	2 565,48	83,52	27,84	94,19	237,96	171,61	622
623	33 461,95	2 788,49	218,89	2 569,60	83,65	27,88	94,32	238,31	171,87	623
624	33 515,66	2 792,97	219,24	2 573,73	83,78	27,92	94,45	238,67	172,14	624
625	33 569,38	2 797,44	219,59	2 577,85	83,92	27,97	94,59	239,03	172,41	625
626	33 623,09	2 801,92	219,95	2 581,97	84,05	28,01	94,72	239,39	172,68	626
627	33 676,80	2 806,40	220,30	2 586,10	84,19	28,06	94,86	239,75	172,95	627
628	33 730,51	2 810,87	220,65	2 590,22	84,32	28,10	94,99	240,10	173,22	628
629	33 784,22	2 815,35	221,00	2 594,35	84,46	28,15	95,13	240,46	173,49	629
630	33 837,93	2 819,82	221,35	2 598,47	84,59	28,19	95,26	240,82	173,75	630
631	33 891,64	2 824,30	221,70	2 602,60	84,72	28,24	95,39	241,18	174,02	631
632	33 945,35	2 828,77	222,05	2 606,72	84,86	28,28	95,53	241,54	174,29	632
633	33 999,06	2 833,25	222,41	2 610,84	84,99	28,33	95,66	241,90	174,56	633
634	34 052,77	2 837,73	222,76	2 614,97	85,13	28,37	95,80	242,25	174,83	634
635	34 106,49	2 842,20	223,11	2 619,09	85,26	28,42	95,93	242,61	175,10	635
636	34 160,20	2 846,68	223,46	2 623,22	85,40	28,46	96,07	242,97	175,37	636
637	34 213,91	2 851,15	223,81	2 627,34	85,53	28,51	96,20	243,33	175,63	637
638	34 267,62	2 855,63	224,16	2 631,47	85,66	28,55	96,33	243,69	175,90	638
639	34 321,33	2 860,11	224,51	2 635,60	85,80	28,60	96,47	244,04	176,17	639
640	34 375,04	2 864,58	224,86	2 639,72	85,93	28,64	96,60	244,40	176,44	640
641	34 428,75	2 869,06	225,22	2 643,84	86,07	28,69	96,74	244,76	176,71	641
642	34 482,46	2 873,53	225,57	2 647,96	86,20	28,73	96,87	245,12	176,98	642
643	34 536,17	2 878,01	225,92	2 652,09	86,34	28,78	97,01	245,48	177,25	643

INDICE majoré	TRAITEMENTS BRUTS soumis à retenue		RETENUES MENSUELLES	TRAITEMENTS nets mensuels	INDEMNITÉ de résidence		SUPPLÉMENT familial de traitement			INDICE majoré
	Annuels	Mensuels	Pensions 7,85 %		Taux mensuels		Taux mensuels			
					1 ^{re} zone 3 %	2 ^e zone 1 %	Un enfant : 2,29 €			
							2 enfants	3 enfants	Par enfant en plus	
€	€	€	€	€	€	€	€	€		
644	34 589,88	2 882,49	226,27	2 656,22	86,47	28,82	97,14	245,83	177,51	644
645	34 643,60	2 886,96	226,62	2 660,34	86,60	28,86	97,27	246,19	177,78	645
646	34 697,31	2 891,44	226,97	2 664,47	86,74	28,91	97,41	246,55	178,05	646
647	34 751,02	2 895,91	227,32	2 668,59	86,87	28,95	97,54	246,91	178,32	647
648	34 804,73	2 900,39	227,68	2 672,71	87,01	29,00	97,68	247,27	178,59	648
649	34 858,44	2 904,87	228,03	2 676,84	87,14	29,04	97,81	247,62	178,86	649
650	34 912,15	2 909,34	228,38	2 680,96	87,28	29,09	97,95	247,98	179,13	650
651	34 965,86	2 913,82	228,73	2 685,09	87,41	29,13	98,08	248,34	179,39	651
652	35 019,57	2 918,29	229,08	2 689,21	87,54	29,18	98,21	248,70	179,66	652
653	35 073,28	2 922,77	229,43	2 693,34	87,68	29,22	98,35	249,06	179,93	653
654	35 126,99	2 927,24	229,78	2 697,46	87,81	29,27	98,48	249,41	180,20	654
655	35 180,71	2 931,72	230,14	2 701,58	87,95	29,31	98,62	249,77	180,47	655
656	35 234,42	2 936,20	230,49	2 705,71	88,08	29,36	98,75	250,13	180,74	656
657	35 288,13	2 940,67	230,84	2 709,83	88,22	29,40	98,89	250,49	181,01	657
658	35 341,84	2 945,15	231,19	2 713,96	88,35	29,45	99,02	250,85	181,27	658
659	35 395,55	2 949,62	231,54	2 718,08	88,48	29,49	99,15	251,20	181,54	659
660	35 449,26	2 954,10	231,89	2 722,21	88,62	29,54	99,29	251,56	181,81	660
661	35 502,97	2 958,58	232,24	2 726,34	88,75	29,58	99,42	251,92	182,08	661
662	35 556,68	2 963,05	232,59	2 730,46	88,89	29,63	99,56	252,28	182,35	662
663	35 610,39	2 967,53	232,95	2 734,58	89,02	29,67	99,69	252,64	182,62	663
664	35 664,10	2 972,00	233,30	2 738,70	89,16	29,72	99,83	253,00	182,89	664
665	35 717,82	2 976,48	233,65	2 742,83	89,29	29,76	99,96	253,35	183,15	665
666	35 771,53	2 980,96	234,00	2 746,96	89,42	29,80	100,09	253,71	183,42	666
667	35 825,24	2 985,43	234,35	2 751,08	89,56	29,85	100,23	254,07	183,69	667
668	35 878,95	2 989,91	234,70	2 755,21	89,69	29,89	100,36	254,43	183,96	668
669	35 932,66	2 994,38	235,05	2 759,33	89,83	29,94	100,50	254,79	184,23	669
670	35 986,37	2 998,86	235,41	2 763,45	89,96	29,98	100,63	255,14	184,50	670
671	36 040,08	3 003,34	235,76	2 767,58	90,10	30,03	100,77	255,50	184,77	671
672	36 093,79	3 007,81	236,11	2 771,70	90,23	30,07	100,90	255,86	185,03	672
673	36 147,50	3 012,29	236,46	2 775,83	90,36	30,12	101,03	256,22	185,30	673
674	36 201,21	3 016,76	236,81	2 779,95	90,50	30,16	101,17	256,58	185,57	674
675	36 254,93	3 021,24	237,16	2 784,08	90,63	30,21	101,30	256,93	185,84	675
676	36 308,64	3 025,72	237,51	2 788,21	90,77	30,25	101,44	257,29	186,11	676
677	36 362,35	3 030,19	237,86	2 792,33	90,90	30,30	101,57	257,65	186,38	677
678	36 416,06	3 034,67	238,22	2 796,45	91,04	30,34	101,71	258,01	186,65	678
679	36 469,77	3 039,14	238,57	2 800,57	91,17	30,39	101,84	258,37	186,91	679
680	36 523,48	3 043,62	238,92	2 804,70	91,30	30,43	101,97	258,72	187,18	680
681	36 577,19	3 048,09	239,27	2 808,82	91,44	30,48	102,11	259,08	187,45	681
682	36 630,90	3 052,57	239,62	2 812,95	91,57	30,52	102,24	259,44	187,72	682
683	36 684,61	3 057,05	239,97	2 817,08	91,71	30,57	102,38	259,80	187,99	683
684	36 738,32	3 061,52	240,32	2 821,20	91,84	30,61	102,51	260,16	188,26	684
685	36 792,04	3 066,00	240,68	2 825,32	91,98	30,66	102,65	260,52	188,53	685
686	36 845,75	3 070,47	241,03	2 829,44	92,11	30,70	102,78	260,87	188,79	686
687	36 899,46	3 074,95	241,38	2 833,57	92,24	30,74	102,91	261,23	189,06	687
688	36 953,17	3 079,43	241,73	2 837,70	92,38	30,79	103,05	261,59	189,33	688
689	37 006,88	3 083,90	242,08	2 841,82	92,51	30,83	103,18	261,95	189,60	689
690	37 060,59	3 088,38	242,43	2 845,95	92,65	30,88	103,32	262,31	189,87	690
691	37 114,30	3 092,85	242,78	2 850,07	92,78	30,92	103,45	262,66	190,14	691
692	37 168,01	3 097,33	243,14	2 854,19	92,91	30,97	103,58	263,02	190,40	692
693	37 221,72	3 101,81	243,49	2 858,32	93,05	31,01	103,72	263,38	190,67	693
694	37 275,43	3 106,28	243,84	2 862,44	93,18	31,06	103,85	263,74	190,94	694
695	37 329,15	3 110,76	244,19	2 866,57	93,32	31,10	103,99	264,10	191,21	695
696	37 382,86	3 115,23	244,54	2 870,69	93,45	31,15	104,12	264,45	191,48	696

INDICE majoré	TRAITEMENTS BRUTS soumis à retenue		RETENUES MENSUELLES	TRAITEMENTS nets mensuels	INDEMNITÉ de résidence		SUPPLÉMENT familial de traitement			INDICE majoré
	Annuels	Mensuels	Pensions 7,85 %		Taux mensuels		Taux mensuels			
					1 ^{re} zone 3 %	2 ^e zone 1 %	Un enfant : 2,29 €			
							2 enfants	3 enfants	Par enfant en plus	
€	€	€	€	€	€	€	€	€	€	
697	37 436,57	3 119,71	244,89	2 874,82	93,59	31,19	104,26	264,81	191,75	697
698	37 490,28	3 124,19	245,24	2 878,95	93,72	31,24	104,39	265,17	192,02	698
699	37 543,99	3 128,66	245,59	2 883,07	93,85	31,28	104,52	265,53	192,28	699
700	37 597,70	3 133,14	245,95	2 887,19	93,99	31,33	104,66	265,89	192,55	700
701	37 651,41	3 137,61	246,30	2 891,31	94,12	31,37	104,79	266,24	192,82	701
702	37 705,12	3 142,09	246,65	2 895,44	94,26	31,42	104,93	266,60	193,09	702
703	37 758,83	3 146,56	247,00	2 899,56	94,39	31,46	105,06	266,96	193,36	703
704	37 812,54	3 151,04	247,35	2 903,69	94,53	31,51	105,20	267,32	193,63	704
705	37 866,26	3 155,52	247,70	2 907,82	94,66	31,55	105,33	267,68	193,90	705
706	37 919,97	3 159,99	248,05	2 911,94	94,79	31,59	105,46	268,03	194,16	706
707	37 973,68	3 164,47	248,41	2 916,06	94,93	31,64	105,60	268,39	194,43	707
708	38 027,39	3 168,94	248,76	2 920,18	95,06	31,68	105,73	268,75	194,70	708
709	38 081,10	3 173,42	249,11	2 924,31	95,20	31,73	105,87	269,11	194,97	709
710	38 134,81	3 177,90	249,46	2 928,44	95,33	31,77	106,00	269,47	195,24	710
711	38 188,52	3 182,37	249,81	2 932,56	95,47	31,82	106,14	269,82	195,51	711
712	38 242,23	3 186,85	250,16	2 936,69	95,60	31,86	106,27	270,18	195,78	712
713	38 295,94	3 191,32	250,51	2 940,81	95,73	31,91	106,40	270,54	196,04	713
714	38 349,65	3 195,80	250,87	2 944,93	95,87	31,95	106,54	270,90	196,31	714
715	38 403,37	3 200,28	251,22	2 949,06	96,00	32,00	106,67	271,26	196,58	715
716	38 457,08	3 204,75	251,57	2 953,18	96,14	32,04	106,81	271,62	196,85	716
717	38 510,79	3 209,23	251,92	2 957,31	96,27	32,09	106,81	271,62	196,85	717
718	38 564,50	3 213,70	252,27	2 961,43	96,41	32,13	106,81	271,62	196,85	718
719	38 618,21	3 218,18	252,62	2 965,56	96,54	32,18	106,81	271,62	196,85	719
720	38 671,92	3 222,66	252,97	2 969,69	96,67	32,22	106,81	271,62	196,85	720
721	38 725,63	3 227,13	253,32	2 973,81	96,81	32,27	106,81	271,62	196,85	721
722	38 779,34	3 231,61	253,68	2 977,93	96,94	32,31	106,81	271,62	196,85	722
723	38 833,05	3 236,08	254,03	2 982,05	97,08	32,36	106,81	271,62	196,85	723
724	38 886,76	3 240,56	254,38	2 986,18	97,21	32,40	106,81	271,62	196,85	724
725	38 940,48	3 245,04	254,73	2 990,31	97,35	32,45	106,81	271,62	196,85	725
726	38 994,19	3 249,51	255,08	2 994,43	97,48	32,49	106,81	271,62	196,85	726
727	39 047,90	3 253,99	255,43	2 998,56	97,61	32,53	106,81	271,62	196,85	727
728	39 101,61	3 258,46	255,78	3 002,68	97,75	32,58	106,81	271,62	196,85	728
729	39 155,32	3 262,94	256,14	3 006,80	97,88	32,62	106,81	271,62	196,85	729
730	39 209,03	3 267,41	256,49	3 010,92	98,02	32,67	106,81	271,62	196,85	730
731	39 262,74	3 271,89	256,84	3 015,05	98,15	32,71	106,81	271,62	196,85	731
732	39 316,45	3 276,37	257,19	3 019,18	98,29	32,76	106,81	271,62	196,85	732
733	39 370,16	3 280,84	257,54	3 023,30	98,42	32,80	106,81	271,62	196,85	733
734	39 423,87	3 285,32	257,89	3 027,43	98,55	32,85	106,81	271,62	196,85	734
735	39 477,59	3 289,79	258,24	3 031,55	98,69	32,89	106,81	271,62	196,85	735
736	39 531,30	3 294,27	258,60	3 035,67	98,82	32,94	106,81	271,62	196,85	736
737	39 585,01	3 298,75	258,95	3 039,80	98,96	32,98	106,81	271,62	196,85	737
738	39 638,72	3 303,22	259,30	3 043,92	99,09	33,03	106,81	271,62	196,85	738
739	39 692,43	3 307,70	259,65	3 048,05	99,23	33,07	106,81	271,62	196,85	739
740	39 746,14	3 312,17	260,00	3 052,17	99,36	33,12	106,81	271,62	196,85	740
741	39 799,85	3 316,65	260,35	3 056,30	99,49	33,16	106,81	271,62	196,85	741
742	39 853,56	3 321,13	260,70	3 060,43	99,63	33,21	106,81	271,62	196,85	742
743	39 907,27	3 325,60	261,05	3 064,55	99,76	33,25	106,81	271,62	196,85	743
744	39 960,98	3 330,08	261,41	3 068,67	99,90	33,30	106,81	271,62	196,85	744
745	40 014,70	3 334,55	261,76	3 072,79	100,03	33,34	106,81	271,62	196,85	745
746	40 068,41	3 339,03	262,11	3 076,92	100,17	33,39	106,81	271,62	196,85	746
747	40 122,12	3 343,51	262,46	3 081,05	100,30	33,43	106,81	271,62	196,85	747
748	40 175,83	3 347,98	262,81	3 085,17	100,43	33,47	106,81	271,62	196,85	748
749	40 229,54	3 352,46	263,16	3 089,30	100,57	33,52	106,81	271,62	196,85	749

INDICE majoré	TRAITEMENTS BRUTS soumis à retenue		RETENUES MENSUELLES	TRAITEMENTS nets mensuels	INDEMNITÉ de résidence		SUPPLÉMENT familial de traitement			INDICE majoré
	Annuels	Mensuels	Pensions 7,85 %		Taux mensuels		Taux mensuels			
					1 ^{re} zone 3 %	2 ^e zone 1 %	Un enfant : 2,29 €			
							2 enfants	3 enfants	Par enfant en plus	
€	€	€	€	€	€	€	€	€		
750	40 283,25	3 356,93	263,51	3 093,42	100,70	33,56	106,81	271,62	196,85	750
751	40 336,96	3 361,41	263,87	3 097,54	100,84	33,61	106,81	271,62	196,85	751
752	40 390,67	3 365,88	264,22	3 101,66	100,97	33,65	106,81	271,62	196,85	752
753	40 444,38	3 370,36	264,57	3 105,79	101,11	33,70	106,81	271,62	196,85	753
754	40 498,09	3 374,84	264,92	3 109,92	101,24	33,74	106,81	271,62	196,85	754
755	40 551,81	3 379,31	265,27	3 114,04	101,37	33,79	106,81	271,62	196,85	755
756	40 605,52	3 383,79	265,62	3 118,17	101,51	33,83	106,81	271,62	196,85	756
757	40 659,23	3 388,26	265,97	3 122,29	101,64	33,88	106,81	271,62	196,85	757
758	40 712,94	3 392,74	266,33	3 126,41	101,78	33,92	106,81	271,62	196,85	758
759	40 766,65	3 397,22	266,68	3 130,54	101,91	33,97	106,81	271,62	196,85	759
760	40 820,36	3 401,69	267,03	3 134,66	102,05	34,01	106,81	271,62	196,85	760
761	40 874,07	3 406,17	267,38	3 138,79	102,18	34,06	106,81	271,62	196,85	761
762	40 927,78	3 410,64	267,73	3 142,91	102,31	34,10	106,81	271,62	196,85	762
763	40 981,49	3 415,12	268,08	3 147,04	102,45	34,15	106,81	271,62	196,85	763
764	41 035,20	3 419,60	268,43	3 151,17	102,58	34,19	106,81	271,62	196,85	764
765	41 088,92	3 424,07	268,78	3 155,29	102,72	34,24	106,81	271,62	196,85	765
766	41 142,63	3 428,55	269,14	3 159,41	102,85	34,28	106,81	271,62	196,85	766
767	41 196,34	3 433,02	269,49	3 163,53	102,99	34,33	106,81	271,62	196,85	767
768	41 250,05	3 437,50	269,84	3 167,66	103,12	34,37	106,81	271,62	196,85	768
769	41 303,76	3 441,98	270,19	3 171,79	103,25	34,41	106,81	271,62	196,85	769
770	41 357,47	3 446,45	270,54	3 175,91	103,39	34,46	106,81	271,62	196,85	770
771	41 411,18	3 450,93	270,89	3 180,04	103,52	34,50	106,81	271,62	196,85	771
772	41 464,89	3 455,40	271,24	3 184,16	103,66	34,55	106,81	271,62	196,85	772
773	41 518,60	3 459,88	271,60	3 188,28	103,79	34,59	106,81	271,62	196,85	773
774	41 572,31	3 464,35	271,95	3 192,40	103,93	34,64	106,81	271,62	196,85	774
775	41 626,03	3 468,83	272,30	3 196,53	104,06	34,68	106,81	271,62	196,85	775
776	41 679,74	3 473,31	272,65	3 200,66	104,19	34,73	106,81	271,62	196,85	776
777	41 733,45	3 477,78	273,00	3 204,78	104,33	34,77	106,81	271,62	196,85	777
778	41 787,16	3 482,26	273,35	3 208,91	104,46	34,82	106,81	271,62	196,85	778
779	41 840,87	3 486,73	273,70	3 213,03	104,60	34,86	106,81	271,62	196,85	779
780	41 894,58	3 491,21	274,05	3 217,16	104,73	34,91	106,81	271,62	196,85	780
781	41 948,29	3 495,69	274,41	3 221,28	104,87	34,95	106,81	271,62	196,85	781
782	42 002,00	3 500,16	274,76	3 225,40	105,00	35,00	106,81	271,62	196,85	782
783	42 055,71	3 504,64	275,11	3 229,53	105,13	35,04	106,81	271,62	196,85	783
784	42 109,42	3 509,11	275,46	3 233,65	105,27	35,09	106,81	271,62	196,85	784
785	42 163,14	3 513,59	275,81	3 237,78	105,40	35,13	106,81	271,62	196,85	785
786	42 216,85	3 518,07	276,16	3 241,91	105,54	35,18	106,81	271,62	196,85	786
787	42 270,56	3 522,54	276,51	3 246,03	105,67	35,22	106,81	271,62	196,85	787
788	42 324,27	3 527,02	276,87	3 250,15	105,81	35,27	106,81	271,62	196,85	788
789	42 377,98	3 531,49	277,22	3 254,27	105,94	35,31	106,81	271,62	196,85	789
790	42 431,69	3 535,97	277,57	3 258,40	106,07	35,35	106,81	271,62	196,85	790
791	42 485,40	3 540,45	277,92	3 262,53	106,21	35,40	106,81	271,62	196,85	791
792	42 539,11	3 544,92	278,27	3 266,65	106,34	35,44	106,81	271,62	196,85	792
793	42 592,82	3 549,40	278,62	3 270,78	106,48	35,49	106,81	271,62	196,85	793
794	42 646,53	3 553,87	278,97	3 274,90	106,61	35,53	106,81	271,62	196,85	794
795	42 700,25	3 558,35	279,33	3 279,02	106,75	35,58	106,81	271,62	196,85	795
796	42 753,96	3 562,83	279,68	3 283,15	106,88	35,62	106,81	271,62	196,85	796
797	42 807,67	3 567,30	280,03	3 287,27	107,01	35,67	106,81	271,62	196,85	797
798	42 861,38	3 571,78	280,38	3 291,40	107,15	35,71	106,81	271,62	196,85	798
799	42 915,09	3 576,25	280,73	3 295,52	107,28	35,76	106,81	271,62	196,85	799
800	42 968,80	3 580,73	281,08	3 299,65	107,42	35,80	106,81	271,62	196,85	800
801	43 022,51	3 585,20	281,43	3 303,77	107,55	35,85	106,81	271,62	196,85	801
802	43 076,22	3 589,68	281,78	3 307,90	107,69	35,89	106,81	271,62	196,85	802

INDICE majoré	TRAITEMENTS BRUTS soumis à retenue		RETENUES MENSUELLES	TRAITEMENTS nets mensuels	INDEMNITÉ de résidence		SUPPLÉMENT familial de traitement			INDICE majoré
	Annuels	Mensuels	Pensions 7,85 %		Taux mensuels		Taux mensuels			
					1 ^{re} zone 3 %	2 ^e zone 1 %	Un enfant : 2,29 €			
							2 enfants	3 enfants	Par enfant en plus	
	€	€	€	€	€	€	€	€	€	
803	43 129,93	3 594,16	282,14	3 312,02	107,82	35,94	106,81	271,62	196,85	803
804	43 183,64	3 598,63	282,49	3 316,14	107,95	35,98	106,81	271,62	196,85	804
805	43 237,36	3 603,11	282,84	3 320,27	108,09	36,03	106,81	271,62	196,85	805
806	43 291,07	3 607,58	283,19	3 324,39	108,22	36,07	106,81	271,62	196,85	806
807	43 344,78	3 612,06	283,54	3 328,52	108,36	36,12	106,81	271,62	196,85	807
808	43 398,49	3 616,54	283,89	3 332,65	108,49	36,16	106,81	271,62	196,85	808
809	43 452,20	3 621,01	284,24	3 336,77	108,63	36,21	106,81	271,62	196,85	809
810	43 505,91	3 625,49	284,60	3 340,89	108,76	36,25	106,81	271,62	196,85	810
811	43 559,62	3 629,96	284,95	3 345,01	108,89	36,29	106,81	271,62	196,85	811
812	43 613,33	3 634,44	285,30	3 349,14	109,03	36,34	106,81	271,62	196,85	812
813	43 667,04	3 638,92	285,65	3 353,27	109,16	36,38	106,81	271,62	196,85	813
814	43 720,75	3 643,39	286,00	3 357,39	109,30	36,43	106,81	271,62	196,85	814
815	43 774,47	3 647,87	286,35	3 361,52	109,43	36,47	106,81	271,62	196,85	815
816	43 828,18	3 652,34	286,70	3 365,64	109,57	36,52	106,81	271,62	196,85	816
817	43 881,89	3 656,82	287,06	3 369,76	109,70	36,56	106,81	271,62	196,85	817
818	43 935,60	3 661,30	287,41	3 373,89	109,83	36,61	106,81	271,62	196,85	818
819	43 989,31	3 665,77	287,76	3 378,01	109,97	36,65	106,81	271,62	196,85	819
820	44 043,02	3 670,25	288,11	3 382,14	110,10	36,70	106,81	271,62	196,85	820

III. – RÉMUNÉRATION HORS ÉCHELLE

A compter du 1^{er} novembre 2005

(Application de l'article 6 du décret n° 2005-1301 du 20 octobre 2005 portant majoration à compter du 1^{er} novembre 2005 de la rémunération des personnels civils et militaires de l'Etat, des personnels des collectivités territoriales et des personnels des établissements publics d'hospitalisation, modifiant le décret n° 85-1148 du 24 octobre 1985.)

TRAITEMENTS ET SOLDES ANNUELS BRUTS (en euros) soumis à retenue pour pension à compter du 1 ^{er} novembre 2005			
Groupes	Chevrons		
	I	II	III
A	47 265,68	49 145,57	51 669,98
B	51 669,98	53 872,13	56 772,53
B bis	56 772,53	58 276,44	59 834,05
C	59 834,05	61 123,12	62 465,89
D	62 465,89	65 312,58	68 159,26
E	68 159,26	70 844,81	-
F	73 476,65	-	-
G	80 566,50	-	-

Barème des divers éléments constituant la rémunération afférente à chacun des groupes hors échelle applicable au 1^{er} novembre 2005

GROUPES et chevrons	TRAITEMENTS BRUTS soumis à retenue		RETENUES MENSUELLES	TRAITEMENTS nets mensuels	INDEMNITÉ de résidence (1)		SUPPLÉMENT familial de traitement			
	Annuels	Mensuels	Pensions 7,85 %		Taux mensuels		Taux mensuels			
					1 ^{re} zone 3 %	2 ^e zone 1 %	Un enfant : 2,29 €			
						2 enfants	3 enfants	Par enfant en plus		
	€	€	€	€	€	€	€	€	€	€
A1	47 265,68	3 938,80	309,19	3 629,61	118,16	39,38	106,81	271,62	196,85	
A2	49 145,57	4 095,46	321,49	3 773,97	122,86	40,95	106,81	271,62	196,85	
A3	51 669,98	4 305,85	338,00	3 967,83	129,17	43,05	106,81	271,62	196,85	
B1	51 669,98	4 305,83	338,00	3 967,83	129,17	43,05	106,81	271,62	196,85	
B2	53 872,13	4 489,34	352,41	4 136,93	134,68	44,89	106,81	271,62	196,85	
B3	56 772,53	4 731,04	371,38	4 359,66	141,93	47,31	106,81	271,62	196,85	
BB1	56 772,53	4 731,04	371,38	4 359,66	141,93	47,31	106,81	271,62	196,85	
BB2	58 276,44	4 856,37	381,22	4 475,15	145,69	48,56	106,81	271,62	196,85	
BB3	59 834,05	4 986,17	391,41	4 594,76	149,58	49,86	106,81	271,62	196,85	
C1	59 834,05	4 986,17	391,41	4 594,76	149,58	49,86	106,81	271,62	196,85	
C2	61 123,12	5 093,59	399,84	4 693,75	152,80	50,93	106,81	271,62	196,85	
C3	62 465,89	5 205,49	408,63	4 796,86	156,16	52,05	106,81	271,62	196,85	
D1	62 465,89	5 205,49	408,63	4 796,86	156,16	52,05	106,81	271,62	196,85	
D2	66 312,58	5 442,71	427,25	5 015,46	163,28	54,42	106,81	271,62	196,85	
D3	68 159,26	5 679,93	445,87	5 234,06	170,39	56,79	106,81	271,62	196,85	
E1	68 159,26	5 679,93	445,87	5 234,06	170,39	56,79	106,81	271,62	196,85	
E2	70 844,81	5 903,73	463,44	5 440,29	177,11	59,03	106,81	271,62	196,85	
F	73 476,65	6 123,05	480,65	5 642,40	183,69	61,23	106,81	271,62	196,85	
G	80 566,50	6 713,87	527,03	6 186,84	201,41	67,13	106,81	271,62	196,85	

(1) En application du décret n° 83-956 du 2 novembre 1983, le taux de l'indemnité de résidence pour la 3^e zone est égal à zéro.

IV. – RETENUES POUR PENSIONS CIVILES ET MILITAIRES DE RETRAITE

CODE DES PENSIONS CIVILES ET MILITAIRES DE RETRAITE

(Extraits)

LIVRE I^{er}

DISPOSITIONS GÉNÉRALES
RELATIVES AU RÉGIME GÉNÉRAL DES RETRAITES

TITRE I^{er}
GÉNÉRALITÉS

Article L. 1

La pension est une allocation pécuniaire personnelle et viagère accordée aux fonctionnaires civils et militaires et, après leur décès, à leurs ayants cause désignés par la loi, en rémunération des services qu'ils ont accomplis jusqu'à la cessation régulière de leurs fonctions.

Le montant de la pension, qui tient compte du niveau, de la durée et de la nature des services accomplis, garantit en fin de carrière à son bénéficiaire des conditions matérielles d'existence en rapport avec la dignité de sa fonction.

Article L. 2

Ont droit au bénéfice des dispositions du présent code :

1° Les fonctionnaires civils (*Loi n° 91-715 du 26 juillet 1991, art. 6-I*) « auxquels s'appliquent les lois n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires et n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat, relatives aux titres I^{er} et II du statut général des fonctionnaires » ;

2° Les magistrats de l'ordre judiciaire ;

3° Les militaires de tous grades possédant le statut de militaires de carrière ou servant au-delà de la durée légale en vertu d'un contrat (*Loi n° 99-894 du 22 octobre 1999, art. 51*) « et les militaires servant au titre d'un engagement à servir dans la réserve opérationnelle ou au titre de la disponibilité » ;

4° Leurs conjoints survivants et leurs orphelins.

TITRE IX

RETENUES POUR PENSIONS

Article L. 61

Les agents visés à l'article L. 2 supportent une retenue de (*Loi n° 91-73 du 18 janvier 1991, art. 25-I*) « 7,85 % » sur les sommes payées à titre de traitement ou de solde, à l'exclusion d'indemnités de toute nature.

**RÉGIME DE RETRAITE
DES AGENTS DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES**

Ordonnance n° 45-993 du 17 mai 1945 relative aux services publics des départements et des communes et de leurs établissements publics

(Journal officiel du 18 mai 1945)

(Extraits)

TITRE II
RETRAITES

Article 3

Il est créé une caisse nationale des retraites à laquelle pourront être affiliés les agents des départements et des communes et de leurs établissements publics s'ils sont investis d'un emploi

permanent. Cette affiliation sera obligatoire pour les agents déjà tributaires d'un régime particulier de retraites. Un règlement d'administration publique déterminera les modalités d'application du présent article.

Décret n° 47-1846 du 19 septembre 1947 modifié portant règlement d'administration publique pour la constitution de la caisse nationale de retraites prévue à l'article 3 de l'ordonnance n° 45-993 du 17 mai 1945 relative aux services publics des départements et des communes et de leurs établissements publics

(Journal officiel du 20 septembre 1947)

(Extraits)

Article 1^{er}

(Décret n° 84-1157 du 21 décembre 1984, art. 1^{er})

Sont obligatoirement affiliés à la Caisse nationale de retraites créée par l'article 3 de l'ordonnance du 17 mai 1945 susvisée :

1° Les fonctionnaires à temps complet, investis d'un emploi permanent, des communes, des départements, des régions ou de leurs établissements publics, n'ayant pas le caractère industriel et commercial, soumis aux dispositions de la loi du 26 janvier 1984, du livre IX du code de la santé publique ou du décret n° 77-962 du 11 août 1977 susvisés.

L'affiliation prend effet à la date de recrutement des intéressés dans un emploi permanent. Cette affiliation ne devient définitive qu'après titularisation.

2° Les fonctionnaires territoriaux à temps non complet visés à l'article 107 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 précitée.

Leur affiliation prend effet à la date à laquelle ils réunissent les conditions légales et ne peut rétroagir à une date antérieure à la date d'effet de la délibération du conseil mentionnée à l'article 107 de ladite loi.

Article 2

I. – (*Décret n° 92-1078 du 2 octobre 1992, art. 4-I.*) « Les agents visés à l'article 1^{er} sont tenus de supporter une retenue, dont le taux est fixé par décret, sur les sommes » qui sont payées à titre de traitement fixe et de supplément définitif de traitement ainsi que des indemnités accordées à titre de gratification pour travaux supplémentaires, pour cherté de vie, des indemnités de résidence, des prestations familiales de traitement ainsi que des indemnités allouées pour l'exécution de travaux n'entrant pas dans les attributions normales des agents.

II. – (*Décret n° 92-1078 du 2 octobre 1992, art. 4-II.*) « Les sapeurs-pompiers professionnels sont assujettis à une retenue supplémentaire dont le taux est fixé par décret. »

III. – (*Décret n° 91-970 du 23 septembre 1991, art. 1^{er}.*) « Pour les sapeurs-pompiers professionnels, les indices servant au calcul des retenues pour pension sont majorés à compter du 1^{er} janvier 1991.

« Cette majoration résulte de la prise en compte d'une proportion du montant de l'indemnité de feu fixée à deux quinzièmes pour chacune des années 1991 et 1992 et à un quinzième pour chacune des onze années suivantes.

« Les indices résultant de la prise en compte de cette majoration sont récapitulés par un arrêté conjoint du ministre de l'intérieur et du ministre chargé du budget.

« Les bénéficiaires de cette indemnité sont assujettis à une cotisation supplémentaire dont le taux est fixé par décret. »

IV. – (*Décret n° 92-586 du 30 juin 1992, art. 3.*) « Les fonctionnaires bénéficiaires de la nouvelle bonification indiciaire prévue à l'article 27 de la loi n° 91-73 du 18 janvier 1991 sont assujettis sur cette bonification à une cotisation dont le taux est fixé par décret. »

**LOI n° 91-73 du 18 janvier 1991 portant dispositions
relatives à la santé publique et aux assurances sociales**

(Journal officiel du 20 janvier 1991)

(Extrait)

Article 25

I. – Le taux de la retenue mentionnée à l'article L. 61 du code des pensions civiles et militaires de retraite est ramené de 8,9 % à 7,85 %.

V. – SÉCURITÉ SOCIALE

CODE DE LA SÉCURITÉ SOCIALE

(Extraits)

CHAPITRE 2

Régime des fonctionnaires de l'Etat et des magistrats

Article D. 712-38

(Décret n° 97-1249 du 29 décembre 1997, art. 5-II.) « Sous réserve des dispositions de l'article D. 712-40, le taux de la cotisation à la charge de l'Etat, au titre des prestations en nature de l'assurance maladie, maternité et invalidité versées à ses fonctionnaires en activité et assise sur les traitements soumis à retenue pour pension, est fixé à 9,70 % . »

(Décret n° 95-38 du 6 janvier 1995, art. 2.) « L'assiette de la cotisation due à la Caisse nationale des allocations familiales pour les fonctionnaires régis par la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 et la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 susvisées est la même que celle fixée à l'alinéa précédent. »

Article D. 712-39

(Décret n° 97-1249 du 29 décembre 1997, art. 5-III)

Les cotisations dues par les fonctionnaires de l'Etat retraités ou leurs ayants cause, en application du deuxième alinéa de l'article L. 131-7-1, dont le taux est fixé au 3° de l'article D. 711-5, sont assises sur les avantages de retraite versés aux intéressés dans la limite du plafond prévu au premier alinéa de l'article L. 241-3.

Article D. 712-40

(Décret n° 97-1249 du 29 décembre 1997, art. 5-IV)

En application du deuxième alinéa de l'article L. 131-7-1, le taux de la cotisation afférente à la couverture des prestations en nature de l'assurance maladie, maternité et invalidité à la charge des fonctionnaires de l'Etat mentionnés à l'article D. 712-50 est fixé à 1 %. (Décret n° 2001-1026 du 2 novembre 2001, art. 2-I.) « Cette cotisation est précomptée sur les traitements des intéressés qui sont payés pour le net. » Le taux de la cotisation à la charge de l'Etat pour ces fonctionnaires est fixé à 2,95 %.

CHAPITRE 3

Régime des militaires

Article D. 713-15

(Décret n° 97-1249 du 29 décembre 1997, art. 6-I.) Sous réserve des dispositions de l'article D. 713-17, le taux de la cotisation à la charge de l'Etat, au titre des prestations en nature de l'assurance maladie et maternité versées aux personnels relevant de la Caisse nationale militaire de sécurité sociale (Décret n° 2001-1026 du 2 novembre 2001, art. 31) « est fixé à 9,70 % . Cette cotisation est assise sur la solde soumise à retenue pour pension et sur la solde spéciale . »

(Décret n° 95-38 du 6 janvier 1995, art. 3.) « L'assiette de la cotisation due à la Caisse nationale des allocations familiales pour les intéressés est identique à celle fixée à l'alinéa précédent. »

Article D. 713-16

(Décret n° 97-1249 du 29 décembre 1997, art. 6-II)

Les cotisations dues par les militaires retraités ou leurs ayants cause, en application du deuxième alinéa de l'article L. 131-7-1, dont le taux est fixé au 3° de l'article D. 711-5, sont assises sur les avantages de retraite versés aux intéressés dans la limite du plafond prévu au premier alinéa de l'article L. 241-3.

Article D. 713-17

(Décret n° 95-268 du 9 mars 1995, art. 1^{er})

(Décret n° 97-1249 du 29 décembre 1997, art. 6-III-1^o.) « En application du deuxième alinéa de l'article L. 131-7-1, le taux de la cotisation afférente à la couverture des prestations en nature de l'assurance maladie et maternité à la charge des militaires en service ou en mission dans les territoires d'outre-mer est fixé à 1 %. (Décret n° 2001-1026 du 2 novembre 2001, art. 2-II, art. 3-III.) « Cette cotisation est précomptée sur les soldes des intéressés qui sont payés pour le net. » Le taux de la cotisation à la charge de l'Etat pour ces militaires est fixé à 2,95 % . »

(Décret n° 97-1249 du 29 décembre 1997, art. 6-III-2^o.) « Ces taux sont appliqués à » la solde soumise à retenue pour pension que percevraient les intéressés s'ils étaient en service en métropole.

Pour la couverture des prestations en nature, le taux de la cotisation due au titre des militaires en service ou en mission en Polynésie française, lorsqu'ils sont rémunérés sur le budget général de l'Etat ou sur le budget d'un établissement public de l'Etat ne présentant pas un caractère industriel et commercial, est fixé (Décret n° 97-1249 du 29 décembre 1997, art. 6-III-3^o) « à 14,45 %, soit 9,70 % à la charge de l'Etat et 4,75 % à la charge de l'assuré en application du deuxième alinéa de l'article L. 131-7-1 ».

Décret n° 67-850 du 30 septembre 1967 modifié portant fixation des taux des cotisations d'assurance maladie, invalidité et maternité des régimes de sécurité sociale des fonctionnaires, des ouvriers de l'Etat et des agents permanents des collectivités locales

(Journal officiel du 3 octobre 1967)

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre d'Etat chargé de la fonction publique, du ministre des affaires sociales, du ministre de l'économie et des finances et du ministre de l'intérieur,

Vu l'ordonnance n° 59-244 du 4 février 1959 relative au statut des fonctionnaires ;

Vu le code de la sécurité sociale, et notamment le titre III du livre VI ;

Vu le code de l'administration communale ;

Vu l'ordonnance n° 67-706 du 2 août 1967 relative à l'organisation administrative et financière de la sécurité sociale, et notamment son article 13 ;

Vu le décret n° 47-2045 du 20 octobre 1947 modifié suivant certaines modalités d'application du régime de sécurité sociale des fonctionnaires ;

Vu le décret du 28 juin 1947 relatif au régime de sécurité sociale de certains personnels ouvriers de l'Etat ;

Vu le décret n° 48-293 du 19 février 1948 relatif au régime de sécurité sociale de certains personnels ouvriers de l'Etat dont la rémunération est déterminée sur la base d'un salaire national ;

Vu le décret n° 59-979 du 12 août 1959 modifiant la loi n° 52-432 du 28 avril 1952 portant statut du personnel des communes et établissements publics communaux ;

Vu le décret n° 60-58 du 11 janvier 1960 relatif au régime de sécurité sociale des agents permanents des départements, des communes et des établissements publics n'ayant pas le caractère industriel et commercial ;

Vu le décret n° 67-803 du 20 septembre 1967 portant fixation des taux des cotisations des assurances sociales et des allocations familiales du régime général de sécurité sociale,

Décète :

Article 1^{er}

(Décret n° 97-1249 du 29 décembre 1997)

Le taux de la cotisation à la charge de l'Etat, au titre des prestations en nature de l'assurance maladie et maternité versées aux ouvriers de l'Etat, assise sur les rémunérations ou gains perçus par les intéressés, est fixé à 9,70 %.

Toutefois, en application du deuxième alinéa de l'article L. 131-7-1 du code de la sécurité sociale, le taux de la cotisation afférente à la couverture des prestations en nature de l'assurance maladie et maternité à la charge des ouvriers de l'Etat qui relèvent du décret n° 51-27 du 5 janvier 1951, assise sur les émoluments définis à l'article 3 de ce décret, est fixé à 1 %, sous réserve des dispositions du deuxième alinéa de l'article 4 du décret n° 95-715 du 9 mai 1995. Le taux de la cotisation à la charge de l'Etat pour ces ouvriers, assise sur les mêmes émoluments, est fixé à 2,95 %.

Article 2

(Décret n° 97-1249 du 29 décembre 1997)

Sous réserve des dispositions des deuxième et troisième alinéas de l'article 2 du décret n° 95-715 du 9 mai 1995, le taux de la cotisation à la charge des régions, des départements, des communes et de leurs établissements publics n'ayant pas le caractère industriel ou commercial, au titre des prestations en nature de l'assurance maladie et maternité versées à leurs agents permanents affiliés à la Caisse nationale de retraites des agents des collectivités locales ou à un régime spécial de retraites, est fixé à 11,50 %, sur les traitements soumis à retenue pour pension.

Article 3

(Décret n° 97-1249 du 29 décembre 1997)

Les cotisations dues par les agents retraités des collectivités locales et de leurs établissements publics mentionnés à l'article 2 ou leurs ayants cause et par les ouvriers de l'Etat retraités ou leurs ayants cause en application du deuxième alinéa de l'article L. 131-7-1 du code de la sécurité sociale, dont le taux est fixé au 3° de l'article D. 711-5 de ce code, sont assises sur les avantages de retraite versés aux intéressés dans la limite du plafond prévu au premier alinéa de l'article L. 241-3 du même code.

Article 4

Sont abrogés :

Le deuxième alinéa de l'article 24 du décret n° 47-2045 du 20 octobre 1947, modifié en dernier lieu par le décret n° 60-1475 du 30 décembre 1960 ;

Le paragraphe 2 de l'article 19 du décret n° 60-58 du 11 janvier 1960 relatif au régime de sécurité sociale des agents permanents des départements, des communes et des établissements publics n'ayant pas le caractère industriel et commercial.

Article 5

Le ministre d'Etat chargé de la fonction publique, le ministre des affaires sociales, le ministre de l'économie et des finances, le ministre de l'intérieur et le secrétaire d'Etat à l'économie et aux finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de

l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et sera applicable aux rémunérations, gains, pensions et avantages de vieillesse versés à compter du 1^{er} octobre 1967.

Fait à Paris, le 30 septembre 1967.

GEORGES POMPIDOU

Par le Premier ministre :

Le ministre des affaires sociales,

JEAN-MARCEL JEANNENEY

Le ministre d'Etat chargé de la fonction publique,

EDMOND MICHELET

Le ministre de l'intérieur,

CHRISTIAN FOUCHET

Le ministre de l'économie et des finances,

MICHEL DEBRÉ

Le secrétaire d'Etat à l'économie et aux finances,

ROBERT BOULIN

Décret n° 67-804 du 20 septembre 1967 modifié portant fixation des taux des cotisations d'assurances sociales dues au titre de l'emploi des salariés placés sous le régime général pour une partie des risques

(*Journal officiel* du 24 septembre 1967)

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre des affaires sociales et du ministre de l'économie et des finances,

Vu le code de la sécurité sociale ;

Vu l'ordonnance n° 67-706 du 21 août 1967 relative à l'organisation administrative et financière de la sécurité sociale, et notamment les articles 13, 32 et 41 ;

Vu le décret n° 46-1378 du 8 juin 1946 modifié portant règlement d'administration publique pour l'application du livre I^{er} du code de la sécurité sociale, et notamment ses articles 61 et 65 ;

Vu le décret n° 67-803 du 20 septembre 1967 portant fixation des taux des cotisations des assurances sociales et des allocations familiales du régime général de sécurité sociale ;

Vu l'arrêté du 29 juillet 1966 fixant le taux des cotisations d'assurances sociales à verser au titre de l'emploi des salariés placés sous le régime général pour une partie des risques,

Décète :

Article 1^{er}

(Décret n° 97-1249 du 29 décembre 1997)

Le taux et le mode de calcul de la cotisation des assurances sociales due au titre de l'emploi des salariés bénéficiaires d'un régime spécial de sécurité sociale visé à l'article R. 711-1 ou à l'article R. 711-24 du code de la sécurité sociale et placés sous le régime général pour la couverture de certains risques sont fixés conformément aux indications du tableau ci-après.

Assurés partiels

(Décret n° 97-1249 du 29 décembre 1997, art. 10)

DÉSIGNATION	MODE DE CALCUL DES COTISATIONS					
	Sur la totalité des rémunérations ou gains			Sur la partie inférieure ou égale au plafond prévu à l'art. L. 241-3 du code de la sécurité sociale		
	Employeurs (en %)	Salariés (en %)	Total (en %)	Employeurs (en %)	Salariés (en %)	Total (en %)
<i>Assurés placés sous le régime général</i>						
1. Pour les assurances maladie, maternité, décès et invalidité (pensions et soins).....	12,80	0,75	13,55	Néant	Néant	
2. Pour les assurances maladie, maternité, décès et invalidité (soins).....	11,75	0,50	12,25	Néant	Néant	
3. Pour les prestations en nature des assurances maladie, maternité, invalidité.....	10,10	Néant	10,10	Néant	Néant	
4. Pour les assurances vieillesse, veuvage et invalidité (pensions) :						
- vieillesse	1,60	Néant	1,60	8,20	6,55	14,75
- veuvage.....	Néant	0,10	0,10	Néant	Néant	
- invalidité	0,75	Néant	0,75	Néant	Néant	

Article 2

(Abrogé implicitement par l'article 5 du décret n° 86-876 du 29 juillet 1986)

Article 3

Le ministre des affaires sociales, le ministre de l'économie et des finances et le secrétaire d'Etat à l'économie et aux finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 20 septembre 1967.

GEORGES POMPIDOU

Par le Premier ministre :

Le ministre des affaires sociales,

JEAN-MARCEL JEANNENEY

Le ministre de l'économie et des finances,

MICHEL DEBRÉ

Le secrétaire d'Etat à l'économie et aux finances,

ROBERT BOULIN

Vu le livre II du code de la sécurité sociale, et notamment les articles L. 241-3 et D. 242-17 ;

Vu le livre VII du code rural ;

Vu le décret n° 50-444 du 20 avril 1950 modifié relatif au financement des assurances sociales agricoles, notamment les articles 2 et 5 ;

Vu le décret n° 54-1229 du 6 décembre 1954 modifié relatif au fonctionnement et au financement du régime des assurances sociales agricoles applicable dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle, notamment les articles 5 et 6 ;

Vu le décret n° 73-523 du 8 juin 1973 modifié fixant les modalités de calcul des cotisations du régime de l'assurance obligatoire des salariés agricoles contre les accidents du travail et les maladies professionnelles ;

Vu le décret n° 73-802 du 9 août 1973 relatif au recouvrement des cotisations de l'assurance des travailleurs salariés de l'agriculture contre les accidents du travail et les maladies professionnelles ;

Vu le décret n° 76-1282 du 29 décembre 1976 modifié relatif au recouvrement par les caisses de mutualité sociale agricole des cotisations assises sur les salaires ;

Vu l'avis du conseil d'administration de la Caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés en date du 26 octobre 2004 ;

Vu l'avis du conseil d'administration de la Caisse nationale d'assurance vieillesse des travailleurs salariés en date du 3 novembre 2004 ;

Vu l'avis du conseil d'administration de la Caisse nationale des allocations familiales en date du 2 novembre 2004 ;

Vu l'avis du conseil d'administration de l'Agence centrale des organismes de sécurité sociale en date du 29 octobre 2004 ;

Vu l'avis des organisations signataires de la convention collective du 14 mars 1947 en date du 18 octobre 2004 ;

Vu l'avis du conseil de l'Union nationale des caisses d'assurance maladie en date du 16 novembre 2004 ;

Vu l'avis de la commission des accidents du travail et des maladies professionnelles de la Caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés en date du 19 novembre 2004,

Décrète :

Article 1^{er}

Les cotisations dues dans la limite du plafond de la sécurité sociale sont, sous réserve de l'application des dispositions du 1^o de l'article R. 243-6 du code de la sécurité sociale, du dernier alinéa de l'article 1^{er} du décret du 29 décembre 1976 susvisé et de la régularisation annuelle, calculées lors de chaque échéance de paie jusqu'à concurrence des sommes suivantes :

7 548 € si les rémunérations ou gains sont versés par trimestre ;

Décret n° 2004-1292 du 26 novembre 2004 portant fixation du plafond de la sécurité sociale pour 2005

NOR : SANS0423754D

(Journal officiel du 28 novembre 2004)

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre de la santé et de la protection sociale, du ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie et du ministre de l'agriculture, de l'alimentation, de la pêche et des affaires rurales,

2 516 € si les rémunérations ou gains sont versés par mois ;
1 258 € si les rémunérations ou gains sont versés par quinzaine ;

581 € si les rémunérations ou gains sont versés par semaine ;

116 € si les rémunérations ou gains sont versés par jour ;

15 € si les rémunérations ou gains sont versés par heure pour une durée de travail inférieure à cinq heures,

pour les rémunérations ou gains versés du 1^{er} janvier au 31 décembre 2005.

Article 2

Le ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie, le ministre de la santé et de la protection sociale et le ministre de l'agriculture, de l'alimentation, de la pêche et des affaires rurales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 26 novembre 2004.

JEAN-PIERRE RAFFARIN

Par le Premier ministre :

*Le ministre de la santé,
et de la protection sociale,*

PHILIPPE DOUSTE-BLAZY

*Le ministre d'Etat, ministre de l'économie,
des finances et de l'industrie,*

NICOLAS SARKOZY

*Le ministre de l'agriculture, de l'alimentation,
de la pêche et des affaires rurales,*

HERVÉ GAYMARD

CODE DE LA SÉCURITÉ SOCIALE

(Extraits)

CHAPITRE VI

Contribution sociale généralisée

Article L. 136-1

(Ordonnance n° 2001-377 du 2 mai 2001, art. 1^{er})

Il est institué une contribution sociale sur les revenus d'actifs et sur les revenus de remplacement à laquelle sont assujettis :

1° Les personnes physiques qui sont à la fois considérées comme domiciliées en France pour l'établissement de l'impôt sur le revenu et à la charge, à quelque titre que ce soit, d'un régime obligatoire français d'assurance maladie ;

2° Les agents de l'Etat, des collectivités locales et de leurs établissements publics à caractère administratif qui exercent leurs fonctions ou sont chargés de mission hors de France, dans la mesure où leur rémunération est imposable en France et où ils sont à la charge, à quelque titre que ce soit, d'un régime obligatoire français d'assurance maladie.

Article L. 136-2

(Loi n° 93-936 du 22 juillet 1993, art. 8-IV et V)

I. – La contribution est assise sur le montant brut des traitements, indemnités, émoluments, salaires, allocations, pensions y compris les majorations et bonifications pour enfants, des rentes viagères autres que celles visées au 6 de l'article 158 du code général des impôts et des revenus tirés des activités exercées par les personnes mentionnées aux articles L. 311-2 et L. 311-3. (Loi n° 94-43 du 18 janvier 1994, art. 82-II.) « L'assiette de la contribution due par les artistes-auteurs est celle prévue au troisième alinéa de l'article L. 382-3. »

Sur le montant brut des traitements, indemnités (Loi n° 96-1160 du 27 décembre 1996, art. 10-1^o) « autres que celles visées au 7^o du II ci-dessous », émoluments, salaires, (Loi n° 94-43 du

18 janvier 1994, art. 82-II) « des revenus des artistes-auteurs assimilés fiscalement à des traitements et salaires » et des allocations de chômage, il est opéré une réduction représentative de frais professionnels forfaitairement fixée à (Loi n° 2004-810 du 13 août 2004, art. 72-1) « 3 % » de ce montant.

Elle est également assise sur tous les avantages en nature ou en argent accordés aux intéressés en sus des revenus visés au premier alinéa.

Pour l'application du présent article, les traitements, salaires et toutes sommes versées en contrepartie ou à l'occasion du travail sont évalués selon les règles fixées à l'article L. 242-1. Toutefois, les déductions visées au 3^o de l'article 83 du code général des impôts ne sont pas applicables.

I bis. – (Loi n° 2002-73 du 17 janvier 2002, art. 72.) « La contribution est établie sur l'assiette correspondant aux cotisations forfaitaires applicables aux catégories de salariés ou assimilés visées par les arrêtés pris en application des articles L. 241-2 et L. 241-3 du présent code et L. 741-13 du code rural, dans leur rédaction en vigueur à la date de publication de la dernière loi de financement de la sécurité sociale. »

II. – Sont inclus dans l'assiette de la contribution :

1° Les sommes allouées au salarié au titre de l'intéressement prévu à l'article L. 441-4 du code du travail ;

2° (Loi n° 96-1160 du 27 décembre 1996, art. 10-2^o.) « Les sommes réparties au titre de la réserve spéciale de participation conformément aux dispositions de l'article L. 442-4 du code du travail, ainsi que les sommes versées par l'entreprise en application de l'article L. 443-8 du même code ; la contribution est précomptée par l'entreprise ou l'organisme de gestion respectivement lors de la répartition de la réserve spéciale, ou lors du versement au plan d'épargne d'entreprise » ;

3° a) (Loi n° 2002-1576 du 30 décembre 2002, art. 55.) « L'indemnité parlementaire et l'indemnité de fonction prévues aux articles 1^{er} et 2 de l'ordonnance n° 58-1210 du 13 décembre 1958 portant loi organique relative à l'indemnité des membres du Parlement, l'indemnité représentative de frais de mandat, au plus égale au montant brut cumulé des deux précédentes et versée à titre d'allocation spéciale pour frais par les assemblées à tous leurs membres, ainsi que, la plus élevée d'entre elles ne pouvant être supérieure de plus de la moitié à ce montant, les indemnités de fonction complémentaires versées, au même titre, en vertu d'une décision prise par le bureau des dites assemblées, à certains de leurs membres exerçant des fonctions particulières » ;

b) Les indemnités versées aux représentants français au Parlement européen dans les conditions prévues à l'article 1^{er} de la loi n° 79-563 du 6 juillet 1979 relative à l'indemnité des représentants au Parlement européen et aux indemnités versées à ses membres par le Parlement européen ;

c) La rémunération et les indemnités par jour de présence versées aux membres du Conseil économique et social en application de l'article 22 de l'ordonnance n° 58-1360 du 29 décembre 1958 portant loi organique relative au Conseil économique et social ainsi que l'indemnité versée au Président et aux membres du Conseil constitutionnel en application de l'article 6 de l'ordonnance n° 58-1067 du 7 novembre 1958 portant loi organique sur le Conseil constitutionnel ;

d) Les indemnités versées par les collectivités locales, leurs groupements ou leurs établissements publics aux élus municipaux, cantonaux et régionaux ;

e) (Loi n° 2002-276 du 27 février 2002, art. 69-IV.) « Les allocations versées à l'issue des mandats locaux par le fonds mentionné par l'article L. 1621-2 du code général des collectivités territoriales » ;

4° (Loi n° 2003-775 du 21 août 2003, art. 113-III.) « Les contributions des employeurs destinées au financement des prestations complémentaires de retraite et de prévoyance, à l'exception de celles visées au cinquième alinéa de l'article L. 242-1 du présent code et au cinquième alinéa de l'article L. 741-10 du code rural et de celles destinées au financement des régimes de retraite visés au I de l'article L. 137-11 du présent code » ;

5° (Loi n° 96-1160 du 27 décembre 1996, art. 10-4^o.) « Les indemnités de licenciement ou de mise à la retraite et toutes autres sommes versées à l'occasion de la rupture du contrat de

travail pour la fraction qui excède le montant prévu par la convention collective de branche, l'accord professionnel ou interprofessionnel ou à défaut par la loi (*Loi n° 99-1140 du 29 décembre 1999, art. 2-I-1°*) "ou, en tout état de cause, est assujettie à l'impôt sur le revenu en application de l'article 80 *duodecies* du code général des impôts", ainsi que toutes sommes versées à l'occasion de la modification du contrat de travail » ;

5° *bis* (*Loi n° 99-1140 du 29 décembre 1999, art. 2-I-2°*) « Les indemnités versées à l'occasion de la cessation de leurs fonctions aux mandataires sociaux, dirigeants et personnes visées à l'article 80 *ter* du code général des impôts, ou, en cas de cessation forcée de ces fonctions, la fraction de ces indemnités qui excède les montants définis au deuxième alinéa du 1 de l'article 80 *duodecies* du même code » ;

6° (*Loi n° 96-1160 du 27 décembre 1996, art. 10-3°*) « L'allocation visée à l'article 15 de la loi n° 94-629 du 25 juillet 1994 relative à la famille » ;

7° (*Loi n° 96-1160 du 27 décembre 1996, art. 10-3°*) « Les indemnités journalières ou allocations versées par les organismes de sécurité sociale ou, pour leur compte, par les employeurs à l'occasion de la maladie, de la maternité, des accidents du travail et des maladies professionnelles, à l'exception des rentes viagères (*Loi n° 97-1164 du 19 décembre 1997, art. 3*) "et indemnités en capital" servies aux victimes d'accident du travail ou de maladie professionnelle ou à leurs ayants droit. »

III. – Ne sont pas inclus dans l'assiette de la contribution :

1° Les allocations de chômage et de préretraite visées à l'article L. 131-2, perçues par des personnes (*Loi n° 97-1164 du 19 décembre 1997, art. 2-I*) « dont le montant des revenus de l'avant-dernière année tels que définis au (*Loi n° 2000-656 du 13 juillet 2000, art. 11-V-9-a*) "IV de l'article 1417" du code général des impôts n'excède pas les seuils déterminés en application des dispositions des (*Loi n° 2000-656 du 13 juillet 2000, art. 11-V-9-a*) "I et III du même article" ». En outre, la contribution pesant sur ces allocations ne peut avoir pour effet de réduire le montant net de celles-ci ou, en cas de cessation partielle d'activité, le montant cumulé de la rémunération d'activité et de l'allocation perçue, en deçà du montant du salaire minimum de croissance ;

2° Les pensions de retraite et d'invalidité des personnes (*Loi n° 97-1164 du 19 décembre 1997, art. 2-I*) « dont le montant des revenus de l'avant-dernière année tels que définis au V de l'article 1417 du code général des impôts n'excède pas les seuils déterminés en application des dispositions des I et IV du même article » ou qui sont titulaires d'un avantage de vieillesse ou d'invalidité non contributif attribué par un régime de base de sécurité sociale sous conditions de ressources ou par le fonds spécial visé à l'article L. 814-5. Ces conditions de ressources sont celles qui sont applicables pour l'attribution de l'allocation supplémentaire du fonds national de solidarité ;

3° Les revenus visés aux 2°, 2° *bis*, 3°, 4°, 7°, 9°, 9° *bis*, 10°, 12°, 13°, 14°, 14° *bis*, 14° *ter*, 15°, 17° et 19° de l'article 81 du code général des impôts ainsi que (*Loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003, art. 60-V-4°*) « ceux visés aux articles L. 961-1, deuxième alinéa, et L. 961-5 du code du travail » ;

4° Les pensions alimentaires répondant aux conditions fixées par les articles 205 à 211 du code civil, les rentes prévues à l'article 276 du code civil et les pensions alimentaires versées en vertu d'une décision de justice, en cas de séparation de corps ou de divorce, ou en cas d'instance en séparation de corps ou en divorce ;

5° Les salaires versés au titre des contrats conclus en application de l'article L. 117-1 du code du travail ;

6° (*Loi n° 2003-775 du 21 août 2003, art. 31.*) – Abrogé ;

7° (*Loi n° 2000-1257 du 23 décembre 2000, art. 5-II.*) « L'indemnité de cessation d'activité visée au V de l'article 41 de la loi de financement de la sécurité sociale pour 1999 (*n° 98-1194 du 23 décembre 1998*). »

Article L. 136-5

(*Loi n° 93-936 du 22 juillet 1993, art. 7-I*)

I. – La contribution portant sur les revenus mentionnés (*Loi n° 93-936 du 22 juillet 1993, art. 8-I*) « aux articles L. 136-1 à L. 136-4 » est recouvrée par les organismes chargés du recouvrement des cotisations du régime général de sécurité sociale selon les règles et sous les garanties et sanctions applicables au recouvrement des cotisations au régime général pour la même catégorie de revenus. La contribution portant sur les revenus tirés de l'activité d'artiste-auteur et visés au premier alinéa du I (*Loi n° 96-1160 du 27 décembre 1996, art. 12 [2°]*) « de l'article L. 136-2 » est recouvrée dans les conditions et par les organismes agréés, prévus au chapitre II du titre VIII du livre III. La contribution portant sur les revenus non soumis à cotisations au régime général de la sécurité sociale est, sauf disposition expresse contraire, précomptée par les entreprises ou par les organismes débiteurs de ces revenus et versée aux organismes chargés du recouvrement des cotisations du régime général selon les règles et sous les garanties et sanctions applicables au recouvrement des cotisations du régime général assises sur les salaires.

Les unions pour le recouvrement des cotisations de sécurité sociale et d'allocations familiales et les caisses générales de sécurité sociale sont habilitées à faire tout contrôle sur le versement de la contribution dans les conditions fixées au chapitre III du titre IV du livre II du code de la sécurité sociale dans sa rédaction publiée (*Loi n° 96-1160 du 27 décembre 1996, art. 12 [1°]*) « à la date de publication de la dernière loi de financement de la sécurité sociale ».

II. – (*Loi n° 2000-1257 du 23 décembre 2000, art. 11-II.*) « La contribution due sur les revenus des personnes assujetties aux régimes de la sécurité sociale des salariés et non-salariés des professions agricoles ainsi que la contribution due sur les revenus des personnes redevables des cotisations de solidarité visées aux articles L. 731-23 et L. 731-24 du code rural sont directement recouvrées et contrôlées par les caisses de mutualité sociale agricole, selon les règles et sous les garanties et sanctions applicables au recouvrement des cotisations dues aux régimes de la sécurité sociale des salariés et non-salariés des professions agricoles. »

III. – (*Loi n° 96-1160 du 27 décembre 1996, art. 12 [3°]*) « La contribution due sur les pensions d'invalidité et sur les indemnités journalières ou allocations visées au 7° du II de l'article L. 136-2 est précomptée par l'organisme débiteur de ces prestations et versée à l'Agence centrale des organismes de sécurité sociale, dans les conditions prévues aux articles L. 243-2 et L. 612-9 du présent code et à l'article 1031 du code rural. » La contribution due sur les allocations ou pensions de retraite mentionnées à l'article L. 612-4 et servies par les régimes de base et les régimes complémentaires est précomptée lors de leur versement par l'organisme débiteur de ces prestations ; elle est versée à l'agence centrale des organismes de sécurité sociale dans les conditions prévues au deuxième alinéa de l'article L. 612-9. La contribution due sur les allocations ou pensions de retraite mentionnées au II de l'article 1106-6-1 du code rural est précomptée lors de leur versement par l'organisme débiteur de ces prestations. La contribution sociale généralisée due sur les indemnités de congés payés et sur les avantages conventionnels y afférents, servis par les caisses de congés payés en application des dispositions de l'article L. 223-16 du code du travail, est précomptée par les caisses de congés payés, responsables du versement de l'ensemble des charges assises sur ces indemnités et avantages sous réserve d'exceptions prévues par arrêté.

IV. – La contribution sociale entre dans les obligations financières incombant aux employeurs, ou personnes qui y sont substituées en droit, en vertu des articles L. 124-8 et L. 763-9 du code du travail.

V. – Les règles édictées ci-dessus donnent lieu à application :

1° Des dispositions de l'article L. 133-3 et des chapitres III et IV du titre IV du livre II dans leur rédaction publiée (*Loi n° 96-1160 du 27 décembre 1996, art. 12 [1°]*) « à la date de publication de la dernière loi de financement de la sécurité sociale » ;

2° (Loi n° 99-641 du 27 juillet 1999, art. 14-IV.) « Des dispositions de l'article L. 652-3 pour ce qui concerne le recouvrement, par les organismes visés à l'article L. 213-1, de la contribution prévue à l'article L. 136-3 et, par les caisses de mutualité sociale agricole, de la contribution prévue à l'article L. 136-4 » ;

3° Des dispositions des articles 1034, 1035 et 1036 du chapitre V du titre II du livre VII du code rural et du décret n° 79-707 du 8 août 1979 dans sa rédaction publiée (Loi n° 96-1160 du 27 décembre 1996, art. 12 [1°]) « à la date de publication de la dernière loi de financement de la sécurité sociale ».

Les différends nés de l'assujettissement à la contribution des revenus mentionnés (Loi n° 96-1160 du 27 décembre 1996, art. 12 [4°]) « aux articles L. 136-1 à L. 136-4 » relèvent du contentieux de la sécurité sociale et sont réglés selon les dispositions applicables aux cotisations de sécurité sociale, conformément aux dispositions du chapitre III du titre III et des chapitres II, III et IV du titre IV du livre I^{er} du code de la sécurité sociale dans leur rédaction publiée (Loi n° 96-1160 du 27 décembre 1996, art. 12 [1°]) « à la date de publication de la dernière loi de financement de la sécurité sociale ». Toutefois, les décisions rendues par les tribunaux de sécurité sociale jugeant des différends portant sur la contribution sociale sur les revenus d'activité et de remplacement sont susceptibles d'appel quel que soit le montant du litige.

Article L. 136-8

(Loi n° 96-1160 du 27 décembre 1996, art. 17)

I. – (Loi n° 2004-810 du 13 août 2004, art. 72-II.) « Le taux des contributions sociales est fixé :

1° A 7,5 % pour la contribution sociale mentionnée à l'article L. 136-1 ;

2° A 8,2 % pour les contributions sociales mentionnées aux articles L. 136-6 et L. 136-7 ;

3° A 9,5 % pour la contribution sociale mentionnée à l'article L. 136-7-1, sous réserve des taux fixés au III du même article. »

II. – (Loi n° 2004-810 du 13 août 2004, art. 72-II.) « Par dérogation au I :

1° Sont assujetties à la contribution au taux de 6,2 % les allocations de chômage ainsi que les indemnités et allocations mentionnées au 7° du II de l'article L. 136-2 ;

2° Sont assujetties à la contribution au taux de 6,6 % les pensions de retraite, les pensions d'invalidité et les allocations de préretraite. »

III. – Par dérogation au I « et au II » sont assujettis à la contribution sociale au taux de « 3,8 % » les revenus visés aux 1° et 2° du III de l'article L. 136-2, perçus par les personnes dont la cotisation d'impôt sur le revenu de l'année précédente est inférieure au montant mentionné au 1 bis de l'article 1657 du code général des impôts et (Loi n° 97-1164 du 19 décembre 1997, art. 2-II) « dont le montant des revenus de l'avant-dernière année tels que définis (Loi n° 2000-656 du 13 juillet 2000, art. 11-V-9-a) “ au IV de l'article 1417 ” du code général des impôts excède les seuils déterminés en application des dispositions des (Loi n° 2000-656 du 13 juillet 2000, art. 11-V-9-a) “ I et III du même article ” ».

IV. – (Loi n° 2004-810 du 13 août 2004, art. 72-II.) « Le produit des contributions mentionnées au I est versé :

1° A la Caisse nationale des allocations familiales pour la part correspondant à un taux de 1,1 % et, par dérogation, de 1,08 % pour les revenus visés à l'article L. 136-2 soumis à la contribution au taux de 7,5 % ;

2° Au fonds institué par l'article L. 135-1 pour la part correspondant à un taux de 1,05 % et, par dérogation, de 1,03 % pour les revenus visés à l'article L. 136-2 soumis à la contribution au taux de 7,5 % ;

3° A la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie visée à l'article 8 de la loi n° 2004-626 du 30 juin 2004 relative à la solidarité pour l'autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées, pour la part correspondant à un taux de 0,1 % ;

4° Aux régimes obligatoires d'assurance maladie, dans les conditions fixées à l'article L. 139-1 du présent code, pour la part correspondant à un taux :

a) Sous réserve des dispositions du g, de 5,25 % pour les contributions mentionnées au 1° du I ;

b) De 7,25 % pour les contributions mentionnées au 3° du I ;

c) De 5,95 % pour les contributions mentionnées au 2° du I ;

d) De 3,95 % pour les revenus mentionnés au 1° du II ;

e) De 4,35 % pour les revenus mentionnés au 2° du II ;

f) De 3,8 % pour les revenus mentionnés au III ;

g) De 5,29 % pour les revenus mentionnés à l'article L. 136-2 soumis à la contribution au taux de 7,5 %.

Le produit des contributions mentionnées au III de l'article L. 136-7-1 est réparti dans les mêmes proportions que les contributions visées aux I et II du même article. »

Décret n° 97-215 du 10 mars 1997 modifié relatif à l'indemnité exceptionnelle allouée à certains fonctionnaires civils, aux militaires à solde mensuelle ainsi qu'aux magistrats de l'ordre judiciaire

(Journal officiel du 12 mars 1997)

Le Premier ministre,

Sur le rapport du garde des sceaux, ministre de la justice, du ministre de la défense, du ministre du travail et des affaires sociales, du ministre de l'économie et des finances et du ministre de la fonction publique, de la réforme de l'Etat et de la décentralisation,

Vu le code de la sécurité sociale, notamment les articles L. 136-1 et L. 136-2 ainsi que le titre I^{er} du livre VII ;

Vu l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 modifiée portant loi organique relative au statut de la magistrature ;

Vu la loi n° 72-662 du 13 juillet 1972 modifiée portant statut général des militaires ;

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat ;

Vu la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière ;

Vu le décret n° 48-1108 du 10 juillet 1948 modifié portant classement hiérarchique des grades et emplois des personnels civils et militaires de l'Etat relevant du régime général des retraites ;

Vu le décret n° 94-415 du 24 mai 1994 modifié portant dispositions statutaires relatives aux personnels des administrations parisiennes,

Décète :

Article 1^{er}

(Décret n° 97-1268 du 29 décembre 1997, art. 1^{er})

Une indemnité exceptionnelle, non soumise à retenue pour pension, est attribuée dans les conditions et selon les modalités fixées par le présent décret aux fonctionnaires civils régis par les lois du 11 janvier 1984 et du 9 janvier 1986 susvisées, aux militaires à solde mensuelle, aux magistrats de l'ordre judiciaire ainsi qu'aux agents non titulaires en poste à l'étranger, sous réserve que leur première nomination ou recrutement dans la fonction publique soient intervenus avant le 1^{er} janvier 1998.

Article 2

L'indemnité est servie lorsque la rémunération annuelle perçue au titre de l'activité principale au cours de l'année courante, nette de cotisation maladie et de contribution sociale généralisée aux taux appliqués au (Décret n° 97-1268 du 29 décembre 1997, art. 3) « 1^{er} janvier 1998 », est inférieure à cette même rémunération annuelle affectée des taux de cotisation maladie et de contribution sociale généralisée appliqués au 31 décembre 1996.

Le montant de l'indemnité est alors égal à la différence ainsi constatée.

(Décret n° 97-1268 du 29 décembre 1997, art. 2.) « La rémunération annuelle comprend le traitement ou la rémunération de base, l'indemnité de résidence, le supplément familial de traitement et les primes et indemnités prévues par un texte législatif ou réglementaire en vigueur et assujetties à la contribution sociale généralisée. »

Article 3

Le paiement de l'indemnité fait l'objet d'acomptes mensuels.

Les acomptes sont égaux à un douzième d'un montant prévisionnel égal à 90 % de la différence, lorsqu'elle est supérieure à 200 F, entre la rémunération annuelle nette de cotisation maladie et de contribution sociale généralisée aux taux appliqués au 31 décembre 1996 perçue au cours de l'année précédente et cette même rémunération annuelle nette de cotisation maladie et de contribution sociale généralisée calculée en fonction des taux appliqués au (Décret n° 97-1268 du 29 décembre 1997, art. 3) « 1^{er} janvier 1998 ».

Lorsque la différence de rémunération, calculée conformément à l'alinéa précédent, est inférieure à 200 F, l'indemnité est versée en totalité au plus tard au mois de janvier de l'année suivante.

Article 4

L'indemnité due au titre de l'année courante est calculée conformément à l'article 2 du présent décret et versée, déduction faite des éventuels acomptes, au plus tard au mois de janvier de l'année suivante.

Lorsque les acomptes versés sont supérieurs au montant de l'indemnité, les sommes indûment perçues donnent lieu à reversement.

Article 5

Lorsque les personnels mentionnés à l'article 1^{er} du présent décret sont placés, au cours de l'année civile, dans une situation n'ouvrant plus droit à rémunération, l'indemnité est calculée et payée au plus tard à la fin du mois suivant la constatation de cette situation.

En cas de changement en cours d'année du service ordonnateur de l'indemnité, il est procédé à la liquidation et au paiement de celle-ci pour chacune des périodes.

Article 6

(Abrogé par décret n° 97-1268 du 29 décembre 1997, art. 4)

Article 7

Le garde des sceaux, ministre de la justice, le ministre de la défense, le ministre du travail et des affaires sociales, le ministre de l'économie et des finances, le ministre de la fonction publique, de la réforme de l'Etat et de la décentralisation, le ministre délégué au budget, porte-parole du Gouvernement, et le secrétaire d'Etat à la santé et à la sécurité sociale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et qui prend effet le 1^{er} janvier 1997.

Fait à Paris, le 10 mars 1997.

ALAIN JUPPÉ

Par le Premier ministre :

*Le ministre de la fonction publique,
de la réforme de l'Etat et de la décentralisation,*

DOMINIQUE PERBEN

Le garde des sceaux, ministre de la justice,

JACQUES TOUBON

Le ministre de la défense,

CHARLES MILLON

Le ministre du travail et des affaires sociales,

JACQUES BARROT

Le ministre de l'économie et des finances,

JEAN ARTHUIS

*Le ministre délégué au budget,
porte-parole du Gouvernement,*

ALAIN LAMASSOURE

*Le secrétaire d'Etat à la santé
et à la sécurité sociale,*

HERVÉ GAYMARD

Circulaire FP/7 n° 1919-2 B-98-113 du 3 mars 1998 relative à l'application de l'indemnité exceptionnelle allouée à certains fonctionnaires civils, aux militaires à solde mensuelle, à certains agents non titulaires ainsi qu'aux magistrats de l'ordre judiciaire

Référence : décret n° 97-215 du 10 mars 1997 relatif à l'indemnité exceptionnelle allouée à certains fonctionnaires civils, aux militaires à solde mensuelle ainsi qu'aux magistrats de l'ordre judiciaire, modifié par le décret n° 97-1268 du 29 décembre 1997.

Le ministre de la fonction publique, de la réforme de l'Etat et de la décentralisation et le secrétaire d'Etat au budget, à Messdames et Messieurs les ministres et secrétaires d'Etat, directions chargées du personnel, directions chargées du budget et des affaires financières.

En application de la loi n° 97-1164 du 19 décembre 1997, le taux de la contribution sociale généralisée applicable à compter du 1^{er} janvier 1998 augmente de 4,1 points et s'élève à 7,5 % d'une assiette égale à 95 % de la rémunération brute globale des fonctionnaires.

Le Gouvernement a simultanément décidé, dans le cadre du décret n° 97-1249 du 29 décembre 1997, de diminuer de 4,75 points le taux de cotisation salariale d'assurance maladie. Celui-ci est donc supprimé pour les fonctionnaires puisqu'il représentait auparavant 4,75 % d'une assiette égale au montant du traitement de ces agents.

Le transfert ainsi opéré marque la poursuite du mouvement engagé par la loi n° 96-1160 du 27 décembre 1996 et le décret n° 96-1151 du 26 décembre 1996.

Afin de compenser la réduction de rémunération nette pouvant résulter de la différence d'assiette entre cotisation maladie et contribution sociale généralisée, les dispositions prévues par le décret n° 97-215 du 10 mars 1997 (*Journal officiel* du 12 mars 1997) sont reconduites et modifiées par le décret n° 97-1268 du 29 décembre 1997 (*Journal officiel* du 30 décembre 1997).

La présente circulaire, qui annule et remplace la circulaire FP/7 n° 1898 2 B-97-341 du 14 avril 1997, a pour objet de préciser le champ d'application, l'assiette de calcul, les personnels bénéficiaires et les modalités d'application de l'indemnité exceptionnelle.

I. - Champ d'application

Le décret modifié s'applique à l'ensemble des fonctionnaires civils, titulaires ou stagiaires, régis par les titres II et IV du statut général, ainsi qu'aux militaires et aux magistrats dont la rémunération est calculée sur la base des dispositions du décret n° 85-1148 du 24 octobre 1985, sous réserve qu'ils aient été nommés avant le 1^{er} janvier 1998.

S'agissant des agents en poste à l'étranger, sont concernés les fonctionnaires régis par :

- le décret n° 67-290 du 28 mars 1967, modifié notamment par le décret n° 93-490 du 28 mars 1993 fixant les modalités de calcul des émoluments des personnels de l'Etat et des établissements publics de l'Etat à caractère administratif en service à l'étranger ;
- le décret n° 90-469 du 31 mai 1990 relatif à la situation administrative et financière des personnels des établissements d'enseignement à l'étranger ;
- le décret n° 92-1331 du 18 décembre 1992 relatif aux personnels civils de coopération culturelle, scientifique et technique en service dans les Etats dont les relations de coopération relèvent de la compétence du ministre chargé de la coopération et du développement ;
- le décret n° 97-900 du 1^{er} octobre 1997 fixant les modalités de calcul de la rémunération des militaires à l'étranger.

Sont également concernés les agents non titulaires en poste à l'étranger, recrutés dans la fonction publique avant le 1^{er} janvier 1998, notamment en application du décret n° 69-697 du

18 juin 1969 et du décret n° 92-1331 du 18 décembre 1992 susmentionné, les ouvriers d'Etat régis par le décret n° 81-111 du 28 janvier 1981 ainsi que les agents non titulaires, recrutés localement avant cette date et assujettis à la CSG.

Sont exclus du champ d'application de l'indemnité les autres agents non titulaires, sous quelque dénomination que ce soit, les fonctionnaires en position d'accomplissement du service national, les fonctionnaires détachés lorsqu'ils ne sont pas soumis au régime spécial de sécurité sociale des fonctionnaires (cf. art. D. 712-2, 2^e alinéa, du code de la sécurité sociale), ainsi que les fonctionnaires en position hors cadres, en disponibilité ou en congé parental.

Sont également exclus l'ensemble des fonctionnaires en activité ou détachés dont la première nomination en cette qualité est postérieure au 31 décembre 1997 ainsi que les agents non titulaires recrutés après cette même date.

A titre d'exemple, un agent lié à l'administration par contrat avant le 1^{er} janvier 1998 ne pourra bénéficier de l'indemnité exceptionnelle lorsqu'il sera affecté à l'étranger qu'à la condition que son lien avec l'administration n'ait jamais été interrompu postérieurement à cette date.

II. – L'assiette

Pour le calcul de l'indemnité exceptionnelle, la rémunération qu'il convient de prendre en compte se compose des éléments suivants :

- le traitement ou salaire de base ;
- l'indemnité de résidence ou d'expatriation perçue en France ou à l'étranger (cf. liste de décrets figurant au I) ;
- le supplément familial de traitement ainsi que les majorations familiales perçues à l'étranger ;
- les primes et indemnités instituées par un texte législatif ou réglementaire en vigueur et assujetties à la contribution sociale généralisée (CSG), y compris les majorations de traitement ou de salaire servies dans les départements d'outre-mer ou à l'étranger, sous réserve qu'elles soient liées à l'activité principale.

Sont donc notamment exclues de l'assiette :

- les indemnités représentatives de frais non assujetties à la CSG ainsi que, notamment, l'indemnité d'éloignement, la prime spéciale d'installation, l'indemnité spéciale de décentralisation, l'indemnité exceptionnelle de mutation, l'indemnité d'établissement allouée à des fonctionnaires en poste à l'étranger, l'allocation à la mobilité du conjoint, le complément exceptionnel de localisation en province, l'indemnité exceptionnelle d'aide à la mobilité ;
- les rémunérations, sous quelque dénomination que ce soit (indemnités, primes, vacations, honoraires...), qui justifient, à elles seules, l'ouverture d'un compte de cumuls en application du décret du 29 octobre 1936 modifié relatif aux cumuls de retraites, de rémunérations et de fonctions. Il s'agit donc de l'ensemble des rémunérations versées au titre d'une activité distincte de l'activité principale telles que les indemnités versées aux membres de commissions, les cours complémentaires ou les indemnités d'enseignement et de jury.

Cas particuliers :

L'indemnité particulière allouée aux enseignants-chercheurs placés en délégation auprès du ministère des affaires étrangères en application du décret n° 84-431 du 6 juin 1984, et du ministère de la coopération, en application de l'arrêté du 26 mars 1993, est prise en compte dans l'assiette de calcul de l'indemnité exceptionnelle.

Les éléments de liquidation de cette indemnité sont communiqués par le ministère des affaires étrangères et par le ministère de la coopération au ministère assurant la rémunération principale, afin que ce dernier soit en mesure d'ordonner la mise en paiement de l'indemnité exceptionnelle par le comptable assignataire intéressé.

III. – Modalités d'application

L'indemnité exceptionnelle, dont le montant est calculé en fin d'exercice, peut faire l'objet d'acomptes mensuels calculés sur la base d'un montant prévisionnel.

1^o Modalités de calcul de l'indemnité :

Le montant de l'indemnité exceptionnelle est égal à la différence, lorsqu'elle est positive, entre la rémunération, dont les éléments sont définis au II, versée au cours de l'année courante,

nette de cotisation maladie et de CSG aux taux appliqués au 31 décembre 1996, et cette même rémunération nette de cotisation maladie et de CSG aux taux en vigueur au 1^{er} janvier 1998.

Le montant correspondant à l'assujettissement de l'indemnité exceptionnelle à la CSG, à la contribution au remboursement de la dette sociale (CRDS) et à la contribution de solidarité s'ajoute au montant de ladite indemnité.

Il convient de prendre en compte les rémunérations perçues au cours de l'année courante, quelle que soit la période à laquelle elles se rapportent.

2^o Modalités de mise en paiement des acomptes et du solde de l'indemnité :

Des acomptes mensuels sont versés lorsque le montant prévisionnel de l'indemnité exceptionnelle est supérieur à 200 francs par an.

a) Acompte mensuel :

Le montant prévisionnel nécessaire au calcul des acomptes est égal à la différence entre la rémunération annuelle perçue au cours de l'année précédente, nette de cotisation maladie et de CSG aux taux appliqués au 31 décembre 1996, et cette même rémunération annuelle nette de cotisation maladie et de CSG aux taux appliqués au 1^{er} janvier 1998.

Lorsque ce montant prévisionnel est supérieur ou égal à 200 francs, les acomptes sont égaux à un douzième de 90 % de ce montant (au minimum 15 francs par mois).

En cours d'année et en tant que de besoin, le service gestionnaire du personnel peut moduler l'acompte, à la hausse ou à la baisse, sur la base de l'estimation des rémunérations des agents (temps partiel, retour au temps plein...) dans le respect du plancher mentionné à l'alinéa précédent. Il peut également, dans les mêmes conditions, commencer à verser l'acompte en cours d'année ou cesser de le faire, notamment en cas de mutation.

b) Régularisation sous forme de solde :

L'indemnité exceptionnelle due au titre de l'année courante est liquidée conformément aux dispositions précitées et versée, déduction faite des éventuels acomptes, au plus tard au mois de janvier de l'année suivante.

Les personnels réintégrés après le 1^{er} janvier de l'année courante perçoivent l'indemnité sous la forme d'un versement unique au plus tard au mois de janvier suivant l'année de leur nomination ou de leur recrutement.

Lorsque le total des acomptes versés est supérieur au montant de l'indemnité exceptionnelle calculée dans les conditions définies au III-1^o, les sommes indûment perçues donnent lieu à reversement. Cette situation peut être évitée par la modulation des acomptes mensuels, à l'initiative du gestionnaire (cf. 2^o a).

Pour ce qui concerne les agents de l'Etat payés sans ordonnancement préalable en vertu du décret n° 65-845 du 4 octobre 1965, les éléments de rémunérations ouvrant droit à indemnité exceptionnelle mais payés après ordonnancement doivent être notifiés, par le service gestionnaire du traitement et sous sa responsabilité, aux départements informatiques du Trésor (DIT) et au fur et à mesure du paiement des dépenses ordonnancées.

Ces informations, stockées dans les fichiers de paye par le DIT, sont prises en compte pour la détermination de l'indemnité exceptionnelle dont le solde est versé à l'occasion de la paye du mois de décembre de l'année courante.

Dès lors que le fonctionnaire a bénéficié de l'indemnité exceptionnelle au cours de l'année précédente, les acomptes sont établis, sauf cas particuliers, sur la base de 90 % du douzième du montant de cette même indemnité.

3^o Modalités de régularisation en cours d'année :

a) Cessation de paiement :

Lorsque les personnels bénéficiaires de l'indemnité exceptionnelle sont placés dans une situation n'ouvrant plus droit à rémunération (retraite, décès, disponibilité...), l'indemnité est versée au plus tard à la fin du mois suivant la constatation de cette situation.

La liquidation de cette indemnité peut être provisoire dans la mesure où certains éléments de rémunérations ne sont pas encore connus. Dès lors, la régularisation du montant de l'indemnité exceptionnelle afférente à cette période doit être effectuée à l'initiative de l'ancien ordonnateur.

b) Changement de service ordonnateur de la dépense ou de comptable assignataire :

En cas de changement de service ordonnateur de la dépense ou de comptable assignataire, l'indemnité exceptionnelle est versée au plus tard à la fin du mois suivant ledit changement, sur la base de la rémunération versée par le service concerné au titre de la période considérée.

Cette liquidation peut être provisoire dans la mesure où certains éléments de rémunérations ne sont pas encore connus. Les dispositions prévues au paragraphe 3° a s'appliquent.

Lors de la prise en charge d'un agent dans sa nouvelle affectation, il appartient, en tant que de besoin, au nouveau service gestionnaire de personnel de notifier à son comptable le montant de l'acompte à verser.

4° Imputation budgétaire :

Les dépenses afférentes à l'indemnité exceptionnelle seront imputées sur les chapitres d'indemnités et individualisées sur un paragraphe intitulé « Indemnité exceptionnelle – décret n° 97-215 du 10 mars 1997 » créé, pour le budget général, par la direction du budget (bureau 1 C), à l'exception des personnels admis au titre de la coopération technique et rémunérés sur le titre IV du budget du ministère des affaires étrangères et de la coopération.

*Le ministre de la fonction publique,
de la réforme de l'Etat et de la décentralisation,*

Pour le ministre et par délégation :

*Le directeur général de l'administration
et de la fonction publique,*

M. POCHARD

Le secrétaire d'Etat au budget,

Pour le secrétaire d'Etat et par délégation :

Par empêchement du directeur du budget :

Le sous-directeur,

F. MORDACQ

**Ordonnance n° 96-50 du 24 janvier 1996 modifiée
relative au remboursement de la dette sociale**

(Journal officiel du 25 janvier 1996)

(Extraits)

CHAPITRE II

**Des contributions pour le remboursement
de la dette sociale**

Article 14

(Loi n° 2000-1352 du 30 décembre 2000, art. 89)

I. – Il est institué une contribution sur les revenus d'activité et de remplacement mentionnés aux articles L. 136-2 à L. 136-4 du code de la sécurité sociale, à l'exception des revenus de source étrangère visés au 1° du III de l'article 15 ci-après, perçus du 1^{er} février 1996 au 31 janvier 2014 par les personnes physiques désignées à l'article L. 136-1 du même code.

Cette contribution est assise sur les revenus visés et dans les conditions prévues aux articles L. 136-2 à L. 136-4 et au III de l'article L. 136-8 du code de la sécurité sociale.

II. – Lorsqu'ils n'entrent pas dans le champ d'application du I, sont également soumis à la contribution dans les mêmes conditions et selon les mêmes modalités :

7° L'aide personnalisée au logement visée par les articles L. 351-1 à L. 351-14 du code de la construction et de l'habitation ainsi que l'allocation de logement social prévue par l'article L. 831-1 du code de la sécurité sociale ;

8° Les prestations visées à l'article L. 511-1 et au chapitre V du titre V du livre VII du code de la sécurité sociale, à l'exception de l'allocation de parent isolé et de l'allocation d'éducation spéciale ;

9° (Loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003, art. 60-I-6°.) – Abrogé.

III. – La contribution due sur les prestations visées aux 6°, 7° et 8° du II est précomptée par l'organisme débiteur dans les conditions prévues aux articles L. 243-2 du code de la sécurité sociale et 1031 du code rural.

La contribution prévue au I est recouvrée et contrôlée dans les conditions et sous les garanties et sanctions visées à l'article L. 136-5 du code de la sécurité sociale.

IV. – Les prestations visées au 8° du II, à l'exception de l'allocation logement mentionnée aux articles L. 542-1 et L. 755-21 du code de la sécurité sociale, ne sont assujetties à la contribution qu'à compter du 1^{er} janvier 1997.

Nota : Les dispositions du I sont applicables aux pensions ou allocations versées à compter du 1^{er} janvier 2001.

Article 19

Le taux des contributions instituées par les articles 14 à 18 est fixé à 0,5 %.

VI. – CONTRIBUTION DE SOLIDARITÉ

LOI n° 82-939 du 4 novembre 1982 relative à la contribution exceptionnelle de solidarité en faveur des travailleurs privés d'emploi

(Journal officiel du 5 novembre 1982)

L'Assemblée nationale et le Sénat ont adopté,

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

TITRE I^{er}

INSTITUTION D'UNE CONTRIBUTION DE SOLIDARITÉ

Article 1^{er}

Il est créé, sous le nom de Fonds de solidarité, un établissement public national de caractère administratif, doté de l'autonomie financière et placé sous la tutelle du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, du ministre de l'économie et des finances et du ministre délégué auprès du ministre de l'économie et des finances, chargé du budget.

(Ordonnance n° 84-198 du 21 mars 1984, art. 5.) « Cet établissement a pour mission de rassembler les moyens de financement des allocations de solidarité prévues aux articles L. 351-9 et L. 351-10 du code du travail » (Loi n° 96-1181 du 30 décembre 1996, art. 136-III) « ainsi que ceux de l'aide visée au II de l'article 136 de la loi de finances pour 1997 (n° 96-1181 du 30 décembre 1996). »

Il reçoit la contribution exceptionnelle de solidarité créée par la présente loi (Ordonnance n° 84-198 du 21 mars 1984, art. 5) « ainsi que, le cas échéant, une subvention de l'Etat ». Le produit de cette contribution ne peut recevoir d'autre emploi.

Le fonds est administré par un conseil d'administration dont le président est nommé par décret.

Article 2

(Ordonnance n° 84-198 du 21 mars 1984, art. 5.) « Tous les salariés des employeurs visés à l'article L. 351-12 du code du travail lorsque ceux-ci ne sont pas placés sous le régime de l'article L. 351-4 du même code versent une contribution exceptionnelle de solidarité. »

Cette contribution est assise sur leur rémunération nette totale, y compris l'ensemble des éléments ayant le caractère d'accessoire du traitement, de la solde ou du salaire, à l'exclusion des remboursements de frais professionnels, dans la limite du plafond mentionné à l'article (Ordonnance n° 84-198 du 21 mars 1984, art. 5) « L. 351-3 » du code du travail. La contribution est précomptée et versée par l'employeur à ce fonds de solidarité dans les quinze premiers jours du mois suivant celui du versement des rémunérations ayant supporté le précompte.

(Loi n° 95-116 du 4 février 1995, art. 96 [1^o].) « Le versement de la contribution exceptionnelle de solidarité est accompagné d'une déclaration de l'employeur indiquant notamment le nombre de personnes assujetties à cette contribution, son assiette et son montant.

En cas d'absence de déclaration dans les délais prescrits, le directeur du fonds de solidarité peut fixer forfaitairement à titre provisionnel le montant de cette contribution. »

A défaut de versement dans ce délai, la contribution est majorée de 10 %.

Toutefois, le décret en Conseil d'Etat visé à l'article 3 pourra prévoir des dérogations à cette périodicité compte tenu du nombre de salariés des collectivités et organismes concernés.

L'absence de précompte ou de versement par l'employeur de la contribution de solidarité le rend débiteur du montant de l'ensemble des sommes en cause.

(Loi n° 95-116 du 4 février 1995, art. 96 [3^o].) « La rétention induite du précompte, malgré une mise en demeure non suivie d'effet dans le mois, rend l'employeur passible des pénalités prévues au chapitre IV du titre IV du livre II du code de la sécurité sociale.

Dans ce cas, les poursuites sont engagées à la requête du ministère public sur la demande du directeur du fonds de solidarité. »

Article 3

Cette contribution est recouvrée par le fonds de solidarité dans les conditions fixées par décret en Conseil d'Etat.

(Loi n° 95-116 du 4 février 1995, art. 97.) « Nonobstant toutes dispositions contraires, le fonds de solidarité recouvre la contribution de solidarité et, le cas échéant, la majoration auprès des employeurs mentionnés à l'article 2, pour les périodes d'emploi correspondant aux cinq années civiles précédant celle au cours de laquelle le fonds de solidarité a demandé à l'employeur de justifier ses versements ou de régulariser sa situation.

La mise en demeure adressée à cet employeur interrompt la prescription ci-dessus. »

Article 4

(Loi n° 97-1239 du 29 décembre 1997, art. 30)

A compter du 1^{er} janvier 1998, sont exonérés du versement de la contribution de solidarité les redevables mentionnés à l'article 2, dont la rémunération mensuelle nette telle que définie ci-dessous est inférieure au montant du traitement mensuel brut afférent à l'indice brut 296.

La rémunération mensuelle nette comprend la rémunération de base mensuelle brute augmentée de l'indemnité de résidence et diminuée des cotisations de sécurité sociale obligatoires, des prélèvements pour pension et, le cas échéant, des prélèvements au profit des régimes de retraite complémentaire obligatoires.

Article 5

Le taux de la contribution est fixé à 1 % du montant de l'assiette prévue à l'article 2.

Article 6

La contribution versée au titre de l'article 2 de la présente loi est déduite du montant brut des traitements, salaires et autres rémunérations servant de base pour le calcul de l'assiette de l'impôt sur le revenu. Elle est due à compter du 1^{er} novembre 1982.

Article 7

Les députés en exercice versent une contribution de solidarité.

Les sénateurs en exercice acquittent la contribution de solidarité prévue à l'alinéa précédent selon des modalités déterminées par le bureau du Sénat.

Cette contribution de solidarité est due à compter du 1^{er} novembre 1982.

Article 8

Le Gouvernement présentera chaque année en annexe au projet de loi de finances un rapport sur la gestion du fonds, faisant apparaître en particulier le montant et les modalités d'emploi des ressources.

Circulaire FP/7 n° 2033-6 A du 27 mai 2003 relative aux règles d'assujettissement à la contribution exceptionnelle de solidarité, à la définition de son assiette et aux modalités de son versement

NOR : MESX0310055C

(Texte non paru au *Journal officiel*)

Le ministre de la fonction publique, de la réforme de l'Etat et de l'aménagement du territoire et le ministre délégué au budget et à la réforme budgétaire, à Mesdames et Messieurs les ministres et secrétaires d'Etat.

La loi n° 82-939 du 4 novembre 1982, modifiée en dernier lieu par la loi de finances rectificative n° 97-1239 du 29 décembre 1997, a créé, sous le nom de Fonds de solidarité, un établissement public national de caractère administratif, placé sous la tutelle du ministre des affaires sociales et du ministre chargé du budget.

Cet établissement a pour mission de rassembler les moyens de financement des allocations prévues aux articles L. 351-9, L. 351-10 et L. 351-10-1 du code du travail ainsi que de l'aide prévue au II de l'article 136 de la loi de finances n° 96-1181 du 30 décembre 1996.

Il reçoit à cette fin le produit de la contribution exceptionnelle de solidarité, créée également par la loi susmentionnée, ainsi que, le cas échéant, une subvention de l'Etat.

La présente circulaire précise les règles d'assujettissement à la contribution de solidarité, la définition de son assiette et les règles de son recouvrement. Elle annule et remplace les circulaires n° 1751 du 15 février 1983, n° 3662 du 20 février 1991 et n° 1782 du 17 janvier 1992. Toutes instructions, recommandations et autres circulaires qui ont pu découler de ces trois circulaires du Premier ministre sont également caduques.

I. – TAUX DE LA CONTRIBUTION

Le taux est fixé à 1 %.

II. – POPULATION ASSUJETTIE À LA CONTRIBUTION DE SOLIDARITÉ

Tous les agents de l'Etat, des collectivités territoriales et des établissements publics administratifs, ainsi que les salariés qui ne sont pas affiliés au régime de l'assurance chômage versent la contribution de solidarité. Cette contribution s'applique à tous les agents quelle que soit leur affectation (métropole, DOM, TOM et collectivités territoriales assimilées, étranger), ainsi qu'aux salariés des employeurs mentionnés à l'article L. 351-12 du code du travail qui n'ont pas adhéré à l'article L. 351-4.

Cas particuliers

Les fonctionnaires détachés, comme les fonctionnaires en position hors cadre, sont assujettis à la contribution exceptionnelle de solidarité, uniquement dans la mesure où leur employeur, s'il entre dans la définition figurant aux 2°, 3° et 4° alinéas de l'article L. 351-12 du code du travail, n'a pas, par une option, décidé de se placer sous le régime de l'assurance chômage prévu par l'article L. 351-4.

Par ailleurs, les fonctionnaires détachés ou en position hors cadre auprès d'employeurs qui relèvent uniquement de l'article L. 351-4 ne sont pas soumis à la contribution de solidarité.

Les agents en congé de fin d'activité ne sont pas soumis à la contribution.

Etranger et outre-mer

En application du principe selon lequel le siège social de l'employeur gouverne l'assujettissement à la contribution exceptionnelle de solidarité, seuls les agents publics dont les employeurs relèvent de l'article L. 351-12 du code du travail et dont le siège social est en France métropolitaine ou dans les

départements d'outre-mer restent redevables de la contribution exceptionnelle de solidarité lorsqu'il exercent leur activité dans les territoires d'outre-mer, dans une collectivité territoriale d'outre-mer ou à l'étranger.

Par contre, ne sont pas redevables de la contribution exceptionnelle de solidarité les personnels des employeurs publics dont le siège social se trouve dans un TOM, en Nouvelle-Calédonie, à Saint-Pierre-et-Miquelon ou à Mayotte.

III. – DÉTERMINATION DU SEUIL D'EXONÉRATION

L'article 4 de la loi du 4 novembre 1982, dans sa version modifiée du 29 décembre 1997, dispose que sont exonérés de la contribution les agents dont la rémunération mensuelle nette est inférieure au montant du traitement mensuel brut afférent à l'indice brut 296.

La rémunération mensuelle nette comprend la rémunération de base brute (y compris, notamment, la bonification indiciaire et la nouvelle bonification indiciaire) :

- augmentée de l'indemnité de résidence fixée par le décret n° 85-1148 du 24 octobre 1985 modifié ainsi que de l'indemnité de résidence à l'étranger et les majorations et indexations de traitement des fonctionnaires en poste dans les départements d'outre-mer et les territoires d'outre-mer et collectivités territoriales assimilées ;
- diminuée des seules cotisations de sécurité sociale obligatoires d'outre-mer et collectivités territoriales assimilées, des retenues pour pension et, le cas échéant, des prélèvements au profit des régimes de retraites complémentaires obligatoires.

Ne sont pas déductibles pour le calcul de la rémunération nette la contribution sociale généralisée (CSG), y compris la CSG dite déductible, la contribution pour le remboursement de la dette sociale (CRDS) et les cotisations versées par l'agent aux mutuelles ou aux régimes de protection sociale non obligatoires.

En cas de cumul d'activités, seule la rémunération principale est prise en compte dans le calcul de la rémunération de base brute. L'organisme qui verse la rémunération secondaire doit s'informer auprès de l'ordonnateur du traitement principal de la situation de l'agent au regard de la contribution de solidarité. Ainsi, lorsque l'agent est soumis à la contribution de solidarité au titre de son activité principale, il l'est également pour la rémunération qu'il tire de ses activités secondaires si celles-ci sont exercées pour le compte de l'employeur public.

Pour les travailleurs à temps partiel et à temps non complet, c'est la rémunération nette, telle que définie ci-dessus, effectivement perçue par l'agent, qui est comparée au seuil d'exonération.

Pour les agents des collectivités territoriales employés à temps non complet et rémunérés par plusieurs collectivités publiques, la contribution est assise sur l'ensemble des rémunérations perçues mensuellement par l'agent dès lors que l'une ou la somme de celles-ci apporte à leur bénéficiaire une rémunération nette totale égale ou supérieure au seuil d'exonération.

En ce qui concerne les agents en cessation progressive d'activité, la rémunération brute de base comprend l'indemnité exceptionnelle de 30 % mise en place par l'ordonnance n° 82-297 du 31 mars 1982.

IV. – L'ASSIETTE DE LA CONTRIBUTION EXCEPTIONNELLE DE SOLIDARITÉ

La contribution exceptionnelle de solidarité est assise sur la rémunération nette totale, y compris l'ensemble des éléments ayant le caractère d'accessoire du traitement, de la solde ou du salaire, à l'exclusion des remboursements de frais professionnels, dans la limite du plafond mentionné à l'article L. 351-3 du code du travail, à savoir quatre fois le montant du plafond de la sécurité sociale, et en incluant les rémunérations accessoires en cas de cumul d'activités publiques, il y a donc lieu de procéder, le cas échéant, à régularisation annuelle.

Rémunération nette totale

Par accessoire de traitement, il convient d'entendre l'indemnité de résidence, la prime spéciale d'installation, le supplément familial de traitement, la bonification indiciaire, la nouvelle bonification indiciaire, l'indemnité d'éloignement des départements d'outre-mer, l'indemnité d'éloignement concernant les TOM, la Nouvelle-Calédonie, Saint-Pierre-et-Miquelon et Mayotte et toutes primes et indemnités qui n'ont pas le caractère de remboursement de frais, y compris les indemnités de délocalisation.

Sont donc exclus de l'assiette :

- les remboursements de frais professionnels ;
- les prestations familiales et les remboursements de frais de garde ;

- le remboursement de frais de transport ;
- les avantages en nature.

Eléments non déductibles

En tant qu'imposition, la contribution sociale généralisée (CSG), y compris la CSG déductible, et la contribution au remboursement de la dette sociale (CRDS) ne sont pas déductibles de la rémunération brute. Seules les cotisations de sécurité sociale obligatoires dont les cotisations de sécurité sociale obligatoires effectuées au profit des caisses de sécurité sociale des territoires d'outre-mer et des collectivités territoriales assimilées (part salarié), les prélèvements pour pension ou, le cas échéant, les prélèvements au profit des régimes de retraite complémentaire obligatoires du fait de la loi sont déductibles de la rémunération brute totale.

VII. – PRESTATIONS FAMILIALES

Décret n° 86-150 du 30 janvier 1986 relatif à la revalorisation de la base mensuelle de calcul des allocations familiales à compter du 1^{er} janvier 1986 et à compter du 1^{er} juillet 1986 et portant modification des taux de calcul des allocations familiales des familles nombreuses et de l'allocation parentale d'éducation au 1^{er} janvier 1986 (1)

(Journal officiel du 2 février 1986)

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre de l'économie, des finances et du budget, du ministre de l'agriculture et du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, porte-parole du Gouvernement,

Vu le livre V du code de la sécurité sociale ;

Vu le code rural, notamment les articles 1090 à 1092 ;

Vu l'avis du comité interministériel de coordination en matière de sécurité sociale ;

Vu l'avis du conseil d'administration de la Caisse nationale des allocations familiales,

Décède :

Article 1^{er}

(Abrogé par le décret n° 87-627 du 4 août 1987, art. 2)

Article 2

A l'alinéa 1^{er} de l'article D. 521-1 du code de la sécurité sociale le taux de 40 % pour le troisième enfant à charge et chacun des suivants est remplacé par le taux de 41 % à compter du 1^{er} janvier 1986.

L'alinéa 2 du même article est abrogé à compter de la même date.

Article 3

Le taux d'allocation parentale d'éducation visé à l'article D. 532-1 du code de la sécurité sociale est fixé à 90,2 % à compter du 1^{er} janvier 1986.

Article 4

Le décret n° 85-758 du 18 juillet 1985 portant revalorisation de la base mensuelle de calcul des allocations familiales à compter du 1^{er} juillet 1985 est abrogé.

Article 5

Le ministre de l'économie, des finances et du budget, le ministre de l'agriculture, le ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, porte-parole du Gouvernement, et le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'économie, des finances et du budget, chargé du budget et de la consommation, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 30 janvier 1986.

LAURENT FABIUS

Par le Premier ministre :

*Le ministre des affaires sociales
et de la solidarité nationale,
porte-parole du Gouvernement,*

GEORGINA DUFOIX

*Le ministre de l'économie,
des finances et du budget,*
PIERRE BÉRÉGOVOY

Le ministre de l'agriculture,
HENRI NALLET

*Le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'économie,
des finances et du budget, chargé du budget
et de la consommation,*
HENRI EMMANUELLI

(1) Modifié par le décret n° 87-627 du 4 août 1987.

CODE DE LA SÉCURITÉ SOCIALE (Extraits)

CHAPITRE 2

Caisse d'allocations familiales

Article L. 212-1

Le service des prestations familiales dues aux salariés de toute profession, aux employeurs et aux travailleurs indépendants des professions non agricoles ainsi qu'à la population non active incombe aux caisses d'allocations familiales. (*Loi n° 2001-624 du 17 juillet 2001, art. 33.*) « Cette disposition est étendue, à compter du 1^{er} octobre 2001, aux retraités de la Caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales et du Fonds spécial des pensions des ouvriers des établissements industriels de l'Etat, domiciliés dans les départements d'outre-mer. »

(*Ordonnance n° 96-51 du 24 janvier 1996, art. 7-I.*) « Toutefois, certains organismes ou services peuvent être autorisés, par décret, à servir ces prestations aux salariés agricoles et personnels de l'Etat. »

Article D. 212-3

(*Décret n° 94-994 du 10 novembre 1994, art. 1^{er}-I*)

Le service des prestations familiales, à l'exception de (*Décret n° 2003-1394 du 31 décembre 2003, art. 2-II*) « la prestation d'accueil du jeune enfant et de » l'allocation logement visée à l'article L. 511-1, est assuré par les administrations de l'Etat, pour les personnels de droit public qu'elles rémunèrent.

CHAPITRE 2

Assiette, taux et calcul des cotisations

Article D. 242-7

(*Décret n° 90-5 du 2 janvier 1990, art. 1^{er}*)

Le taux de la cotisation d'allocations familiales due par l'employeur sur les rémunérations et gains versés aux salariés est fixé à (*Décret n° 91-91 du 23 janvier 1991, art. 1^{er}, al. 1*) « 5,40 % ».

Arrêté du 26 novembre 1996 fixant la cotisation due à la Caisse nationale des allocations familiales par les organismes ou régimes visés à l'article L. 212-1 du code de la sécurité sociale

NOR: TASS9624121A

(Journal officiel du 4 décembre 1996)

Le ministre du travail et des affaires sociales et le ministre délégué au budget, porte-parole du Gouvernement,

Vu le code de la sécurité sociale, notamment les articles L. 212-1, L. 251-8, R. 252-29, D. 212-1, D. 212-2, D. 212-3 et D. 212-4 ;

Vu l'ordonnance n° 96-51 du 24 janvier 1996 relative aux mesures urgentes tendant au rétablissement de l'équilibre financier de la sécurité sociale ;

Vu l'avis du conseil d'administration de la Caisse nationale des allocations familiales en date du 12 novembre 1996 ;

Vu l'avis du conseil d'administration de l'Agence centrale des organismes de sécurité sociale en date du 5 novembre 1996,

Arrêtent :

Article 1^{er}

Le taux de la cotisation due à la Caisse nationale des allocations familiales pour les années 1993, 1994, 1995 et 1996 par les organismes ou régimes visés par le deuxième alinéa de l'article L. 212-1 du code de la sécurité sociale autres que le régime des salariés agricoles et celui de la sécurité sociale dans les mines est fixé à 4,80 %.

Article 2

Le taux de la cotisation due à la Caisse nationale des allocations familiales pour chaque organisme ou régime visé à l'article D. 212-4 du code de la sécurité sociale est fixé à 5,20 % à compter du 1^{er} janvier 1997 et jusqu'à la conclusion de la convention prévue au II de l'article 7 de l'ordonnance du 24 janvier 1996 susvisée.

Article 3

Le taux de la cotisation due à la Caisse nationale des allocations familiales par l'Etat est fixé à 5,20 % à compter du 1^{er} janvier 1997.

Article 4

Le directeur de la sécurité sociale au ministère du travail et des affaires sociales et le directeur du budget au ministère du budget sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 26 novembre 1996.

Le ministre du travail et des affaires sociales,

Pour le ministre et par délégation :

Le directeur de la sécurité sociale,

R. BRIET

Le ministre délégué au budget,
porte-parole du Gouvernement,

Pour le ministre et par délégation :

Par empêchement du directeur du budget :

Le sous-directeur,

D. MORIN

Décret n° 2004-1458 du 23 décembre 2004 relatif à la revalorisation de la base mensuelle de calcul des prestations familiales à compter du 1^{er} janvier 2005

NOR : SANS0424204D

(*Journal officiel* du 30 décembre 2004)

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre des solidarités, de la santé et de la famille,

Vu le code de la sécurité sociale, notamment les livres V et VII ;

Vu le code rural ;

Vu l'avis du conseil d'administration de la Caisse nationale des allocations familiales en date du 7 décembre 2004,

Décrète :

Article 1^{er}

En application de l'article L. 551-1 du code de la sécurité sociale, la base mensuelle de calcul des allocations familiales est fixée à 361,37 € à compter du 1^{er} janvier 2005.

Article 2

Le ministre des solidarités, de la santé et de la famille, le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie, le ministre de l'agriculture, de l'alimentation, de la pêche et de la ruralité et le ministre délégué au budget et à la réforme budgétaire, porte-parole du Gouvernement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 23 décembre 2004.

JEAN-PIERRE RAFFARIN

Par le Premier ministre :

Le ministre des solidarités,
de la santé et de la famille,

PHILIPPE DOUSTE-BLAZY

Le ministre de l'économie,
des finances et de l'industrie,

HERVÉ GAYMARD

Le ministre de l'agriculture, de l'alimentation,
de la pêche et de la ruralité,

DOMINIQUE BUSSEREAU

Le ministre délégué au budget
et à la réforme budgétaire,
porte-parole du Gouvernement,

JEAN-FRANÇOIS COPÉ

VIII. – INDEMNITÉS HORAIRES POUR TRAVAUX SUPPLÉMENTAIRES

Décret n° 2002-60 du 14 janvier 2002 relatif aux indemnités horaires pour travaux supplémentaires

(Journal officiel du 15 janvier 2002)

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre de l'économie, des finances et de l'industrie et du ministre de la fonction publique et de la réforme de l'Etat,

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, et notamment son article 20, ensemble la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat ;

Vu le décret n° 85-1148 du 24 octobre 1985 modifié relatif à la rémunération des personnels civils et militaires de l'Etat, des personnels des collectivités territoriales et des personnels des établissements publics d'hospitalisation ;

Vu le décret n° 2000-815 du 25 août 2000 relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique de l'Etat,

Décète :

Article 1^{er}

Les personnels civils de l'Etat et de leurs établissements publics à caractère administratif peuvent percevoir des indemnités horaires pour travaux supplémentaires dans les conditions et suivant les modalités fixées par le présent décret.

Article 2

I. – 1° Les indemnités horaires pour travaux supplémentaires peuvent être versées, dès lors qu'ils exercent des fonctions ou appartiennent à des corps, grades ou emplois dont les missions impliquent la réalisation effective d'heures supplémentaires, aux fonctionnaires de catégorie C et aux fonctionnaires de catégorie B lorsque la rémunération de ces derniers est au plus égale à celle qui correspond à l'indice brut 380.

2° Le versement des indemnités horaires pour travaux supplémentaires à ces fonctionnaires est subordonné à la mise en œuvre par leur employeur de moyens de contrôle automatisé permettant de comptabiliser de façon exacte les heures supplémentaires qu'ils auront accomplies. S'agissant des personnels exerçant leur activité hors de leurs locaux de rattachement, un décompte déclaratif contrôlable peut remplacer le dispositif de contrôle automatisé. Un décompte déclaratif peut également être utilisé pour les sites dont l'effectif des agents susceptibles de percevoir des indemnités horaires pour travaux supplémentaires est inférieur à 10.

3° Un arrêté conjoint des ministres chargés du budget et de la fonction publique et du ministre intéressé fixe la liste des corps, grades, emplois et fonctions pour lesquels les conditions énumérées au 1° et au 2° du I ci-dessus sont remplies.

II. – Les indemnités horaires pour travaux supplémentaires peuvent également être versées, dès lors qu'ils exercent des fonctions ou appartiennent à des corps, grades ou emplois dont les missions impliquent la réalisation effective d'heures supplémentaires, aux fonctionnaires de catégorie B dont la rémunération est supérieure à celle qui correspond à l'indice brut 380, sous réserve du respect de la condition figurant au 2° du I ci-dessus. Un arrêté conjoint des ministres chargés du budget et de la fonction publique et du ministre intéressé fixe la liste des corps, grades, emplois et fonctions pour lesquels ces conditions sont remplies.

III. – 1° Les indemnités horaires pour travaux supplémentaires peuvent, en outre, être versées à des agents non titulaires de droit public de même niveau et exerçant des fonctions de même nature que celles mentionnées aux I et II ci-dessus et sous réserve du respect de la condition figurant au 2° du I ci-

dessus. Un arrêté conjoint des ministres chargés du budget et de la fonction publique et du ministre intéressé fixe la liste des catégories d'agents non titulaires concernés.

2° Toutefois, les agents non titulaires de droit public dont le contrat prévoit un régime similaire à celui institué par le présent décret ne peuvent percevoir les indemnités horaires pour travaux supplémentaires.

Article 3

La compensation des heures supplémentaires peut être réalisée, en tout ou partie, sous la forme d'un repos compensateur. Une même heure supplémentaire ne peut donner lieu à la fois à un repos compensateur et à une indemnisation au titre du présent décret.

Article 4

Pour l'application du présent décret et conformément aux dispositions du décret du 25 août 2000 susvisé, sont considérées comme heures supplémentaires les heures effectuées à la demande du chef de service dès qu'il y a dépassement des bornes horaires définies par le cycle de travail.

Le travail supplémentaire, tel que défini ci-dessus, accompli entre 22 heures et 7 heures est considéré comme travail supplémentaire de nuit.

Article 5

Les indemnités horaires pour travaux supplémentaires, prévues au titre du présent décret, sont exclusives des indemnités forfaitaires pour travaux supplémentaires, des indemnités perçues par les personnels enseignants soumis à un régime spécifique d'indemnisation des heures supplémentaires et de toute autre indemnité de même nature.

Article 6

Le nombre des heures supplémentaires accomplies dans les conditions fixées par le présent décret ne peuvent dépasser un contingent mensuel de 25 heures.

Lorsque des circonstances exceptionnelles le justifient et pour une période limitée, le contingent mensuel peut être dépassé sur décision du chef de service qui en informe immédiatement les représentants du personnel au comité technique paritaire compétent.

Des dérogations au contingent mensuel peuvent être accordées, à titre exceptionnel, dans les limites prévues au I de l'article 3 du décret du 25 août 2000 susvisé, après consultation du comité technique paritaire ministériel ou du comité technique paritaire d'établissement, pour certaines fonctions dont la nature est précisée par arrêté conjoint des ministres chargés du budget, de la fonction publique et du ministre concerné.

Article 7

A défaut de compensation sous la forme d'un repos compensateur, les heures supplémentaires accomplies sont indemnisées dans les conditions ci-dessous.

La rémunération horaire est déterminée en prenant pour base exclusive le montant du traitement brut annuel de l'agent concerné au moment de l'exécution des travaux, augmenté, le cas échéant, de l'indemnité de résidence. Le montant ainsi obtenu est divisé par 1 820.

Cette rémunération horaire est multipliée par 1,07 pour les quatorze premières heures supplémentaires et par 1,27 pour les heures suivantes.

Article 8

L'heure supplémentaire est majorée de 100 % lorsqu'elle est effectuée de nuit, et des deux tiers lorsqu'elle est effectuée un dimanche ou un jour férié. Ces deux majorations ne peuvent se cumuler.

Article 9

Ces indemnités ne peuvent être attribuées à un agent pendant les périodes ouvrant droit à remboursement des frais de déplacement.

Une période d'astreinte telle que définie à l'article 5 du décret du 25 août 2000 susvisé ne peut être rémunérée au titre des heures supplémentaires. Cependant lorsque des interventions sont effectuées au cours d'une période d'astreinte, ne sont pas compensées et donnent lieu à la réalisation d'heures supplémentaires, elles peuvent être rémunérées à ce titre.

Les autres situations prévues par l'article 9 du décret du 25 août 2000 susvisé ne peuvent être rémunérées au titre des heures supplémentaires prévues par le présent décret.

Article 10

Le décret n° 50-1248 du 6 octobre 1950 relatif au nouveau régime des indemnités horaires pour travaux supplémentaires susceptibles d'être accordées aux personnels civils de l'Etat et le décret n° 73-946 du 20 septembre 1973 modifié relatif aux indemnités forfaitaires pour travaux supplémentaires allouées à certains personnels des administrations centrales des ministères sont abrogés.

Article 11

Le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie, le ministre de la fonction publique et de la réforme de l'Etat et la secrétaire d'Etat au budget sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui prend effet le 1^{er} janvier 2002 et sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 14 janvier 2002.

LIONEL JOSPIN

Par le Premier ministre :

*Le ministre de la fonction publique
et de la réforme de l'Etat,*

MICHEL SAPIN

*Le ministre de l'économie,
des finances et de l'industrie,*

LAURENT FABIUS

La secrétaire d'Etat au budget,

FLORENCE PARLY

Taux applicables à compter du 1^{er} novembre 2005

(Application du décret n° 2002-60 du 14 janvier 2002 sur la base des traitements annuels bruts soumis à retenue pour pension à compter du 1^{er} novembre 2005 figurant au barème B annexé au décret n° 2003-1301 du 20 octobre 2005.)

INDICES majorés	ZONES D'INDEMNITÉ DE RÉSIDENCE											
	1 ^{re} zone (3 %)				2 ^e zone (1 %)				3 ^e zone (0 %)			
	14 premières heures	Au-delà des 14 premières heures	Dimanches et jours fériés	De nuit	14 premières heures	Au-delà des 14 premières heures	Dimanches et jours fériés	De nuit	14 premières heures	Au-delà des 14 premières heures	Dimanches et jours fériés	De nuit
	€	€	€	€	€	€	€	€	€	€	€	€
186	6,15	7,30	10,25	12,30	5,95	7,07	9,91	11,90	5,86	6,95	9,76	11,72
187	6,18	7,34	10,30	12,36	5,99	7,11	9,98	11,98	5,89	6,99	9,81	11,78
188	6,21	7,37	10,35	12,42	6,02	7,15	10,03	12,04	5,92	7,03	9,86	11,84
189	6,24	7,41	10,40	12,48	6,05	7,18	10,08	12,10	5,95	7,07	9,91	11,90
190	6,28	7,45	10,46	12,56	6,08	7,22	10,13	12,16	5,99	7,11	9,98	11,98
191	6,30	7,48	10,50	12,60	6,12	7,26	10,20	12,24	6,02	7,15	10,03	12,04
192	6,33	7,51	10,55	12,66	6,15	7,30	10,25	12,30	6,05	7,18	10,08	12,10
193	6,36	7,55	10,60	12,72	6,18	7,34	10,30	12,36	6,08	7,22	10,13	12,16
194	6,39	7,59	10,65	12,78	6,21	7,37	10,35	12,42	6,12	7,26	10,20	12,24
195	6,43	7,63	10,71	12,86	6,24	7,41	10,40	12,48	6,15	7,30	10,25	12,30
196	6,46	7,67	10,76	12,92	6,28	7,45	10,46	12,56	6,18	7,34	10,30	12,36
197	6,49	7,70	10,81	12,98	6,31	7,49	10,51	12,62	6,21	7,37	10,35	12,42
198	6,52	7,74	10,86	13,04	6,34	7,53	10,56	12,68	6,24	7,41	10,40	12,48
199	6,55	7,78	10,91	13,10	6,37	7,56	10,61	12,74	6,28	7,45	10,46	12,56
200	6,59	7,82	10,98	13,18	6,39	7,59	10,65	12,78	6,31	7,49	10,51	12,62
201	6,62	7,86	11,03	13,24	6,43	7,63	10,71	12,86	6,34	7,53	10,56	12,68
202	6,65	7,89	11,08	13,30	6,46	7,67	10,76	12,92	6,37	7,56	10,61	12,74
203	6,68	7,93	11,13	13,36	6,49	7,70	10,81	12,98	6,40	7,60	10,66	12,80
204	6,71	7,97	11,18	13,42	6,52	7,74	10,86	13,04	6,44	7,64	10,73	12,88
205	6,75	8,01	11,25	13,50	6,55	7,78	10,91	13,10	6,46	7,67	10,76	12,92
206	6,78	8,05	11,30	13,56	6,59	7,82	10,98	13,18	6,49	7,70	10,81	12,98
207	6,81	8,08	11,35	13,62	6,62	7,86	11,03	13,24	6,52	7,74	10,86	13,04
208	6,84	8,12	11,40	13,68	6,65	7,89	11,08	13,30	6,55	7,78	10,91	13,10
209	6,88	8,16	11,46	13,76	6,68	7,93	11,13	13,36	6,59	7,82	10,98	13,18
210	6,91	8,20	11,51	13,82	6,71	7,97	11,18	13,42	6,62	7,86	11,03	13,24
211	6,93	8,22	11,55	13,86	6,75	8,01	11,25	13,50	6,65	7,89	11,08	13,30
212	6,96	8,26	11,60	13,92	6,78	8,05	11,30	13,56	6,68	7,93	11,13	13,36
213	6,99	8,30	11,65	13,98	6,81	8,08	11,35	13,62	6,71	7,97	11,18	13,42
214	7,02	8,34	11,70	14,04	6,84	8,12	11,40	13,68	6,75	8,01	11,25	13,50
215	7,06	8,38	11,76	14,12	6,88	8,16	11,46	13,76	6,78	8,05	11,30	13,56
216	7,09	8,42	11,81	14,18	6,91	8,20	11,51	13,82	6,81	8,08	11,35	13,62
217	7,12	8,45	11,86	14,24	6,94	8,24	11,56	13,88	6,84	8,12	11,40	13,68
218	7,15	8,49	11,91	14,30	6,97	8,28	11,61	13,94	6,88	8,16	11,46	13,76
219	7,19	8,53	11,98	14,38	7,00	8,31	11,66	14,00	6,91	8,20	11,51	13,82

INDICES majorés	ZONES D INDEMNITÉ DE RÉSIDENCE											
	1 ^{re} zone (3 %)				2 ^e zone (1 %)				3 ^e zone (0 %)			
	14 premières heures	Au-delà des 14 premières heures	Dimanches et jours fériés	De nuit	14 premières heures	Au-delà des 14 premières heures	Dimanches et jours fériés	De nuit	14 premières heures	Au-delà des 14 premières heures	Dimanches et jours fériés	De nuit
€	€	€	€	€	€	€	€	€	€	€	€	€
220	7,22	8,57	12,03	14,44	7,04	8,35	11,73	14,08	6,94	8,24	11,56	13,88
221	7,25	8,61	12,08	14,50	7,06	8,38	11,76	14,12	6,97	8,28	11,61	13,94
222	7,28	8,64	12,13	14,56	7,09	8,42	11,81	14,18	7,00	8,31	11,66	14,00
223	7,31	8,68	12,18	14,62	7,12	8,45	11,86	14,24	7,04	8,35	11,73	14,08
224	7,35	8,72	12,25	14,70	7,15	8,49	11,91	14,30	7,07	8,39	11,78	14,14
225	7,38	8,76	12,30	14,76	7,19	8,53	11,98	14,38	7,10	8,43	11,83	14,20
226	7,41	8,80	12,35	14,82	7,22	8,57	12,03	14,44	7,12	8,45	11,86	14,24
227	7,44	8,83	12,40	14,88	7,25	8,61	12,08	14,50	7,15	8,49	11,91	14,30
228	7,47	8,87	12,45	14,94	7,28	8,64	12,13	14,56	7,19	8,53	11,98	14,38
229	7,51	8,91	12,51	15,02	7,31	8,68	12,18	14,62	7,22	8,57	12,03	14,44
230	7,54	8,95	12,56	15,08	7,35	8,72	12,25	14,70	7,25	8,61	12,08	14,50
231	7,57	8,99	12,61	15,14	7,38	8,76	12,30	14,76	7,28	8,64	12,13	14,56
232	7,59	9,01	12,65	15,18	7,41	8,80	12,35	14,82	7,31	8,68	12,18	14,62
233	7,62	9,05	12,70	15,24	7,44	8,83	12,40	14,88	7,35	8,72	12,25	14,70
234	7,66	9,09	12,76	15,32	7,47	8,87	12,45	14,94	7,38	8,76	12,30	14,76
235	7,69	9,13	12,81	15,38	7,51	8,91	12,51	15,02	7,41	8,80	12,35	14,82
236	7,72	9,16	12,86	15,44	7,54	8,95	12,56	15,08	7,44	8,83	12,40	14,88
237	7,75	9,20	12,91	15,50	7,57	8,99	12,61	15,14	7,47	8,87	12,45	14,94
238	7,78	9,24	12,96	15,56	7,60	9,02	12,66	15,20	7,51	8,91	12,51	15,02
239	7,82	9,28	13,03	15,64	7,63	9,06	12,71	15,26	7,54	8,95	12,56	15,08
240	7,85	9,32	13,08	15,70	7,67	9,10	12,78	15,34	7,57	8,99	12,61	15,14
241	7,88	9,35	13,13	15,76	7,69	9,13	12,81	15,38	7,60	9,02	12,66	15,20
242	7,91	9,39	13,18	15,82	7,72	9,16	12,86	15,44	7,63	9,06	12,71	15,26
243	7,95	9,43	13,25	15,90	7,75	9,20	12,91	15,50	7,67	9,10	12,78	15,34
244	7,98	9,47	13,30	15,96	7,78	9,24	12,96	15,56	7,70	9,14	12,83	15,40
245	8,01	9,51	13,35	16,02	7,82	9,28	13,03	15,64	7,73	9,18	12,88	15,46
246	8,04	9,55	13,40	16,08	7,85	9,32	13,08	15,70	7,75	9,20	12,91	15,50
247	8,07	9,58	13,45	16,14	7,88	9,35	13,13	15,76	7,78	9,24	12,96	15,56
248	8,11	9,62	13,51	16,22	7,91	9,39	13,18	15,82	7,82	9,28	13,03	15,64
249	8,14	9,66	13,56	16,28	7,95	9,43	13,25	15,90	7,85	9,32	13,08	15,70
250	8,17	9,70	13,61	16,34	7,98	9,47	13,30	15,96	7,88	9,35	13,13	15,76
251	8,20	9,74	13,66	16,40	8,01	9,51	13,35	16,02	7,91	9,39	13,18	15,82
252	8,22	9,76	13,70	16,44	8,04	9,55	13,40	16,08	7,95	9,43	13,25	15,90
253	8,26	9,80	13,76	16,52	8,07	9,58	13,45	16,14	7,98	9,47	13,30	15,96
254	8,29	9,84	13,81	16,58	8,11	9,62	13,51	16,22	8,01	9,51	13,35	16,02
255	8,32	9,88	13,86	16,64	8,14	9,66	13,56	16,28	8,04	9,55	13,40	16,08
256	8,35	9,91	13,91	16,70	8,17	9,70	13,61	16,34	8,07	9,58	13,45	16,14
257	8,38	9,95	13,96	16,76	8,20	9,74	13,66	16,40	8,11	9,62	13,51	16,22
258	8,42	9,99	14,03	16,84	8,23	9,77	13,71	16,46	8,14	9,66	13,56	16,28
259	8,45	10,03	14,08	16,90	8,27	9,81	13,78	16,54	8,17	9,70	13,61	16,34
260	8,48	10,07	14,13	16,96	8,30	9,85	13,83	16,60	8,20	9,74	13,66	16,40
261	8,51	10,10	14,18	17,02	8,33	9,89	13,88	16,66	8,23	9,77	13,71	16,46
262	8,54	10,14	14,23	17,08	8,35	9,91	13,91	16,70	8,27	9,81	13,78	16,54
263	8,58	10,18	14,30	17,16	8,38	9,95	13,96	16,76	8,30	9,85	13,83	16,60
264	8,61	10,22	14,35	17,22	8,42	9,99	14,03	16,84	8,33	9,89	13,88	16,66
265	8,64	10,26	14,40	17,28	8,45	10,03	14,08	16,90	8,36	9,93	13,93	16,72
266	8,67	10,29	14,45	17,34	8,48	10,07	14,13	16,96	8,39	9,96	13,98	16,78
267	8,70	10,33	14,50	17,40	8,51	10,10	14,18	17,02	8,42	9,99	14,03	16,84
268	8,74	10,37	14,56	17,48	8,54	10,14	14,23	17,08	8,45	10,03	14,08	16,90
269	8,77	10,41	14,61	17,54	8,58	10,18	14,30	17,16	8,48	10,07	14,13	16,96
270	8,80	10,45	14,66	17,60	8,61	10,22	14,35	17,22	8,51	10,10	14,18	17,02
271	8,83	10,49	14,71	17,66	8,64	10,26	14,40	17,28	8,54	10,14	14,23	17,08
272	8,87	10,52	14,78	17,74	8,67	10,29	14,45	17,34	8,58	10,18	14,30	17,16
273	8,89	10,55	14,81	17,78	8,70	10,33	14,50	17,40	8,61	10,22	14,35	17,22
274	8,92	10,59	14,86	17,84	8,74	10,37	14,56	17,48	8,64	10,26	14,40	17,28
275	8,95	10,62	14,91	17,90	8,77	10,41	14,61	17,54	8,67	10,29	14,45	17,34
276	8,98	10,66	14,96	17,96	8,80	10,45	14,66	17,60	8,70	10,33	14,50	17,40
277	9,02	10,70	15,03	18,04	8,83	10,49	14,71	17,66	8,74	10,37	14,56	17,48
278	9,05	10,74	15,08	18,10	8,87	10,52	14,78	17,74	8,77	10,41	14,61	17,54
279	9,08	10,78	15,13	18,16	8,90	10,56	14,83	17,80	8,80	10,45	14,66	17,60
280	9,11	10,82	15,18	18,22	8,93	10,60	14,88	17,86	8,83	10,49	14,71	17,66
281	9,14	10,85	15,23	18,28	8,96	10,64	14,93	17,92	8,87	10,52	14,78	17,74
282	9,18	10,89	15,30	18,36	8,98	10,66	14,96	17,96	8,90	10,56	14,83	17,80
283	9,21	10,93	15,35	18,42	9,02	10,70	15,03	18,04	8,93	10,60	14,88	17,86
284	9,24	10,97	15,40	18,48	9,05	10,74	15,08	18,10	8,96	10,64	14,93	17,92
285	9,27	11,01	15,45	18,54	9,08	10,78	15,13	18,16	8,99	10,68	14,98	17,98
286	9,30	11,04	15,50	18,60	9,11	10,82	15,18	18,22	9,03	10,71	15,05	18,06
287	9,34	11,08	15,56	18,68	9,14	10,85	15,23	18,28	9,05	10,74	15,08	18,10
288	9,37	11,12	15,61	18,74	9,18	10,89	15,30	18,36	9,08	10,78	15,13	18,16

INDICES majorés	ZONES D'INDEMNITÉ DE RÉSIDENCE											
	1 ^{re} zone (3 %)				2 ^e zone (1 %)				3 ^e zone (0 %)			
	14 premières heures	Au-delà des 14 premières heures	Dimanches et jours fériés	De nuit	14 premières heures	Au-delà des 14 premières heures	Dimanches et jours fériés	De nuit	14 premières heures	Au-delà des 14 premières heures	Dimanches et jours fériés	De nuit
€	€	€	€	€	€	€	€	€	€	€	€	€
289	9,40	11,16	15,66	18,80	9,21	10,93	15,35	18,42	9,11	10,82	15,18	18,22
290	9,43	11,20	15,71	18,86	9,24	10,97	15,40	18,48	9,14	10,85	15,23	18,28
291	9,46	11,23	15,76	18,92	9,27	11,01	15,45	18,54	9,18	10,89	15,30	18,36
292	9,50	11,27	15,83	19,00	9,30	11,04	15,50	18,60	9,21	10,93	15,35	18,42
293	9,52	11,30	15,86	19,04	9,34	11,08	15,56	18,68	9,24	10,97	15,40	18,48
294	9,55	11,34	15,91	19,10	9,37	11,12	15,61	18,74	9,27	11,01	15,45	18,54
295	9,58	11,37	15,96	19,16	9,40	11,16	15,66	18,80	9,30	11,04	15,50	18,60
296	9,61	11,41	16,01	19,22	9,43	11,20	15,71	18,86	9,34	11,08	15,56	18,68
297	9,65	11,45	16,08	19,30	9,46	11,23	15,76	18,92	9,37	11,12	15,61	18,74
298	9,68	11,49	16,13	19,36	9,50	11,27	15,83	19,00	9,40	11,16	15,66	18,80
299	9,71	11,53	16,18	19,42	9,53	11,31	15,88	19,06	9,43	11,20	15,71	18,86
300	9,74	11,56	16,23	19,48	9,56	11,35	15,93	19,12	9,46	11,23	15,76	18,92
301	9,77	11,60	16,28	19,54	9,59	11,39	15,98	19,18	9,50	11,27	15,83	19,00
302	9,81	11,64	16,35	19,62	9,63	11,43	16,05	19,26	9,53	11,31	15,88	19,06
303	9,85	11,69	16,41	19,70	9,66	11,46	16,10	19,32	9,56	11,35	15,93	19,12
304	9,88	11,73	16,46	19,76	9,69	11,50	16,15	19,38	9,59	11,39	15,98	19,18
305	9,91	11,77	16,51	19,82	9,72	11,54	16,20	19,44	9,63	11,43	16,05	19,26
306	9,95	11,81	16,58	19,90	9,75	11,58	16,25	19,50	9,66	11,46	16,10	19,32
307	9,98	11,84	16,63	19,96	9,79	11,62	16,31	19,58	9,69	11,50	16,15	19,38
308	10,01	11,88	16,68	20,02	9,82	11,65	16,36	19,64	9,71	11,53	16,18	19,42
309	10,04	11,92	16,73	20,08	9,85	11,69	16,41	19,70	9,74	11,56	16,23	19,48
310	10,07	11,96	16,78	20,14	9,88	11,73	16,46	19,76	9,77	11,60	16,28	19,54
311	10,11	12,00	16,85	20,22	9,90	11,76	16,50	19,80	9,81	11,64	16,35	19,62
312	10,14	12,03	16,90	20,28	9,94	11,79	16,56	19,88	9,84	11,68	16,40	19,68
313	10,17	12,07	16,95	20,34	9,97	11,83	16,61	19,94	9,87	11,72	16,45	19,74
314	10,20	12,11	17,00	20,40	10,00	11,87	16,66	20,00	9,90	11,76	16,50	19,80
315	10,23	12,15	17,05	20,46	10,03	11,91	16,71	20,06	9,94	11,79	16,56	19,88
316	10,27	12,19	17,11	20,54	10,06	11,95	16,76	20,12	9,97	11,83	16,61	19,94
317	10,30	12,23	17,16	20,60	10,10	11,99	16,83	20,20	10,00	11,87	16,66	20,00
318	10,33	12,26	17,21	20,66	10,13	12,02	16,88	20,26	10,03	11,91	16,71	20,06
319	10,36	12,30	17,26	20,72	10,16	12,06	16,93	20,32	10,06	11,95	16,76	20,12
320	10,40	12,34	17,33	20,80	10,19	12,10	16,98	20,38	10,10	11,98	16,83	20,20
321	10,43	12,38	17,38	20,86	10,22	12,14	17,03	20,44	10,13	12,02	16,88	20,26
322	10,46	12,42	17,43	20,92	10,26	12,17	17,10	20,52	10,16	12,06	16,93	20,32
323	10,49	12,45	17,48	20,98	10,29	12,21	17,15	20,58	10,19	12,10	16,98	20,38
324	10,52	12,49	17,53	21,04	10,32	12,25	17,20	20,64	10,22	12,14	17,03	20,44
325	10,56	12,53	17,60	21,12	10,35	12,29	17,25	20,70	10,26	12,17	17,10	20,52
326	10,59	12,57	17,65	21,18	10,38	12,33	17,30	20,76	10,29	12,21	17,15	20,58
327	10,62	12,61	17,70	21,24	10,42	12,36	17,36	20,84	10,32	12,25	17,20	20,64
328	10,66	12,66	17,76	21,32	10,45	12,40	17,41	20,90	10,34	12,28	17,23	20,68
329	10,70	12,70	17,83	21,40	10,48	12,44	17,46	20,96	10,37	12,31	17,28	20,74
330	10,73	12,73	17,88	21,46	10,51	12,48	17,51	21,02	10,41	12,35	17,35	20,82
331	10,76	12,77	17,93	21,52	10,55	12,52	17,58	21,10	10,44	12,39	17,40	20,88
332	10,79	12,81	17,98	21,58	10,58	12,56	17,63	21,16	10,47	12,43	17,45	20,94
333	10,82	12,85	18,03	21,64	10,61	12,59	17,68	21,22	10,50	12,47	17,50	21,00
334	10,86	12,89	18,10	21,72	10,64	12,63	17,73	21,28	10,53	12,50	17,55	21,06
335	10,89	12,92	18,15	21,78	10,67	12,67	17,78	21,34	10,57	12,54	17,61	21,14
336	10,92	12,96	18,20	21,84	10,71	12,71	17,85	21,42	10,60	12,58	17,66	21,20
337	10,95	13,00	18,25	21,90	10,74	12,75	17,90	21,48	10,63	12,62	17,71	21,26
338	10,98	13,04	18,30	21,96	10,77	12,78	17,95	21,54	10,66	12,66	17,76	21,32
339	11,02	13,08	18,36	22,04	10,80	12,82	18,00	21,60	10,70	12,70	17,83	21,40
340	11,05	13,11	18,41	22,10	10,83	12,86	18,05	21,66	10,73	12,73	17,88	21,46
341	11,08	13,15	18,46	22,16	10,87	12,90	18,11	21,74	10,76	12,77	17,93	21,52
342	11,11	13,19	18,51	22,22	10,90	12,94	18,16	21,80	10,79	12,81	17,98	21,58
343	11,14	13,23	18,56	22,28	10,93	12,97	18,21	21,86	10,82	12,85	18,03	21,64
344	11,18	13,27	18,63	22,36	10,96	13,01	18,26	21,92	10,86	12,89	18,10	21,72
345	11,21	13,30	18,68	22,42	10,99	13,05	18,31	21,98	10,89	12,92	18,15	21,78
346	11,24	13,34	18,73	22,48	11,03	13,09	18,38	22,06	10,92	12,96	18,20	21,84
347	11,27	13,38	18,78	22,54	11,06	13,13	18,43	22,12	10,95	13,00	18,25	21,90
348	11,30	13,42	18,83	22,60	11,09	13,16	18,48	22,18	10,98	13,04	18,30	21,96
349	11,34	13,46	18,90	22,68	11,12	13,20	18,53	22,24	11,01	13,06	18,35	22,02
350	11,37	13,50	18,95	22,74	11,16	13,24	18,60	22,32	11,04	13,10	18,40	22,08
351	11,40	13,53	19,00	22,80	11,19	13,28	18,65	22,38	11,07	13,14	18,45	22,14
352	11,43	13,57	19,05	22,86	11,22	13,32	18,70	22,44	11,10	13,18	18,50	22,20
353	11,48	13,62	19,13	22,96	11,25	13,36	18,75	22,50	11,13	13,22	18,55	22,26
354	11,51	13,66	19,18	23,02	11,28	13,39	18,80	22,56	11,17	13,25	18,61	22,34
355	11,54	13,70	19,23	23,08	11,32	13,43	18,86	22,64	11,20	13,29	18,66	22,40
356	11,57	13,74	19,28	23,14	11,35	13,47	18,91	22,70	11,23	13,33	18,71	22,46
357	11,60	13,77	19,33	23,20	11,38	13,51	18,96	22,76	11,26	13,37	18,76	22,52

INDICES majorés	ZONES D INDEMNITÉ DE RÉSIDENCE											
	1 ^{re} zone (3 %)				2 ^e zone (1 %)				3 ^e zone (0 %)			
	14 premières heures	Au-delà des 14 premières heures	Dimanches et jours fériés	De nuit	14 premières heures	Au-delà des 14 premières heures	Dimanches et jours fériés	De nuit	14 premières heures	Au-delà des 14 premières heures	Dimanches et jours fériés	De nuit
€	€	€	€	€	€	€	€	€	€	€	€	€
358	11,64	13,81	19,40	23,28	11,41	13,55	19,01	22,82	11,29	13,41	18,81	22,58
359	11,67	13,85	19,45	23,34	11,44	13,58	19,06	22,88	11,33	13,44	18,88	22,66
360	11,70	13,89	19,50	23,40	11,48	13,62	19,13	22,96	11,36	13,48	18,93	22,72
361	11,73	13,93	19,55	23,46	11,51	13,66	19,18	23,02	11,39	13,52	18,98	22,78
362	11,77	13,97	19,61	23,54	11,54	13,70	19,23	23,08	11,42	13,56	19,03	22,84
363	11,80	14,00	19,66	23,60	11,56	13,72	19,26	23,12	11,45	13,60	19,08	22,90
364	11,83	14,04	19,71	23,66	11,59	13,76	19,31	23,18	11,49	13,63	19,15	22,98
365	11,86	14,08	19,76	23,72	11,63	13,80	19,38	23,26	11,52	13,67	19,20	23,04
366	11,89	14,12	19,81	23,78	11,66	13,84	19,43	23,32	11,55	13,71	19,25	23,10
367	11,93	14,16	19,88	23,86	11,69	13,88	19,48	23,38	11,58	13,75	19,30	23,16
368	11,96	14,19	19,93	23,92	11,72	13,91	19,53	23,44	11,62	13,79	19,36	23,24
369	11,99	14,23	19,98	23,98	11,75	13,95	19,58	23,50	11,64	13,81	19,40	23,28
370	12,02	14,27	20,03	24,04	11,79	13,99	19,65	23,58	11,67	13,85	19,45	23,34
371	12,05	14,31	20,08	24,10	11,82	14,03	19,70	23,64	11,70	13,89	19,50	23,40
372	12,09	14,35	20,15	24,18	11,85	14,07	19,75	23,70	11,73	13,93	19,55	23,46
373	12,12	14,38	20,20	24,24	11,88	14,10	19,80	23,76	11,77	13,97	19,61	23,54
374	12,15	14,42	20,25	24,30	11,91	14,14	19,85	23,82	11,80	14,00	19,66	23,60
375	12,18	14,46	20,30	24,36	11,95	14,18	19,91	23,90	11,83	14,04	19,71	23,66
376	12,21	14,50	20,35	24,42	11,98	14,22	19,96	23,96	11,86	14,08	19,76	23,72
377	12,25	14,54	20,41	24,50	12,01	14,26	20,01	24,02	11,89	14,12	19,81	23,78
378	12,29	14,59	20,48	24,58	12,04	14,30	20,06	24,08	11,93	14,16	19,88	23,86
379	12,32	14,63	20,53	24,64	12,08	14,33	20,13	24,16	11,96	14,19	19,93	23,92
380	12,35	14,66	20,58	24,70	12,11	14,37	20,18	24,22	11,99	14,23	19,98	23,98
381	12,39	14,70	20,65	24,78	12,14	14,41	20,23	24,28	12,02	14,27	20,03	24,04
382	12,42	14,74	20,70	24,84	12,17	14,45	20,28	24,34	12,05	14,31	20,08	24,10
383	12,45	14,78	20,75	24,90	12,20	14,49	20,33	24,40	12,09	14,35	20,15	24,18
384	12,48	14,82	20,80	24,96	12,24	14,52	20,40	24,48	12,12	14,38	20,20	24,24
385	12,51	14,85	20,85	25,02	12,27	14,56	20,45	24,54	12,15	14,42	20,25	24,30
386	12,55	14,89	20,91	25,10	12,30	14,60	20,50	24,60	12,18	14,46	20,30	24,36
387	12,58	14,93	20,96	25,16	12,33	14,64	20,55	24,66	12,21	14,50	20,35	24,42
388	12,61	14,97	21,01	25,22	12,36	14,68	20,60	24,72	12,25	14,54	20,41	24,50
389	12,64	15,01	21,06	25,28	12,40	14,71	20,66	24,80	12,27	14,56	20,45	24,54
390	12,67	15,04	21,11	25,34	12,43	14,75	20,71	24,86	12,30	14,60	20,50	24,60
391	12,71	15,08	21,18	25,42	12,46	14,79	20,76	24,92	12,33	14,64	20,55	24,66
392	12,74	15,12	21,23	25,48	12,49	14,83	20,81	24,98	12,36	14,68	20,60	24,72
393	12,77	15,16	21,28	25,54	12,52	14,87	20,86	25,04	12,40	14,71	20,66	24,80
394	12,80	15,20	21,33	25,60	12,56	14,90	20,93	25,12	12,43	14,75	20,71	24,86
395	12,84	15,24	21,40	25,68	12,59	14,94	20,98	25,18	12,46	14,79	20,76	24,92
396	12,87	15,27	21,45	25,74	12,62	14,98	21,03	25,24	12,49	14,83	20,81	24,98
397	12,90	15,31	21,50	25,80	12,65	15,02	21,08	25,30	12,52	14,87	20,86	25,04
398	12,93	15,35	21,55	25,86	12,69	15,06	21,15	25,38	12,56	14,90	20,93	25,12
399	12,96	15,39	21,60	25,92	12,72	15,10	21,20	25,44	12,59	14,94	20,98	25,18
400	13,00	15,43	21,66	26,00	12,75	15,13	21,25	25,50	12,62	14,98	21,03	25,24
401	13,03	15,46	21,71	26,06	12,78	15,17	21,30	25,56	12,65	15,02	21,08	25,30
402	13,06	15,50	21,76	26,12	12,81	15,21	21,35	25,62	12,69	15,06	21,15	25,38
403	13,09	15,54	21,81	26,18	12,85	15,25	21,41	25,70	12,72	15,10	21,20	25,44
404	13,13	15,59	21,88	26,26	12,88	15,29	21,46	25,76	12,75	15,13	21,25	25,50
405	13,17	15,63	21,95	26,34	12,91	15,32	21,51	25,82	12,78	15,17	21,30	25,56
406	13,20	15,67	22,00	26,40	12,94	15,36	21,56	25,88	12,81	15,21	21,35	25,62
407	13,23	15,70	22,05	26,46	12,97	15,40	21,61	25,94	12,85	15,25	21,41	25,70
408	13,26	15,74	22,10	26,52	13,01	15,44	21,68	26,02	12,88	15,29	21,46	25,76
409	13,30	15,78	22,16	26,60	13,04	15,48	21,73	26,08	12,91	15,32	21,51	25,82
410	13,33	15,82	22,21	26,66	13,07	15,51	21,78	26,14	12,93	15,35	21,55	25,86
411	13,36	15,86	22,26	26,72	13,10	15,55	21,83	26,20	12,96	15,39	21,60	25,92
412	13,39	15,90	22,31	26,78	13,13	15,59	21,88	26,26	13,00	15,43	21,66	26,00
413	13,42	15,93	22,36	26,84	13,17	15,63	21,95	26,34	13,03	15,46	21,71	26,06
414	13,46	15,97	22,43	26,92	13,19	15,65	21,98	26,38	13,06	15,50	21,76	26,12
415	13,49	16,01	22,48	26,98	13,22	15,69	22,03	26,44	13,09	15,54	21,81	26,18
416	13,52	16,05	22,53	27,04	13,25	15,73	22,08	26,50	13,12	15,58	21,86	26,24
417	13,55	16,09	22,58	27,10	13,28	15,77	22,13	26,56	13,16	15,62	21,93	26,32
418	13,58	16,12	22,63	27,16	13,32	15,81	22,20	26,64	13,19	15,65	21,98	26,38
419	13,62	16,16	22,70	27,24	13,35	15,84	22,25	26,70	13,22	15,69	22,03	26,44
420	13,65	16,20	22,75	27,30	13,38	15,88	22,30	26,76	13,25	15,73	22,08	26,50
421	13,68	16,24	22,80	27,36	13,41	15,92	22,35	26,82	13,28	15,77	22,13	26,56
422	13,71	16,28	22,85	27,42	13,44	15,96	22,40	26,88	13,32	15,81	22,20	26,64
423	13,74	16,31	22,90	27,48	13,48	16,00	22,46	26,96	13,35	15,84	22,25	26,70
424	13,78	16,35	22,96	27,56	13,51	16,04	22,51	27,02	13,38	15,88	22,30	26,76
425	13,81	16,39	23,01	27,62	13,54	16,07	22,56	27,08	13,41	15,92	22,35	26,82
426	13,84	16,43	23,06	27,68	13,57	16,11	22,61	27,14	13,44	15,96	22,40	26,88

INDICES majorés	ZONES D'INDEMNITÉ DE RÉSIDENCE											
	1 ^{re} zone (3 %)				2 ^e zone (1 %)				3 ^e zone (0 %)			
	14 premières heures	Au-delà des 14 premières heures	Dimanches et jours fériés	De nuit	14 premières heures	Au-delà des 14 premières heures	Dimanches et jours fériés	De nuit	14 premières heures	Au-delà des 14 premières heures	Dimanches et jours fériés	De nuit
€	€	€	€	€	€	€	€	€	€	€	€	€
427	13,87	16,47	23,11	27,74	13,61	16,15	22,68	27,22	13,48	16,00	22,46	26,96
428	13,91	16,51	23,18	27,82	13,64	16,19	22,73	27,28	13,51	16,04	22,51	27,02
429	13,95	16,56	23,25	27,90	13,67	16,23	22,78	27,34	13,54	16,07	22,56	27,08
430	13,98	16,59	23,30	27,96	13,70	16,26	22,83	27,40	13,56	16,10	22,60	27,12
431	14,01	16,63	23,35	28,02	13,73	16,30	22,88	27,46	13,59	16,14	22,65	27,18
432	14,04	16,67	23,40	28,08	13,77	16,34	22,95	27,54	13,63	16,17	22,71	27,26
433	14,08	16,71	23,46	28,16	13,80	16,38	23,00	27,60	13,66	16,21	22,76	27,32
434	14,11	16,75	23,51	28,22	13,83	16,42	23,05	27,66	13,69	16,25	22,81	27,38
435	14,14	16,78	23,56	28,28	13,86	16,45	23,10	27,72	13,72	16,29	22,86	27,44
436	14,17	16,82	23,61	28,34	13,89	16,49	23,15	27,78	13,76	16,33	22,93	27,52
437	14,20	16,86	23,66	28,40	13,93	16,53	23,21	27,86	13,79	16,37	22,98	27,58
438	14,24	16,90	23,73	28,48	13,96	16,57	23,26	27,92	13,82	16,40	23,03	27,64
439	14,27	16,94	23,78	28,54	13,99	16,61	23,31	27,98	13,85	16,44	23,08	27,70
440	14,30	16,97	23,83	28,60	14,02	16,64	23,36	28,04	13,88	16,48	23,13	27,76
441	14,33	17,01	23,88	28,66	14,05	16,68	23,41	28,10	13,92	16,52	23,20	27,84
442	14,37	17,05	23,95	28,74	14,09	16,72	23,48	28,18	13,95	16,56	23,25	27,90
443	14,40	17,09	24,00	28,80	14,12	16,76	23,53	28,24	13,98	16,59	23,30	27,96
444	14,43	17,13	24,05	28,86	14,15	16,80	23,58	28,30	14,01	16,63	23,35	28,02
445	14,46	17,17	24,10	28,92	14,18	16,84	23,63	28,36	14,04	16,67	23,40	28,08
446	14,49	17,20	24,15	28,98	14,22	16,87	23,70	28,44	14,08	16,71	23,46	28,16
447	14,53	17,24	24,21	29,06	14,25	16,91	23,75	28,50	14,11	16,75	23,51	28,22
448	14,56	17,28	24,26	29,12	14,28	16,95	23,80	28,56	14,14	16,78	23,56	28,28
449	14,59	17,32	24,31	29,18	14,31	16,99	23,85	28,62	14,17	16,82	23,61	28,34
450	14,62	17,36	24,36	29,24	14,34	17,03	23,90	28,68	14,20	16,86	23,66	28,40
451	14,65	17,39	24,41	29,30	14,38	17,06	23,96	28,76	14,23	16,89	23,71	28,46
452	14,69	17,43	24,48	29,38	14,41	17,10	24,01	28,82	14,26	16,92	23,76	28,52
453	14,72	17,47	24,53	29,44	14,44	17,14	24,06	28,88	14,29	16,96	23,81	28,58
454	14,76	17,52	24,60	29,52	14,47	17,18	24,11	28,94	14,32	17,00	23,86	28,64
455	14,79	17,56	24,65	29,58	14,50	17,22	24,16	29,00	14,35	17,04	23,91	28,70
456	14,83	17,60	24,71	29,66	14,54	17,25	24,23	29,08	14,39	17,08	23,98	28,78
457	14,86	17,64	24,76	29,72	14,57	17,29	24,28	29,14	14,42	17,11	24,03	28,84
458	14,89	17,67	24,81	29,78	14,60	17,33	24,33	29,20	14,45	17,15	24,08	28,90
459	14,92	17,71	24,86	29,84	14,63	17,37	24,38	29,26	14,48	17,19	24,13	28,96
460	14,95	17,75	24,91	29,90	14,66	17,41	24,43	29,32	14,51	17,23	24,18	29,02
461	14,99	17,79	24,98	29,98	14,70	17,44	24,50	29,40	14,55	17,27	24,25	29,10
462	15,02	17,83	25,03	30,04	14,73	17,48	24,55	29,46	14,58	17,31	24,30	29,16
463	15,05	17,86	25,08	30,10	14,76	17,52	24,60	29,52	14,61	17,34	24,35	29,22
464	15,08	17,90	25,13	30,16	14,79	17,56	24,65	29,58	14,64	17,38	24,40	29,28
465	15,11	17,94	25,18	30,22	14,83	17,60	24,71	29,66	14,68	17,42	24,46	29,36
466	15,15	17,98	25,25	30,30	14,85	17,62	24,75	29,70	14,71	17,46	24,51	29,42
467	15,18	18,02	25,30	30,36	14,88	17,66	24,80	29,76	14,74	17,50	24,56	29,48
468	15,21	18,05	25,35	30,42	14,91	17,70	24,85	29,82	14,77	17,53	24,61	29,54
469	15,24	18,09	25,40	30,48	14,94	17,74	24,90	29,88	14,80	17,57	24,66	29,60
470	15,27	18,13	25,45	30,54	14,98	17,78	24,96	29,96	14,84	17,61	24,73	29,68
471	15,31	18,17	25,51	30,62	15,01	17,81	25,01	30,02	14,86	17,64	24,76	29,72
472	15,34	18,21	25,56	30,68	15,04	17,85	25,06	30,08	14,89	17,67	24,81	29,78
473	15,37	18,24	25,61	30,74	15,07	17,89	25,11	30,14	14,92	17,71	24,86	29,84
474	15,40	18,28	25,66	30,80	15,10	17,93	25,16	30,20	14,95	17,75	24,91	29,90
475	15,44	18,32	25,73	30,88	15,14	17,97	25,23	30,28	14,99	17,79	24,98	29,98
476	15,47	18,36	25,78	30,94	15,17	18,00	25,28	30,34	15,02	17,83	25,03	30,04
477	15,50	18,40	25,83	31,00	15,20	18,04	25,33	30,40	15,05	17,86	25,08	30,10
478	15,53	18,44	25,88	31,06	15,23	18,08	25,38	30,46	15,08	17,90	25,13	30,16
479	15,57	18,49	25,95	31,14	15,26	18,12	25,43	30,52	15,11	17,94	25,18	30,22
480	15,61	18,52	26,01	31,22	15,30	18,16	25,50	30,60	15,15	17,98	25,25	30,30
481	15,64	18,56	26,06	31,28	15,33	18,19	25,55	30,66	15,18	18,02	25,30	30,36
482	15,67	18,60	26,11	31,34	15,36	18,23	25,60	30,72	15,21	18,05	25,35	30,42
483	15,70	18,64	26,16	31,40	15,39	18,27	25,65	30,78	15,24	18,09	25,40	30,48
484	15,73	18,68	26,21	31,46	15,42	18,31	25,70	30,84	15,27	18,13	25,45	30,54
485	15,77	18,71	26,28	31,54	15,46	18,35	25,76	30,92	15,31	18,17	25,51	30,62
486	15,80	18,75	26,33	31,60	15,49	18,38	25,81	30,98	15,34	18,21	25,56	30,68
487	15,83	18,79	26,38	31,66	15,52	18,42	25,86	31,04	15,37	18,24	25,61	30,74
488	15,86	18,83	26,43	31,72	15,55	18,46	25,91	31,10	15,40	18,28	25,66	30,80
489	15,90	18,87	26,50	31,80	15,58	18,50	25,96	31,16	15,44	18,32	25,73	30,88
490	15,93	18,91	26,55	31,86	15,62	18,54	26,03	31,24	15,47	18,36	25,78	30,94
491	15,96	18,94	26,60	31,92	15,65	18,58	26,08	31,30	15,50	18,40	25,83	31,00
492	15,99	18,98	26,65	31,98	15,68	18,61	26,13	31,36	15,52	18,42	25,86	31,04
493	16,02	19,02	26,70	32,04	15,71	18,65	26,18	31,42	15,55	18,46	25,91	31,10
494	16,06	19,06	26,76	32,12	15,75	18,69	26,25	31,50	15,58	18,50	25,96	31,16
495	16,09	19,10	26,81	32,18	15,78	18,73	26,30	31,56	15,62	18,54	26,03	31,24

INDICES majorés	ZONES D INDEMNITÉ DE RÉSIDENCE											
	1 ^{re} zone (3 %)				2 ^e zone (1 %)				3 ^e zone (0 %)			
	14 premières heures	Au-delà des 14 premières heures	Dimanches et jours fériés	De nuit	14 premières heures	Au-delà des 14 premières heures	Dimanches et jours fériés	De nuit	14 premières heures	Au-delà des 14 premières heures	Dimanches et jours fériés	De nuit
€	€	€	€	€	€	€	€	€	€	€	€	€
496	16,12	19,13	26,86	32,24	15,81	18,77	26,35	31,62	15,65	18,58	26,08	31,30
497	16,15	19,17	26,91	32,30	15,84	18,80	26,40	31,68	15,68	18,61	26,13	31,36
498	16,18	19,21	26,96	32,36	15,87	18,84	26,45	31,74	15,71	18,65	26,18	31,42
499	16,22	19,25	27,03	32,44	15,91	18,88	26,51	31,82	15,75	18,69	26,25	31,50
500	16,25	19,29	27,08	32,50	15,94	18,92	26,56	31,88	15,78	18,73	26,30	31,56
501	16,28	19,32	27,13	32,56	15,97	18,96	26,61	31,94	15,81	18,77	26,35	31,62
502	16,31	19,36	27,18	32,62	16,00	18,99	26,66	32,00	15,84	18,80	26,40	31,68
503	16,34	19,40	27,23	32,68	16,03	19,03	26,71	32,06	15,87	18,84	26,45	31,74
504	16,39	19,45	27,31	32,78	16,07	19,07	26,78	32,14	15,91	18,88	26,51	31,82
505	16,42	19,49	27,36	32,84	16,10	19,11	26,83	32,20	15,94	18,92	26,56	31,88
506	16,45	19,53	27,41	32,90	16,13	19,15	26,88	32,26	15,97	18,96	26,61	31,94
507	16,48	19,57	27,46	32,96	16,16	19,18	26,93	32,32	16,00	18,99	26,66	32,00
508	16,52	19,60	27,53	33,04	16,19	19,22	26,98	32,38	16,03	19,03	26,71	32,06
509	16,55	19,64	27,58	33,10	16,23	19,26	27,05	32,46	16,07	19,07	26,78	32,14
510	16,58	19,68	27,63	33,16	16,26	19,30	27,10	32,52	16,10	19,11	26,83	32,20
511	16,61	19,72	27,68	33,22	16,29	19,34	27,15	32,58	16,13	19,15	26,88	32,26
512	16,64	19,76	27,73	33,28	16,32	19,38	27,20	32,64	16,15	19,17	26,91	32,30
513	16,68	19,79	27,80	33,36	16,36	19,41	27,26	32,72	16,18	19,21	26,96	32,36
514	16,71	19,83	27,85	33,42	16,39	19,45	27,31	32,78	16,22	19,25	27,03	32,44
515	16,74	19,87	27,90	33,48	16,42	19,49	27,36	32,84	16,25	19,29	27,08	32,50
516	16,77	19,91	27,95	33,54	16,45	19,53	27,41	32,90	16,28	19,32	27,13	32,56
517	16,80	19,95	28,00	33,60	16,48	19,57	27,46	32,96	16,31	19,36	27,18	32,62
518	16,84	19,98	28,06	33,68	16,51	19,59	27,51	33,02	16,34	19,40	27,23	32,68
519	16,87	20,02	28,11	33,74	16,54	19,63	27,56	33,08	16,38	19,44	27,30	32,76
520	16,90	20,06	28,16	33,80	16,57	19,67	27,61	33,14	16,41	19,48	27,35	32,82
521	16,93	20,10	28,21	33,86	16,60	19,71	27,66	33,20	16,44	19,51	27,40	32,88
522	16,97	20,14	28,28	33,94	16,63	19,74	27,71	33,26	16,47	19,55	27,45	32,94
523	17,00	20,18	28,33	34,00	16,67	19,78	27,78	33,34	16,51	19,59	27,51	33,02
524	17,03	20,21	28,38	34,06	16,70	19,82	27,83	33,40	16,54	19,63	27,56	33,08
525	17,06	20,25	28,43	34,12	16,73	19,86	27,88	33,46	16,57	19,67	27,61	33,14
526	17,09	20,29	28,48	34,18	16,76	19,90	27,93	33,52	16,60	19,71	27,66	33,20
527	17,13	20,33	28,55	34,26	16,79	19,93	27,98	33,58	16,63	19,74	27,71	33,26
528	17,16	20,37	28,60	34,32	16,83	19,97	28,05	33,66	16,67	19,78	27,78	33,34
529	17,19	20,40	28,65	34,38	16,86	20,01	28,10	33,72	16,70	19,82	27,83	33,40
530	17,23	20,45	28,71	34,46	16,89	20,05	28,15	33,78	16,73	19,86	27,88	33,46
531	17,26	20,49	28,76	34,52	16,92	20,09	28,20	33,84	16,76	19,90	27,93	33,52
532	17,30	20,53	28,83	34,60	16,95	20,12	28,25	33,90	16,79	19,93	27,98	33,58
533	17,33	20,57	28,88	34,66	16,99	20,16	28,31	33,98	16,82	19,96	28,03	33,64

CPPAP 0503 B 05119 – 131051600-001005

Imprimerie, 26, rue Desaix, Paris (15^e). – *Le préfet, Directeur des Journaux officiels* : Jean-Paul BOLUFER
